

MONITEUR BELGE

BELGISCH STAATSBLAD

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002 publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2002.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :
www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, rue de Louvain 40-42,
1000 Bruxelles, tél. 02 552 22 11 - Conseiller : A. Van Damme

175e ANNEE



N. 93

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :
op : **www.staatsblad.be**

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42,
1000 Brussel, tel. 02 552 22 11 - Adviseur : A. Van Damme

175e JAARGANG

LUNDI 21 MARS 2005

MAANDAG 21 MAART 2005

Le Moniteur belge du 18 mars 2005 comporte quatre éditions, qui portent les numéros 89, 90, 91 et 92.

Het Belgisch Staatsblad van 18 maart 2005 bevat vier uitgaven, met als volgnummers 89, 90, 91 en 92.

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Service public fédéral Sécurité sociale

11 MARS 2005. — Arrêté ministériel modifiant la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, p. 12145.

Gouvernements de Communauté et de Région

Région wallonne

Ministère de la Région wallonne

3 FEVRIER 2005. — Arrêté ministériel autorisant temporairement la pêche après la fermeture dans l'étang sur la Mellier au lieu-dit « Forges Basses » à Léglise, p. 12148.

Gemeinschafts- und Regionalregierungen

Wallonische Region

Ministerium der Wallonischen Region

3. FEBRUAR 2005 — Ministerialerlass, durch den das Fischen im Weiher auf der Mellier am Ort genannt "Forges Basses" in Léglise während der Schonzeit vorläufig erlaubt wird, S. 12149.

Autres arrêtés

Service public fédéral Intérieur

Conseil d'Etat. Nomination d'un auditeur général adjoint, p. 12150.

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnances en verordeningen

Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid

11 MAART 2005. — Ministerieel besluit tot wijziging van de lijst gevoegd bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, bl. 12145.

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Waals Gewest

Ministerie van het Waalse Gewest

3 FEBRUARI 2005. — Ministerieel besluit tot tijdelijke toelating van het vissen na de sluiting, in de vijver op de "Mellier", veldnaam "Forges Basses" te Léglise, bl. 12150.

Andere besluiten

Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken

Raad van State. Benoeming van een adjunct-auditeur-generaal, bl. 12150.

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

Direction générale Relations collectives de travail. Nomination des membres de la Commission paritaire pour l'entretien du textile, p. 12151.

*Gouvernements de Communauté et de Région**Région wallonne**Ministère de la Région wallonne*

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Enregistrement n° 2005/519/3/4 délivré à la S.P.R.L. Petrisot, p. 12153. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Enregistrement n° 2005/362/3/4 délivré à la S.A. Société athisoise de Travaux, p. 12158. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Enregistrement n° 2005/548/3/4 délivré à la S.P.R.L.U. Hortiluc, p. 12162. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Enregistrement n° 2005/467 délivré à M. Ph. Braconnier, p. 12165. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Enregistrement n° 2005/547/3 délivré à M. L. Michaux, p. 12167. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la S.A. Entelec Service en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12171. Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la S.P.R.L. Kremer en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12173. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la S.C.R.L. Juvabois en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12175. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la S.A. Adams, Peter, en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12177. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la S.P.R.L. Deffoin, H., en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12179. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de M. D'haye, J., en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12181. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la S.P.R.L. Metal Office en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12183. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la S.C.R.L. Bep Environnement en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12185. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la « B.V.B.A. Strohandel Vandemoortel-Desmedt » en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12186. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la S.A. Sotragex en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12188. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la « B.V.B.A. Ecosearch » en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12190. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la S.A.R.L. Transports Mancino & fils en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12192. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la G.m.b.H. Dörsam + Nickel Transport en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux,

Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg

Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen. Benoeming van de leden van het Paritair Comité voor de textielverzorging, bl. 12151.

*Gemeenschaps- en Gewestregeringen**Vlaamse Gemeenschap**Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap**Departement Leefmilieu en Infrastructuur*

Rioolwaterzuiveringsinfrastructuur. Verklaring van openbaar nut, bl. 12152.

p. 12193. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la S.A. Wallonie Containers en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12195. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la S.A. Entreprise J. Legros en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12197. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la « B.V. Transport Schepen en Reiniging » en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12199. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la « B.V.B.A. Bocotrans » en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12201. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la S.P.R.L. Socomat en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12202. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la « N.V. Lateur, J. », en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12204. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la S.P.R.L. Versaete, A., en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12206. — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Office wallon des déchets. Acte procédant à l'enregistrement de la « N.V. A.T.A. International » en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux, p. 12208.

Avis officiels

Fonds des Rentes

Liste des membres du marché hors bourse réglementé des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie. Situation au 31 décembre 2004, p. 12210.

SELOR. — Bureau de Sélection de l'Administration fédérale
Recrutement. Résultats, p. 12216.

Service public fédéral Finances

Fonds des Rentes. Crédits hypothécaires. Variabilité des taux d'intérêt. Indices de référence. Article 9, § 1^{er}, de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire. Avis, p. 12217.

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

14 MARS 2005. — Circulaire relative aux autorisations provisoires d'occupation pour les ressortissants afghans ayant introduit une demande d'asile en Belgique avant le 1^{er} janvier 2003, p. 12217.

Officiële berichten

Rentenfonds

Lijst van de leden van de gereguleerde buitenbeursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten. Toestand op 31 december 2004, bl. 12210.

SELOR. — Selectiebureau van de Federale Overheid
Aanwerving. Resultaten, bl. 12216.

Federale Overheidsdienst Financiën

Rentenfonds. Hypothecaire kredieten. Veranderlijkheid der rentevoeten. Referte-indexen. Artikel 9, § 1, van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet. Bericht, bl. 12217.

Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg

14 MAART 2005. — Omzendbrief betreffende de voorlopige arbeidsvergunningen voor de Afghaanse onderdanen die in België een asielaanvraag hebben ingediend vóór 1 januari 2003, bl. 12217.

Beroepsverenigingen

Raad van State

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12219. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12219. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12219. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12220. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12220. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12220. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12221. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12222. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12223. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12223. —

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12223. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12224. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12224. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12224. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12225. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12225. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12225. —
Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen, bl. 12225.

Les Publications légales et Avis divers ne sont pas repris dans ce sommaire mais figurent aux pages 12226 à 12260.

De Wettelijke Bekendmakingen en Verschillende Berichten worden niet opgenomen in deze inhoudsopgave en bevinden zich van bl. 12226 tot bl. 12260.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2005 — 738

[C — 2005/22250]

11 MARS 2005. — Arrêté ministériel modifiant la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 35bis, § 1^{er}, inséré par la loi du 10 août 2001, et modifié par les lois des 22 décembre 2003 et 9 juillet 2004, et § 2, inséré par la loi du 10 août 2001, et modifié par la loi du 22 décembre 2003;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, notamment l'annexe I^{er}, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu les propositions de la Commission de Remboursement des Médicaments, émises les 14 et 21 décembre 2004;

Vu les avis émis par l'Inspecteur des Finances; donnés le 17 décembre 2004 et les 4, 5 et 24 janvier 2005;

Vu les accords du Ministre du Budget des 12, 19, 25, 26 et 28 janvier 2005;

Vu les notifications aux demandeurs des 26, 27 et 31 janvier 2005 et 2 février 2005;

Vu l'avis n° 38136/1 du Conseil d'Etat, donné le 24 février 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe I de l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, tel qu'il a été modifié à ce jour, sont apportées les modifications suivantes :

1° au chapitre I^{er} :

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2005 — 738

[C — 2005/22250]

11 MAART 2005. — Ministerieel besluit tot wijziging van de lijst gevoegd bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 35bis, § 1, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, en gewijzigd bij de wetten van 22 december 2003 en 9 juli 2004, en § 2, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, en gewijzigd bij de wet van 22 december 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, inzonderheid op bijlage I, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de voorstellen van de Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen, uitgebracht op 14 en 21 december 2004;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 december 2004, 4, 5 en 24 januari 2005;

Gelet op de akkoordbevindingen van Onze Minister van Begroting van 12, 19, 25, 26 en 28 januari 2005;

Gelet op de notificaties aan de aanvragers van 26, 27 en 31 januari 2005 en van 2 februari 2005;

Gelet op advies nr 38136/1 van de Raad van State, gegeven op 24 februari 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In de bijlage I van het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, zoals tot op heden gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in hoofdstuk I :

a) les spécialités suivantes sont insérées:

a) worden de volgende specialiteiten ingevoegd:

Cat.	Code	Benaming en verpakkingen Dénomination et conditionnements	Opm. Obs.	Prijs Prix	Basis van tegemeotk. Base de rembours.	I	II
A-23	2210-888 0779-488	CARBOPLATINE MAYNE 150 mg/15 ml ONCO-TAIN Mayne Pharma fl. I.V./perf. 1 x 15 ml 10 mg/ml * pr. fl. I.V./perf. 1 x 15 ml 10 mg/ml		116,97 111,2200	116,97 111,2200	0,00	0,00
	0779-488	** pr. fl. I.V./perf. 1 x 15 ml 10 mg/ml		104,1100	104,1100		
A-23	2210-896 0779-496	CARBOPLATINE MAYNE 450 mg/45 ml ONCO-TAIN Mayne Pharma fl. I.V./perf. 1 x 45 ml 10 mg/ml * pr. fl. I.V./perf. 1 x 45 ml 10 mg/ml		299,30 288,2400	299,30 288,2400	0,00	0,00
	0779-496	** pr. fl. I.V./perf. 1 x 45 ml 10 mg/ml		281,1300	281,1300		
B-56	2180-388 0779-504 0779-504	DOC MORFINE 10 mg Docpharma compr. 30 x 10 mg * pr. compr. 1 x 10 mg ** pr. compr. 1 x 10 mg	G G G	8,20 0,1530 0,1257	8,20 0,1530 0,1257	1,23	2,05
B-56	2180-396 2180-404 0779-512 0779-512	DOC MORFINE 30 mg Docpharma compr. 30 x 30 mg compr. 56 x 30 mg * pr. compr. 1 x 30 mg ** pr. compr. 1 x 30 mg	G G G G	19,52 26,74 0,3596 0,2954	19,52 26,74 0,3596 0,2954	2,93 4,01	4,88 6,68
B-56	2180-412 2180-420 0779-520 0779-520	DOC MORFINE 60 mg Docpharma compr. 30 x 60 mg compr. 56 x 60 mg * pr. compr. 1 x 60 mg ** pr. compr. 1 x 60 mg	G G G G	30,43 44,12 0,7125 0,5855	30,43 44,12 0,7125 0,5855	4,56 6,62	7,61 10,20
B-56	2180-438 0779-538 0779-538	DOC MORFINE 100 mg Docpharma compr. 30 x 100 mg * pr. compr. 1 x 100 mg ** pr. compr. 1 x 100 mg	G G G	42,43 1,2650 1,0393	42,43 1,2650 1,0393	6,36	10,20
B-73	2179-174 0779-223 0779-223	DOCSERTRALINE 50 mg Docpharma compr. 30 x 50 mg * pr. compr. 1 x 50 mg ** pr. compr. 1 x 50 mg	G G G	26,24 0,6510 0,5347	26,24 0,6510 0,5347	3,94	6,56
B-73	2180-685 2180-693 2198-471 0779-231 0779-231	MERCK-CITALOPRAM 40 mg Merck compr. 30 x 40 mg compr. 60 x 40 mg compr. 100 x 40 mg * pr. compr. 1 x 40 mg ** pr. compr. 1 x 40 mg	G G G G G	39,70 57,67 89,62 0,8329 0,7618	39,70 57,67 89,62 0,8329 0,7618	5,95 6,80 10,20	9,92 10,20 15,30
B-21	2188-019 2198-489 2188-019 0779-249 0779-249	MERCK-CO-LISINOPRIL 20/12,5 mg Merck compr. 30 x 20 mg/12,5 mg compr. 50 x 20 mg/12,5 mg compr. 100 x 20 mg/12,5 mg * pr. compr. 1 x 20 mg/12,5 mg ** pr. compr. 1 x 20 mg/12,5 mg	G G G G G	16,96 23,17 31,59 0,2537 0,2084	16,96 23,17 31,59 0,2537 0,2084	2,54 3,48 4,74	4,24 5,79 7,90
A-28	2198-539 2198-547 0779-298 0779-306 0779-298 0779-306	XANTROSIN 2 mg/ml Teva Pharma fl. inj. 1 x 20 mg/10 ml fl. inj. 1 x 25 mg/12,5 ml * pr. fl. inj. 1 x 20 mg/10 ml * pr. fl. inj. 1 x 25 mg/12,5 ml ** pr. fl. inj. 1 x 20 mg/10 ml ** pr. fl. inj. 1 x 25 mg/12,5 ml	G G G G G G	127,85 157,37 119,7500 147,9000 112,6400 140,7900	127,85 157,37 119,7500 147,9000 112,6400 140,7900	0,00 0,00	0,00 0,00

- I = Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, §1 en §19, van de bij het koninklijk besluit van 14.7.94 gecoördineerde wet, die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.
- I = Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, §1er et §19, de la loi coordonnée par l'arrêté royal du 14.7.94 qui ont droit à une intervention majorée de l'assurance.
- II = Aandeel van de andere rechthebbenden.
- II = Intervention des autres bénéficiaires.

b) l'inscription des spécialités suivantes est remplacée comme suit:

b) wordt de inschrijving van de volgende specialiteiten vervangen als volgt:

Cat.	Code	Benaming en verpakkingen Dénomination et conditionnements	Opm.	Prijs	Basis van tegemoetk.	I	II
			Obs.	Prix	Base de rembours.		
B-134	2140-382	FUNGIMED 3DDD Pharma caps. 1 x 150 mg	G	9,97	9,97	1,50	2,49
	2140-408	caps. 20 x 200 mg	G	111,67	111,67	6,80	10,20
	0778-209	* pr. caps. 1 x 150 mg	G	5,5800	5,5800		
	0778-217	* pr. caps. 1 x 200 mg	G	5,2160	5,2160		
	0778-209	** pr. caps. 1 x 150 mg	G	4,5800	4,5800		
	0778-217	** pr. caps. 1 x 200 mg	G	4,8605	4,8605		
B-83	0048-363	HYDROCORTISONE Erfa compr. 20 x 20 mg		6,32	6,32	0,95	1,58
	0708-776	* pr. compr. 1 x 20 mg		0,2305	0,2305		
	0708-776	** pr. compr. 1 x 20 mg		0,1895	0,1895		

2° au chapitre IV-B:

2° in hoofdstuk IV-B:

a) au § 133, l'inscription des spécialités suivantes est remplacée comme suit:

a) in § 133, wordt de inschrijving van de volgende specialiteiten vervangen als volgt:

Cat.	Code	Benaming en verpakkingen Dénomination et conditionnements	Opm.	Prijs	Basis van tegemoetk.	I	II
			Obs.	Prix	Base de rembours.		
A-53	2140-408	FUNGIMED 3DDD Pharma caps. 20 x 200 mg	G	111,67	111,67	0,00	0,00
	0778-217	* pr. caps. 1 x 200 mg	G	5,2160	5,2160		
	0778-217	** pr. caps. 1 x 200 mg	G	4,8605	4,8605		

b) au § 164, sont insérées les spécialités suivantes:

b) in § 164, worden de volgende specialiteiten ingevoegd:

Cat.	Code	Benaming en verpakkingen Dénomination et conditionnements	Opm.	Prijs	Basis van tegemoetk.	I	II
			Obs.	Prix	Base de rembours.		
A-5	2198-554	MERCK-GABAPENTINE 300 mg Merck caps. 90 x 300 mg	G	39,37	39,37	0,00	0,00
	2186-641	caps. 100 x 300 mg	G	42,67	42,67	0,00	0,00
	2198-562	caps. 200 x 300 mg	G	62,42	62,42	0,00	0,00
	0779-256	* pr. caps. 1 x 300 mg	G	0,2868	0,2868		
	0779-256	** pr. caps. 1 x 300 mg	G	0,2512	0,2512		
A-5	2198-570	MERCK-GABAPENTINE 400 mg Merck caps. 90 x 400 mg	G	49,22	49,22	0,00	0,00
	2186-633	caps. 100 x 400 mg	G	53,61	53,61	0,00	0,00
	2198-588	caps. 200 x 400 mg	G	79,93	79,93	0,00	0,00
	0779-264	* pr. caps. 1 x 400 mg	G	0,3703	0,3703		
	0779-264	** pr. caps. 1 x 400 mg	G	0,3347	0,3347		

c) au § 269, sont insérées les spécialités suivantes:

c) in § 269, worden de volgende specialiteiten ingevoegd:

Cat.	Code	Benaming en verpakkingen Dénomination et conditionnements	Opm.	Prijs	Basis van tegemoetk.	I	II
			Obs.	Prix	Base de rembours.		
B-262	2198-554	MERCK-GABAPENTINE 300 mg Merck caps. 90 x 300 mg	G	39,37	39,37	5,91	9,84
	2186-641	caps. 100 x 300 mg	G	42,67	42,67	6,40	10,67
	2198-562	caps. 200 x 300 mg	G	62,42	62,42	9,36	15,30
	0779-256	* pr. caps. 1 x 300 mg	G	0,2868	0,2868		
	0779-256	** pr. caps. 1 x 300 mg	G	0,2512	0,2512		
B-262	2198-570	MERCK-GABAPENTINE 400 mg Merck caps. 90 x 400 mg	G	49,22	49,22	7,38	12,30
	2186-633	caps. 100 x 400 mg	G	53,61	53,61	8,04	13,40
	2198-588	caps. 200 x 400 mg	G	79,93	79,93	10,20	15,30
	0779-264	* pr. caps. 1 x 400 mg	G	0,3703	0,3703		
	0779-264	** pr. caps. 1 x 400 mg	G	0,3347	0,3347		

d) au § 290, est insérée la spécialité suivante:

d) in § 290, wordt de volgende specialiteit ingevoegd:

Cat.	Code	Benaming en verpakkingen Dénomination et conditionnements	Opm.	Prijs	Basis van tegemeetk.	I	II
			Obs.	Prix	Base de rembours.		
B-250		BEXTRA Pharmacia					
	2205-748	compr. 100 x 10 mg		126,89	126,89	10,20	15,30
	0775-569	* pr. compr. 1 x 10 mg		1,2085	1,2085		
	0775-569	** pr. compr. 1 x 10 mg		1,1374	1,1374		

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 mars 2005.

R. DEMOTTE

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 11 maart 2005.

R. DEMOTTE

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 739

[C — 2005/27279]

3 FEVRIER 2005. — Arrêté ministériel autorisant temporairement la pêche après la fermeture dans l'étang sur la Mellier au lieu-dit « Forges Basses » à Léglise

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment les articles 8, 9, 10 et 12;

Vu la demande du 31 octobre 2004 du propriétaire de l'étang, M. Albert Carmanne;

Considérant l'intérêt sur le plan local de contribuer au développement d'une infrastructure reconnue officiellement comme gîte de pêche par la Région wallonne, notamment en élargissant les possibilités de pêche dans la mesure où celles-ci n'ont pas un impact négatif sur la conservation de la faune et de la flore,

Arrête :

Article 1^{er}. Par dérogation aux articles 8, 1^o et 10, 1^o, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, il est permis de pêcher dans l'étang sur la Mellier au lieu-dit « Forges Basses » (cadastre : Mellier, section C, n^o 1.045ev) du 1^{er} octobre au 31 décembre tout poisson à l'exception de la truite fario et de la truite arc-en-ciel.

Art. 2. Par dérogation aux articles 8, 1^o, 9, 3^o et 10, 1^o, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, il est permis de pêcher la carpe dans l'étang visé à l'article 1^{er} du présent arrêté, du 1^{er} janvier au vendredi précédant le 1^{er} samedi de juin inclus.

Art. 3. Par dérogation à l'article 12, alinéa 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, la pêche de la carpe dans l'étang visé à l'article 1^{er} du présent arrêté est autorisée depuis une demi-heure après l'heure du coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant l'heure du lever du soleil de nuit.

Art. 4. La pêche de la carpe dans l'étang visé à l'article 1^{er} du présent arrêté ne peut être pratiquée qu'au lancer, au moyen d'esches végétales uniquement, et toute carpe capturée sera immédiatement et délicatement remise à l'eau.

Art. 5. L'article 1^{er}, 10°, de l'arrêté ministériel du 24 mars 2003 autorisant à titre expérimental la pêche de la carpe dans les parties de cours d'eau et canaux de la Région wallonne est abrogé.

Art. 6. L'arrêté ministériel du 21 janvier 2003 autorisant temporairement la pêche après la fermeture dans l'étang sur la Mellier au lieu-dit « Forges Basses » est abrogé.

Art. 7. La Division de la nature et des forêts est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté est applicable du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2006.

Namur, le 3 février 2005.

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 739

[C — 2005/27279]

3. FEBRUAR 2005 — Ministerialerlass, durch den das Fischen im Weiher auf der Mellier am Ort genannt "Forges Basses" in Léglise während der Schonzeit vorläufig erlaubt wird

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei, insbesondere des Artikels 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. März 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei, insbesondere der Artikel 8, 9, 10 und 12;

Aufgrund des Antrags vom 31. Oktober 2004 von Herrn Albert Carmanne, Eigentümer des Weihers,

In Erwägung des örtlichen Interesses, zur Entwicklung einer durch die Wallonische Region als Fischereiplatz amtlich anerkannten Infrastruktur beizutragen, insbesondere durch die Erweiterung der Fischereimöglichkeiten, insofern diese keine negative Auswirkung auf die Erhaltung der Fauna und der Flora haben,

Beschließt:

Artikel 1 - In Abweichung der Bestimmungen von Artikeln 8, 1° und 10, 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. März 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei ist es vom 1. Oktober bis zum 31. Dezember erlaubt, im Weiher auf der Mellier am Ort genannt "Forges Basses" (Kataster: Mellier, Flur C, Nr. 1.045ev) jede Art Fisch mit Ausnahme der Bachforelle und der Regenbogenforelle zu fangen.

Art. 2 - In Abweichung der Bestimmungen von Artikeln 8, 1°, 9, 3° und 10, 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. März 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei ist es vom 1. Januar bis zum Freitag vor dem ersten Samstag des Monats Juni einschließlich erlaubt, im in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Weiher das Karpfen zu fangen.

Art. 3 - In Abweichung der Bestimmungen von Artikel 12, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. März 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei ist es nachts eine halbe Stunde nach dem Sonnenuntergang bis eine halbe Stunde vor dem Sonnenaufgang erlaubt, im in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Weiher das Karpfen zu fangen.

Art. 4 - Der Fang des Karpfens im in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Weiher darf nur mit Spinnangeln ausschließlich mit pflanzlichen Ködern vorgenommen werden und jedes gefangene Karpfen muss sofort und vorsichtig wieder ins Wasser eingesetzt werden.

Art. 5 - Artikel 1, 10° des Ministerialerlasses vom 24. März 2003, durch den der Fang des Karpfens bei Nacht in Abschnitten von Wasserläufen und Kanälen der Wallonischen Region versuchsweise erlaubt wird, wird aufgehoben.

Art. 6 - Der Ministerialerlass vom 21. Januar 2003, durch den das Fischen im Weiher auf der Mellier am Ort genannt "Forges Basses" während der Schonzeit vorläufig erlaubt wird, wird aufgehoben.

Art. 7 - Die Abteilung Natur und Forstwesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass ist vom 1. Januar 2005 bis zum 31. Dezember 2006 anwendbar.

Namur, den 3. Februar 2005

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 739

[C — 2005/27279]

3 FEBRUARI 2005. — Ministerieel besluit tot tijdelijke toelating van het vissen na de sluiting, in de vijver op de "Mellier", veldnaam "Forges Basses" te Léglise

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
Gelet op de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 maart 1993 houdende uitvoering van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, inzonderheid op de artikelen 8, 9, 10 en 12;

Gelet op het verzoek van 31 oktober 2004 van de eigenaar van de vijver, de heer Albert Carmanne;

Overwegende het belang om op plaatselijk vlak bij te dragen tot de ontwikkeling van een infrastructuur die door het Waalse Gewest officieel erkend is als visplaats, met name door de uitbreiding van de vismogelijkheden voorzover die geen negatief impact hebben op de instandhouding van de fauna en flora,

Besluit :

Artikel 1. In afwijking van de artikelen 8, 1° en 10, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 maart 1993 houdende uitvoering van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, is het toegelaten vanaf 1 oktober tot 31 december vis te vangen in de vijver op de "Mellier", veldnaam "Forges Basses" (kadastrer : Mellier, sectie C, nr. 1.045ev), met uitzondering van de beekforel en de regenboogforel.

Art. 2. In afwijking van de artikelen 8, 1°, 9, 3°, en 10, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 maart 1993 houdende uitvoering van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, is het toegelaten vanaf 1 januari tot en met de vrijdag voorafgaand aan de eerste zaterdag van juni op karper te vissen in de vijver bedoeld in artikel 1 van dit besluit.

Art. 3. In afwijking van artikel 12, eerste lid, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 maart 1993 houdende uitvoering van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, is het vissen op karper in de vijver bedoeld in artikel 1 van dit besluit toegelaten tijdens de nacht vanaf een halfuur na zonsondergang tot een halfuur vóór zonsopgang.

Art. 4. In de in artikel 1 bedoelde vijver mag alleen met de werphengel en plantaardig aas op karper gevestig worden. De gevangen vissen moeten onmiddellijk en voorzichtig weer in het water geworpen worden.

Art. 5. Artikel 1, 10°, van het ministerieel besluit van 24 maart 2003 waarbij het nachtelijk vissen op karper bij wijze van proef wordt toegelaten in sommige gedeelten van waterlopen en kanalen van het Waalse Gewest, wordt opgeheven.

Art. 6. Het ministerieel besluit van 21 januari 2003 tot tijdelijke toelating van het vissen na de sluiting, in de vijver op de "Mellier" veldnaam "Forges Basses", wordt opgeheven.

Art. 7. De Afdeling Natuur en Bossen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 8. Dit besluit is van toepassing vanaf 1 januari 2005 tot 31 december 2006.

Namen, 3 februari 2005.

B. LUTGEN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2005/00140]

Conseil d'Etat. — Nomination d'un auditeur général adjoint

Par arrêté royal du 28 février 2005, M. Patrick De Wolf, premier auditeur chef de section, est nommé auditeur général adjoint au Conseil d'Etat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2005/00140]

Raad van State. — Benoeming van een adjunct-auditeur-generaal

Bij koninklijk besluit van 28 februari 2005, wordt de heer Patrick De Wolf, eerste auditeur-afdelingshoofd, tot adjunct-auditeur-generaal bij de Raad van State benoemd.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2005/200731]

**Direction générale Relations collectives de travail. — Nomination
des membres de la Commission paritaire pour l'entretien du textile**

Par arrêté du Directeur général du 25 février 2005, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* :

sont nommés membres de la Commission paritaire pour l'entretien du textile :

1. en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs :

Membres effectifs :

MM. :

VAN DE VOORDE, Jan, à Merchtem;

VANMEIRHAEGHE, Dirk, à Gand;

REBRY, Philip, à Ingelmunster;

VAN ENDE, Johan, à Herentals;

DE GRAVE, Luc, à Gand,

Mme ADRIAENSEN, Karin, à Rijkevorsel;

M. NEVE, Philippe, à Ottignies-Louvain-la-Neuve.

Membres suppléants :

Mme VANDE KERCKHOVE, Ann, à Alost;

MM. :

LENAERTS, Jan, à Zaventem;

DERMAUX, Daniel, à Wevelgem;

Mme LECOCQ, Anne-Sophie, à Genappe;

M. DEFEVER, Gérard, à Bredene;

Mme VANDENBERGHE, Els, à Menin;

M. CAMBIER, Benoît, à Uccle.

2. en qualité de représentants des organisations de travailleurs :

Membres effectifs :

MM. :

STABEL, René, à Turnhout;

WITTEVRONGEL, Donald, à Bruges;

COLPAERT, John, à Bruges;

UYTTENHOVE, Dirk, à Termonde;

Mme DE TREMERIE, Reinhilde, à Gand;

M. CALLAERT, Jan, à Termonde;

Mme FOSTIER, Petra, à Audenarde.

Membres suppléants :

MM. :

DE BACKER, Patrick, à Saint-Nicolas;

DUMORTIER, Philippe, à Tournai;

LIEVENS, Johan, à Herzele;

WEYNS, Luc, à Vosselaar;

Mme DE NORRE, Vera, à Gand;

MM. :

VANDENBERGHE, Marc, à Ostende;

ROELANDT, Johan, à Kaprijke.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2005/200731]

**Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen. — Benoeming
van de leden van het Paritair Comité voor de textielverzorging**

Bij besluit van de Directeur-generaal van 25 februari 2005, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt :

worden benoemd tot leden van het Paritair Comité voor de textielverzorging :

1. als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie :

Gewone leden :

De heren :

VAN DE VOORDE, Jan, te Merchtem;

VANMEIRHAEGHE, Dirk, te Gent;

REBRY, Philip, te Ingelmunster;

VAN ENDE, Johan, te Herentals;

DE GRAVE, Luc, te Gent;

Mevr. ADRIAENSEN, Karin, te Rijkevorsel;

de heer NEVE, Philippe, te Ottignies-Louvain-la-Neuve.

Plaatsvervangende leden :

Mevr. VANDE KERCKHOVE, Ann, te Aalst;

de heren :

LENAERTS, Jan, te Zaventem;

DERMAUX, Daniel, te Wevelgem;

Mevr. LECOCQ, Anne-Sophie, te Genepiën;

de heer DEFEVER, Gérard, te Bredene;

Mevr. VANDENBERGHE, Els, te Menin;

de heer CAMBIER, Benoît, te Ukkel.

2. als vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties :

Gewone leden :

De heren :

STABEL, René, te Turnhout;

WITTEVRONGEL, Donald, te Brugge;

COLPAERT, John, te Brugge;

UYTTENHOVE, Dirk, te Dendermonde;

Mevr. DE TREMERIE, Reinhilde, te Gent;

de heer CALLAERT, Jan, te Dendermonde;

Mevr. FOSTIER, Petra, te Oudenaarde.

Plaatsvervangende leden :

De heren :

DE BACKER, Patrick, te Sint-Niklaas;

DUMORTIER, Philippe, te Doornik;

LIEVENS, Johan, te Herzele;

WEYNS, Luc, te Vosselaar;

Mevr. DE NORRE, Vera, te Gent;

de heren :

VANDENBERGHE, Marc, te Oostende;

ROELANDT, Johan, te Kaprijke.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C - 2005/35322]

Rioolwaterzuiveringsinfrastructuur. — Verklaring van openbaar nut

Bierbeek - Bij besluit van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur van 25 februari 2005 wordt de oprichting van een rioolwaterzuiveringsinfrastructuur van openbaar nut verklaard.

Nr. 20053

1) Geografische omschrijving:

Bierbeek : collector Molenbeek fase 3.

2) Kadastrale gegevens:

Gemeente : Bierbeek

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 2; Sectie : B;

Percelen : nrs. : 268 y en 268 z.

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 3; Sectie : C;

Percelen : nrs. : 17 f, 46 c, 51 a, 52 a, 55 d, 55 c, 128 k, 129 c, 122 a, 131 c en 134 f.

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 3; Sectie : A;

Percelen : nrs. : 334 n, 332 f, 346/02 a, 361 k, 374 y, 258 r, 258 l en 207 a.

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 3; Sectie : B;

Percelen : nrs. : 237 c, 269 e, 268 a, 266 b, 250, 247 en 245.

3) Reden van openbaar nut verklaring:

Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.

4) Bevoegde instantie:

Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdiensbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.

5) Plannen ter inzage bij:

- MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer

Afdeling Water

Cel Milieu-investeringen

Alhambra

Emile Jacquainlaan 20, bus 5

1000 BRUSSEL

- N.V. Aquafin

Dijkstraat, 8

2630 AARTSELAAR

- College van Burgemeester en Schepenen

van en te

3360 BIERBEEK

6) Wettelijke basis:

Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.

7) Datum + bevoegde minister

25 februari 2005

De Vlaamse minister van Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur,

Kris PEETERS

8) Verjaring

Iedere belanghebbende kan door middel van een ondertekend verzoekschrift tegen dit besluit bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring indienen binnen een termijn van zestig dagen na kennisneming.

Het verzoekschrift dient aangetekend te worden neergelegd bij de Raad van State samen met drie gewaarmerkte afschriften en bovendien zoveel afschriften als er tegenpartijen zijn (artikel 85 van het procedurereglement van de Raad van State).

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C - 2005/27164]

**Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Enregistrement n° 2005/519/3/4 délivré à la S.P.R.L. Petrisot**

L'Office wallon des déchets,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du

19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004;

Vu la demande d'enregistrement introduite par la S.P.R.L. Petrisot, allée Roi Albert I^{er} 28, à 5060 Couvin, le 18 juin 2004;

Considérant que la demande a été déclarée complète et recevable;

Considérant que les conditions requises en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin précité sont rencontrées par le demandeur,

Décide :

Article 1^{er}. La S.P.R.L. Petrisot, sise Allée Roi Albert I^{er} 28, à 5060 Couvin, est enregistrée sous le n° 2005/519/3/4.

Art. 2. Les déchets repris sous les codes 170504, 020401 et 010102 dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets sont admis pour les modes d'utilisation repris dans le tableau ci-dessous.

Art. 3. Les déchets repris dans l'arrêté précité sous les codes 010409I, 010408, 170101, 170103, 170302A, 190307, 190305, 170302B, 100202, 100202LD, 100202EAF, 100202S, 170506A1, 170506A2, 010413I, 170201 et 100998 sont admis pour les modes d'utilisation repris dans le tableau ci-dessous moyennant la tenue d'une comptabilité.

Art. 4. Le déchet repris dans l'arrêté précité sous le code 191302 est admis pour les modes d'utilisation repris dans le tableau ci-dessous moyennant la tenue d'une comptabilité et l'obtention d'un certificat d'utilisation.

Art. 5. Le déchet repris sous le code 190112 est admis pour le mode d'utilisation repris dans le tableau ci-dessus moyennant la tenue d'une comptabilité et l'obtention d'un certificat d'utilisation.

Art. 6. Toute demande de certificat d'utilisation doit être introduite selon le prescrit de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets et conformément au modèle repris en annexe IV dudit arrêté.

Art. 7. Les conditions d'exploitation reprises en annexe font partie intégrante du présent enregistrement.

Art. 8. L'enregistrement est délivré pour une période de dix ans prenant cours le 22 février 2005 et expirant le 21 février 2010.

Art. 9. Les déchets visés par le présent enregistrement sont identifiés, caractérisés et utilisés selon les termes énoncés dans le tableau ci-dessous.

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
170504	Terres de déblais			Récupération et utilisation de terres naturelles provenant de l'industrie extractive, d'un aménagement de sites ou de travaux de génie civil	Terres naturelles non contaminées répondant aux caractéristiques de référence de la liste guide figurant à l'annexe II, point 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Travaux d'aménagement de sites en zone destinée à l'urbanisation - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
191302	Terres décontaminées	X	X	Récupération et utilisation de terres provenant d'une installation autorisée de traitement spécifique de décontamination de terres polluées	Terres décontaminées répondant aux caractéristiques de référence de la liste guide figurant à l'annexe II, point 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Travaux d'aménagement de sites Les utilisations énoncées ci-dessus ne peuvent être effectuées qu'en zone d'activité économique à caractère industriel visée à l'article 30 du CWATUP. - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
020401	Terres de betteraves et d'autres productions maraîchères			Récupération et utilisation de terres issues du lavage ou du traitement mécanique sur table vibrante de betteraves et d'autres productions maraîchères	Terres naturelles non contaminées répondant aux caractéristiques de référence de la liste guide figurant à l'annexe II, point 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Travaux d'aménagement de sites - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
010102	Matériaux pierreux à l'état naturel			Récupération et utilisation de matériaux pierreux provenant de l'industrie extractive, d'un aménagement de sites ou de travaux de génie civil	Matériaux pierreux naturels non souillés, non métallifères, non susceptibles de réaction avec le milieu ambiant ou environnant et répondant à la PTV 400	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
010409I	Sables de pierres naturelles	X		Récupération et utilisation de sables produits lors du travail de la pierre naturelle	Sables répondant à la PTV 401	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Etablissement d'une couche de finition - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
010408	Granulats de matériaux pierreux	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 « nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés » de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
170101	Granulats de béton	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 « nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés » de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
170103	Granulats de débris de maçonnerie	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 « nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés » de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
170302A	Granulats de revêtements routiers hydrocarbonés	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 « nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés » de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
190307	Enrobés bitumineux composés de granulats ou de fraisats de revêtements routiers	X		Matériaux produits par une installation autorisée d'enrobage à chaud ou à froid	Matières répondant au cahier des charges type RW 99	<ul style="list-style-type: none"> - Couches de revêtement - Accotements
190305	Enrobés goudronneux composés de granulats ou de fraisats de revêtements routiers	X		Matériaux produits par une installation autorisée d'enrobage à froid	Matières répondant au cahier des charges type RW 99	<ul style="list-style-type: none"> - Couches de revêtement - Accotements
170302B	Granulats ou fraisats de revêtement routiers hydrocarbonés	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée soit de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition, soit du fraisage de revêtements	Matières répondant au cahier des charges type RW 99	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Accotements - Couches de revêtement
190112	Mâchefers	X	X	Matériaux solides produits par une installation effectuant le criblage, la séparation des métaux et la maturation de mâchefers bruts provenant d'unités autorisées d'incinération de déchets et n'ayant pas été mélangés ni avec des cendres volantes ni avec des cendres sous chaudières et répondant au test d'assurance qualité figurant en annexe III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets	Matières répondant au cahier des charges type RW 99 et d'autre part au test de conformité prévu à l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de sous-fondation
100202	Laitiers non traités	X		Matériaux produits par une installation autorisée de conditionnement utilisant les laitiers résultant de la production de la fonte comme matière de base	Matières répondant au cahier des charges type RW 99	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Ballast de chemin de fer
100202LD	Scories LD non traitées	X		Matériaux produits par une installation autorisée de conditionnement utilisant les scories LD résultant de la production de l'acier comme matière de base	Matières répondant au cahier des charges type RW 99	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Ballast de chemin de fer

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
100202EAF	Scories EAF non traitées	X		Matériaux produits par une installation autorisée de conditionnement utilisant les scories EAF résultant de la production de l'acier comme matière de base	Matières répondant au cahier des charges type RW 99	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Ballast de chemin de fer
100202S	Scories de désulfuration non traitées	X		Matériaux produits par une installation autorisée de conditionnement utilisant les scories de désulfuration résultant de la production de l'acier comme matière de base	Matières répondant au cahier des charges type RW 99	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Ballast de chemin de fer
170506A1	Produits de dragage ou de curage (sables, pierres, boues)	X		Utilisation de matériaux enlevés du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage qui présentent une siccité d'au moins 35 %	Matières appartenant à la catégorie A telle que définie par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon (A.G.W.) du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau, tel que modifié	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
170506A2	Produits de dragage ou de curage (sables, pierres, boues)	X		Utilisation de matériaux enlevés du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage	Matières appartenant à la catégorie A telle que définie par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon (A.G.W.) du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau, tel que modifié	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux d'aménagement du lit et des berges des cours et plans d'eau en dehors des zones présentant un intérêt biologique au sens de la loi du 12 juillet 1976 relative à la conservation de la nature et des directives CEE 79/409 et 92/43
010413I	Déchets de sciage des pierres	X		Utilisation de matériaux provenant du sciage de la pierre	Matériaux pierreux non contaminés	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région
170201	Billes de chemin de fer	X		Utilisation de matériaux enlevés lors de l'aménagement ou de la rénovation de voies ferrées	Bois traités conformément aux cahiers des charges de la SNCB	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de sites urbains - Aménagement de jardins, parcs et plantations
100998	Sables de fonderie liés à la bentonite ayant subi la coulée	X		Utilisation des sables de purge des installations de fabrication de sables de moulage pour les fonderies de métaux ferreux	Sables silico-argileux pouvant contenir des adjuvants carbonés composés de charbon broyé ou de brais bitumeux et répondant au cahier des charges type RW 99	<ul style="list-style-type: none"> - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Accotements

Namur, le 22 février 2005.

Le Premier Attaché,

Ir A. GHODSI

L'Inspecteur général,

R. FONTAINE, Dr Sc.

Cachet de l'Office

ANNEXE

Conditions d'exploitation liées à l'enregistrement n° 2005/519/3/4 délivré à la S.P.R.L. Petrisot**I. COMPTABILITE DES DECHETS****I.1. La comptabilité reprend :**

- 1° les numéros des lots;
- 2° la nature des déchets identifiés selon les codes de l'A.G.W. du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;
- 3° les quantités livrées;
- 4° les dates de livraison;
- 5° l'identité et l'adresse des destinataires ou des fournisseurs selon le cas;
- 6° l'origine, ou la destination des lots.

I.2. Ces informations sont consignées dans des registres tenus de manière à garantir leur continuité matérielle ainsi que leur régularité et l'irréversibilité des écritures. Ces registres sont tenus par ordre de dates, sans blancs ni lacunes.

En cas de rectification, l'écriture primitive doit rester visible.

I.3. Les registres sont tenus en permanence à disposition des fonctionnaires de la Division de la Police de l'Environnement et de l'Office wallon des déchets. Les registres sont conservés par la S.P.R.L. Petrisot pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit leur clôture.

I.4. Toute tenue de registre imposée au requérant en vertu d'une autorisation ou d'un arrêté pris en exécution du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets vaut comptabilité.

II. MODELE DU REGISTRE

II.1. Dans le cas où aucune comptabilité telle que précisée au I.4. n'est imposée, le registre est constitué d'un volume relié dont les pages sont numérotées de façon continue, paraphées et datées par un fonctionnaire de la direction territoriale compétente de la Division de la Police de l'Environnement, par série de 220 pages.

II.2. En tout état de cause, le registre reprend les informations reprises en I.1 sous la forme suivante :

N° de lot	Nature du déchet	Code	Quantité livrée en tonnes	N° du bon de pesage	Date de livraison	Identité et adresse, tél., fax et e-mail du destinataire/fournisseur	Origine/destination des lots
-----------	------------------	------	---------------------------	---------------------	-------------------	--	------------------------------

Vu pour être annexé à l'enregistrement n° 2005/519/3/4 délivré à la S.P.R.L. Petrisot.

Namur, le 22 février 2005.

Le Premier Attaché,
Ir A. GHODSI

L'Inspecteur général,
R. FONTAINE, Dr Sc.

Cachet de l'Office

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2005/27162]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Enregistrement n° 2005/362/3/4 délivré à la S.A. Société athoise de Travaux

L'Office wallon des déchets,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004;

Vu la demande d'enregistrement introduite par la S.A. Société athoise de Travaux, sentier Maroquin 11, à 7800 Ath, le 3 juillet 2002;

Considérant que la demande a été déclarée complète et recevable;

Considérant que les conditions requises en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin précité sont rencontrées par le demandeur,

Décide :

Article 1^{er}. La S.A. Société athoise de Travaux, sise sentier Maroquin 11, à 7800 Ath, est enregistrée sous le n° 2005/362/3/4.

Art. 2. Les déchets repris sous les codes 170504 et 010102 dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets sont admis pour les modes d'utilisation repris dans le tableau ci-dessous.

Art. 3. Les déchets repris dans l'arrêté précité sous les codes 010409I, 010408, 170101, 170103, 170302A, 190307, 170302B, 170506A1, 170506A2 sont admis pour les modes d'utilisation repris dans le tableau ci-dessous moyennant la tenue d'une comptabilité.

Art. 4. Le déchet repris dans l'arrêté précité sous le code 191302 est admis pour les modes d'utilisation repris dans le tableau ci-dessous moyennant la tenue d'une comptabilité et l'obtention d'un certificat d'utilisation.

Art. 5. Toute demande de certificat d'utilisation doit être introduite selon le prescrit de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets et conformément au modèle repris en annexe IV dudit arrêté.

Art. 6. Les conditions d'exploitation reprises en annexe font partie intégrante du présent enregistrement.

Art. 7. L'enregistrement est délivré pour une période de dix ans prenant cours le 23 février 2005 et expirant le 22 février 2015.

Art. 8. Les déchets visés par le présent enregistrement sont identifiés, caractérisés et utilisés selon les termes énoncés dans le tableau ci-dessous.

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
170504	Terres de déblais			Récupération et utilisation de terres naturelles provenant de l'industrie extractive, d'un aménagement de sites ou de travaux de génie civil	Terres naturelles non contaminées répondant aux caractéristiques de référence de la liste guide figurant à l'annexe II, point 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Travaux d'aménagement de sites en zone destinée à l'urbanisation - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
191302	Terres décontaminées	X	X	Récupération et utilisation de terres provenant d'une installation autorisée de traitement spécifique de décontamination de terres polluées	Terres décontaminées répondant aux caractéristiques de référence de la liste guide figurant à l'annexe II, point 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Travaux d'aménagement de sites Les utilisations énoncées ci-dessus ne peuvent être effectuées qu'en zone d'activité économique à caractère industriel visée à l'article 30 du CWATUP. - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
010102	Matériaux pierreux à l'état naturel			Récupération et utilisation de matériaux pierreux provenant de l'industrie extractive, d'un aménagement de sites ou de travaux de génie civil	Matériaux pierreux naturels non souillés, non métallifères, non susceptibles de réaction avec le milieu ambiant ou environnant et répondant à la PTV 400	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
010409I	Sables de pierres naturelles	X		Récupération et utilisation de sables produits lors du travail de la pierre naturelle	Sables répondant à la PTV 401	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Etablissement d'une couche de finition - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
010408	Granulats de matériaux pierreux	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 « nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés » de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
170101	Granulats de béton	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 « nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés » de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
170103	Granulats de débris de maçonnerie	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 « nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés » de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
170302A	Granulats de revêtements routiers hydrocarbonés	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 « nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés » de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
190307	Enrobés bitumineux composés de granulats ou de fraisats de revêtements routiers	X		Matériaux produits par une installation autorisée d'enrobage à chaud ou à froid	Matières répondant au cahier des charges type RW 99	<ul style="list-style-type: none"> - Couches de revêtement - Accotements
170302B	Granulats ou fraisats de revêtement routiers hydrocarbonés	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée soit de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition, soit du fraisage de revêtements	Matières répondant au cahier des charges type RW 99	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Accotements - Couches de revêtement
170506A1	Produits de dragage ou de curage (sables, pierres, boues)	X		Utilisation de matériaux enlevés du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage qui présentent une siccité d'au moins 35 %	Matières appartenant à la catégorie A telle que définie par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon (A.G.W.) du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau, tel que modifié	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
170506A2	Produits de dragage ou de curage (sables, pierres, boues)	X		Utilisation de matériaux enlevés du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage	Matières appartenant à la catégorie A telle que définie par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon (A.G.W.) du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau, tel que modifié	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux d'aménagement du lit et des berges des cours et plans d'eau en dehors des zones présentant un intérêt biologique au sens de la loi du 12 juillet 1976 relative à la conservation de la nature et des directives CEE 79/409 et 92/43

Namur, le 23 février 2005.

Le Premier Attaché,

Ir A. GHODSI

L'Inspecteur général,

R. FONTAINE, Dr Sc.

Cachet de l'Office

ANNEXE

Conditions d'exploitation liées à l'enregistrement n° 2005/362/3/4 délivré à la S.A. Société athoise de Travaux**I. COMPTABILITE DES DECHETS****I.1. La comptabilité reprend :**

- 1° les numéros des lots;
- 2° la nature des déchets identifiés selon les codes de l'A.G.W. du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;
- 3° les quantités livrées;
- 4° les dates de livraison;
- 5° l'identité et l'adresse des destinataires ou des fournisseurs selon le cas;
- 6° l'origine, ou la destination des lots.

I.2. Ces informations sont consignées dans des registres tenus de manière à garantir leur continuité matérielle ainsi que leur régularité et l'irréversibilité des écritures. Ces registres sont tenus par ordre de dates, sans blancs ni lacunes.

En cas de rectification, l'écriture primitive doit rester visible.

I.3. Les registres sont tenus en permanence à disposition des fonctionnaires de la Division de la Police de l'Environnement et de l'Office wallon des déchets. Les registres sont conservés par la S.A. Société athoise de Travaux pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit leur clôture.

I.4. Toute tenue de registre imposée au requérant en vertu d'une autorisation ou d'un arrêté pris en exécution du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets vaut comptabilité.

II. MODELE DU REGISTRE

II.1. Dans le cas où aucune comptabilité telle que précisée au I.4. n'est imposée, le registre est constitué d'un volume relié dont les pages sont numérotées de façon continue, paraphées et datées par un fonctionnaire de la direction territoriale compétente de la Division de la Police de l'Environnement, par série de 220 pages.

II.2. En tout état de cause, le registre reprend les informations reprises en I.1 sous la forme suivante :

N° de lot	Nature du déchet	Code	Quantité livrée en tonnes	N° du bon de pesage	Date de livraison	Identité et adresse, tél., fax et e-mail du destinataire/fournisseur	Origine/destination des lots
-----------	------------------	------	---------------------------	---------------------	-------------------	--	------------------------------

Vu pour être annexé à l'enregistrement n° 2005/362/3/4 délivré à la S.A. Société athoise de Travaux.

Namur, le 23 février 2005.

Le Premier Attaché,
Ir A. GHODSI

L'Inspecteur général,
R. FONTAINE, Dr Sc.

Cachet de l'Office

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2005/27166]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Enregistrement n° 2005/548/3/4 délivré à la S.P.R.L.U. Hortiluc

L'Office wallon des déchets,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le décret du 15 mai 2003, modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004;

Vu la demande d'enregistrement introduite par la S.P.R.L.U. Hortiluc, rue de l'Essor 1, à 5060 Auvelais, le 14 janvier 2005;

Considérant que la demande a été déclarée complète et recevable;

Considérant que les conditions requises en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin précité sont rencontrées par le demandeur,

Décide :

Article 1^{er}. La S.P.R.L.U. Hortiluc, sise rue de l'Essor 1, à 5060 Auvelais, est enregistrée sous le n° 2005/548/3/4.

Art. 2. Les déchets repris sous le code 010102 dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets sont admis pour les modes d'utilisation repris dans le tableau ci-dessous.

Art. 3. Les déchets repris dans l'arrêté précité sous le code 010409I sont admis pour les modes d'utilisation repris dans le tableau ci-dessous moyennant la tenue d'une comptabilité.

Art. 4. Le déchet repris dans l'arrêté précité sous le code 191302 est admis pour les modes d'utilisation repris dans le tableau ci-dessous moyennant la tenue d'une comptabilité et l'obtention d'un certificat d'utilisation.

Art. 5. Toute demande de certificat d'utilisation doit être introduite selon le prescrit de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets et conformément au modèle repris en annexe IV dudit arrêté.

Art. 6. Les conditions d'exploitation reprises en annexe font partie intégrante du présent enregistrement.

Art. 7. L'enregistrement est délivré pour une période de dix ans prenant cours le 23 février 2005 et expirant le 22 février 2015.

Art. 8. Les déchets visés par le présent enregistrement sont identifiés, caractérisés et utilisés selon les termes énoncés dans le tableau ci-dessous.

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
191302	Terres décontaminées	X	X	Récupération et utilisation de terres provenant d'une installation autorisée de traitement spécifique de décontamination de terres polluées	Terres décontaminées répondant aux caractéristiques de référence de la liste guide figurant à l'annexe II, point 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Travaux d'aménagement de sites Les utilisations énoncées ci-dessus ne peuvent être effectuées qu'en zone d'activité économique à caractère industriel visée à l'article 30 du CWATUP. - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
010102	Matériaux pierreux à l'état naturel			Récupération et utilisation de matériaux pierreux provenant de l'industrie extractive, d'un aménagement de sites ou de travaux de génie civil	Matériaux pierreux naturels non souillés, non métallifères, non susceptibles de réaction avec le milieu ambiant ou environnant et répondant à la PTV 400	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
010409I	Sables de pierres naturelles	X		Récupération et utilisation de sables produits lors du travail de la pierre naturelle	Sables répondant à la PTV 401	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Etablissement d'une couche de finition - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)

Namur, le 23 février 2005.
Le Premier Attaché,
Ir A. GHODSI

L'Inspecteur général,
R. FONTAINE, Dr Sc.

Cachet de l'Office

ANNEXE

Conditions d'exploitation liées à l'enregistrement n° 2005/548/3/4 délivré à la S.P.R.L.U. Hortiluc

I. COMPTABILITE DES DECHETS

I.1. La comptabilité reprend :

- 1° les numéros des lots;
- 2° la nature des déchets identifiés selon les codes de l'A.G.W. du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;
- 3° les quantités livrées;
- 4° les dates de livraison;
- 5° l'identité et l'adresse des destinataires ou des fournisseurs selon le cas;
- 6° l'origine, ou la destination des lots.

I.2. Ces informations sont consignées dans des registres tenus de manière à garantir leur continuité matérielle ainsi que leur régularité et l'irréversibilité des écritures. Ces registres sont tenus par ordre de dates, sans blancs ni lacunes.

En cas de rectification, l'écriture primitive doit rester visible.

I.3. Les registres sont tenus en permanence à disposition des fonctionnaires de la Division de la Police de l'Environnement et de l'Office wallon des déchets. Les registres sont conservés par la S.P.R.L.U. Hortiluc pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit leur clôture.

I.4. Toute tenue de registre imposée au requérant en vertu d'une autorisation ou d'un arrêté pris en exécution du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets vaut comptabilité.

II. MODELE DU REGISTRE

II.1. Dans le cas où aucune comptabilité telle que précisée au I.4. n'est imposée, le registre est constitué d'un volume relié dont les pages sont numérotées de façon continue, paraphées et datées par un fonctionnaire de la direction territoriale compétente de la Division de la Police de l'Environnement, par série de 220 pages.

II.2. En tout état de cause, le registre reprend les informations reprises en I.1 sous la forme suivante :

N° de lot	Nature du déchet	Code	Quantité livrée en tonnes	N° du bon de pesage	Date de livraison	Identité et adresse, tél., fax et e-mail du destinataire/fournisseur	Origine/destination des lots
-----------	------------------	------	---------------------------	---------------------	-------------------	--	------------------------------

Vu pour être annexé à l'enregistrement n° 2005/548/3/4 délivré à la S.P.R.L.U. Hortiluc.

Namur, le 23 février 2005.

Le Premier Attaché,
Ir A. GHODSI

L'Inspecteur général,
R. FONTAINE, Dr Sc.

Cachet de l'Office

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2005/27163]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Enregistrement n° 2005/467 délivré à M. Ph. Braconnier

L'Office wallon des déchets,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004;

Vu la demande d'enregistrement introduite par M. Ph. Braconnier, rue du Clair Chêne 135b, à 5352 Ohey, le 8 octobre 2003;

Considérant que la demande a été déclarée complète et recevable;

Considérant que les conditions requises en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin précité sont rencontrées par le demandeur,

Décide :

Article 1^{er}. M. Ph. Braconnier, sis rue du Clair Chêne 135b, à 5352 Ohey, est enregistrée sous le n° 2005/467.

Art. 2. Les déchets repris sous le code 020401 dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets sont admis pour les modes d'utilisation repris dans le tableau ci-dessous.

Art. 3. L'enregistrement est délivré pour une période de dix ans prenant cours le 22 février 2005 et expirant le 21 février 2015.

Art. 4. Les déchets visés par le présent enregistrement sont identifiés, caractérisés et utilisés selon les termes énoncés dans le tableau ci-dessous.

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
020401	Terres de betteraves et d'autres productions maraîchères			Récupération et utilisation de terres issues du lavage ou du traitement mécanique sur table vibrante de betteraves et d'autres productions maraîchères	Terres naturelles non contaminées répondant aux caractéristiques de référence de la liste guide figurant à l'annexe II, point 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Travaux d'aménagement de sites en ce compris l'amendement de sols. - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)

Namur, le 22 février 2005.

Le Premier Attaché,

Ir A. GHODSI

L'Inspecteur général,

R. FONTAINE, Dr Sc.

Cachet de l'Office

ANNEXE

Conditions d'exploitation liées à l'enregistrement n° 2005/467 délivré à M. Ph. Braconnier

Les terres doivent respecter les caractéristiques analytiques définies :

- au niveau de la colonne A du tableau repris pour ce qui concerne les éléments traces métalliques;
- au tableau repris au point 1 - caractéristiques de référence des terres non contaminées - de l'annexe II de l'A.G.W. du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets pour les composés organiques.

Type de destination	A
Eléments en mg/kg MS	
Eléments traces métalliques	
Arsenic	10
Cadmium	0,75
Chrome	50
Cuivre	35
Mercur	0,25
Nickel	25
Plomb	50
Zinc	150
Cobalt	20

Critères d'utilisation.

- 1° Les terres sont utilisées de manière telle que les apports n'entraînent aucune modification du relief du sol;
- 2° L'impétrante veille à ce que les terres épandues ne présentent pas une teneur en azote significativement plus élevée à celle observée au niveau des terres sur lesquelles elles seront épandues;
- 3° Les terres ne peuvent générer des nuisances de quelque nature que ce soit (olfactives, écoulement,...). Dans ce cadre, l'Administration peut imposer le déplacement des terres stockées ou imposer les mesures qu'elle juge utile afin d'éviter toute pollution et de protéger la population et l'environnement contre d'éventuelles nuisances liées au stockage de terres;
- 4° Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires, il est interdit d'utiliser les terres notamment :
 - a) sur des parcelles destinées l'année suivante à la culture de la betterave;
 - b) sur des herbages ou des cultures fourragères si un délai de six semaines n'est pas respecté entre l'utilisation et le pâturage ou la récolte;
 - c) sur des sols destinés à des cultures maraîchères ou fruitières qui sont normalement en contact direct avec le sol et qui sont normalement consommées à l'état cru, pendant une période de dix mois précédant la récolte;
 - d) sur les sols occupés par des cultures maraîchères ou fruitières, à l'exception des arbres fruitiers pour autant que l'utilisation intervienne après la récolte et avant la floraison suivante;
 - e) sur les sols forestiers;
 - f) dans les réserves naturelles érigées ou agréées en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dans les zones humides définies en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 juin 1989 relatif à la protection des zones humides d'intérêt biologique, dans les zones naturelles et les zones naturelles d'intérêt scientifique au sens de l'article 178 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine .
 - g) à moins de 10 mètres :
 - des puits et forages;
 - des sources;
 - des installations de stockage souterraines ou semi-enterrées ou des aqueducs transitant en écoulement libre, des eaux destinées à l'alimentation humaine ou animale ou à l'arrosage des cultures maraîchères;
 - des rivages;
 - des crêtes des berges des cours d'eau et des fossés;
 - des zones réputées inondables .
- 5° Lors de l'utilisation des terres, le destinataire est tenu de veiller à un apport homogène de ces dernières.

Rapport de synthèse.

L'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets un rapport annuel de synthèse. Ce rapport contient au minimum les informations suivantes :

- a) Pour l'année de référence :
 - Les quantités produites pour l'année de référence;
 - une copie du registre comptable tel que défini par l'enregistrement.
 - une description des incidents, accidents survenus ainsi que des problèmes rencontrés durant la période concernée;
 - un tableau récapitulatif des résultats d'analyse.

b) Pour l'année suivant l'année de référence :

— les quantités prévisionnelles de terres qui seront produites et cédées.

Vu pour être annexé à l'enregistrement n° 2005/467 délivré à M. Ph. Braconnier.

Namur, le 22 février 2005.

Le Premier Attaché,
Ir A. GHODSI

L'Inspecteur général,
R. FONTAINE, Dr Sc.

Cachet de l'Office



MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2005/27165]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Enregistrement n° 2005/547/3 délivré à M. L. Michaux

L'Office wallon des déchets,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004;

Vu la demande d'enregistrement introduite par M. L. Michaux, Tienne du Moulin 58, à 5651 Laneffe, le 5 novembre 2004;

Considérant que la demande a été déclarée complète et recevable;

Considérant que les conditions requises en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin précité sont rencontrées par le demandeur,

Décide :

Article 1^{er}. M. L. Michaux, Tienne du Moulin 58, à 5651 Laneffe, est enregistré sous le n° 2005/547/3.

Art. 2. Les déchets repris sous les codes 170504 et 010102 dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets sont admis pour les modes d'utilisation repris dans le tableau ci-dessous.

Art. 3. Les déchets repris dans l'arrêté précité sous les codes 010409I, 010408, 170101, 170103, 170302A, 170302B, 100202 et 100998 sont admis pour les modes d'utilisation repris dans le tableau ci-dessous moyennant la tenue d'une comptabilité.

Art. 4. Toute demande de certificat d'utilisation doit être introduite selon le prescrit de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets et conformément au modèle repris en annexe IV dudit arrêté.

Art. 5. Les conditions d'exploitation reprises en annexe font partie intégrante du présent enregistrement.

Art. 6. L'enregistrement est délivré pour une période de dix ans prenant cours le 23 février 2005 et expirant le 22 février 2015.

Art. 7. Les déchets visés par le présent enregistrement sont identifiés, caractérisés et utilisés selon les termes énoncés dans le tableau ci-dessous.

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
170504	Terres de déblais			Récupération et utilisation de terres naturelles provenant de l'industrie extractive, d'un aménagement de sites ou de travaux de génie civil	Terres naturelles non contaminées répondant aux caractéristiques de référence de la liste guide figurant à l'annexe II, point 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Travaux d'aménagement de sites en zone destinée à l'urbanisation - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
010102	Matériaux pierreux à l'état naturel			Récupération et utilisation de matériaux pierreux provenant de l'industrie extractive, d'un aménagement de sites ou de travaux de génie civil	Matériaux pierreux naturels non souillés, non métallifères, non susceptibles de réaction avec le milieu ambiant ou environnant et répondant à la PTV 400	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
010409I	Sables de pierres naturelles	X		Récupération et utilisation de sables produits lors du travail de la pierre naturelle	Sables répondant à la PTV 401	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Etablissement d'une couche de finition - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
010408	Granulats de matériaux pierreux	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 « nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés. » de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
170101	Granulats de béton	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 « nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés. » de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
170103	Granulats de débris de maçonnerie	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 « nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés » de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)
170302A	Granulats de revêtements routiers hydrocarbonés	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 « nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés » de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET. - Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments - Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région - Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
170302B	Granulats ou fraisats de revêtement routiers hydrocarbonés	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée soit de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition, soit du fraisage de revêtements	Matières répondant au cahier des charges type RW 99	- Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Accotements - Couches de revêtement
100202	Laitiers non traités	X		Matériaux produits par une installation autorisée de conditionnement utilisant les laitiers résultant de la production de la fonte comme matière de base	Matières répondant au cahier des charges type RW 99	- Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Ballast de chemin de fer
100998	Sables de fonderie liés à la bentonite ayant subi la coulée	X		Utilisation des sables de purge des installations de fabrication de sables de moulage pour les fonderies de métaux ferreux	Sables silico-argileux pouvant contenir des adjuvants carbonés composés de charbon broyé ou de brais bitumeux et répondant au cahier des charges type RW 99	- Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Accotements

Namur, le 23 février 2005.

Le Premier Attaché,
Ir A. GHODSI

L'Inspecteur général,
R. FONTAINE, Dr Sc.

Cachet de l'Office

ANNEXE

Conditions d'exploitation liées à l'enregistrement n° 2005/547/3 délivré à M. L. Michaux

I. COMPTABILITE DES DECHETS

I.1. La comptabilité reprend :

- 1° les numéros des lots;
- 2° la nature des déchets identifiés selon les codes de l'A.G.W. du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;
- 3° les quantités livrées;
- 4° les dates de livraison;
- 5° l'identité et l'adresse des destinataires ou des fournisseurs selon le cas;
- 6° l'origine, ou la destination des lots.

I.2. Ces informations sont consignées dans des registres tenus de manière à garantir leur continuité matérielle ainsi que leur régularité et l'irréversibilité des écritures. Ces registres sont tenus par ordre de dates, sans blancs ni lacunes.

En cas de rectification, l'écriture primitive doit rester visible.

I.3. Les registres sont tenus en permanence à disposition des fonctionnaires de la Division de la Police de l'Environnement et de l'Office wallon des déchets. Les registres sont conservés par M. L. Michaux pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit leur clôture.

I.4. Toute tenue de registre imposée au requérant en vertu d'une autorisation ou d'un arrêté pris en exécution du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets vaut comptabilité.

II. MODELE DU REGISTRE

II.1. Dans le cas où aucune comptabilité telle que précisée au I.4. n'est imposée, le registre est constitué d'un volume relié dont les pages sont numérotées de façon continue, paraphées et datées par un fonctionnaire de la direction territoriale compétente de la Division de la Police de l'Environnement, par série de 220 pages.

II.2. En tout état de cause, le registre reprend les informations reprises en I.1 sous la forme suivante :

N° de lot	Nature du déchet	Code	Quantité livrée en tonnes	N° du bon de pesage	Date de livraison	Identité et adresse, tél., fax et e-mail du destinataire/fournisseur	Origine/destination des lots
-----------	------------------	------	---------------------------	---------------------	-------------------	--	------------------------------

Vu pour être annexé à l'enregistrement n° 2005/547/3 délivré à M. L. Michaux.

Namur, le 23 février 2005.

Le Premier Attaché,
Ir A. GHODSI

L'Inspecteur général,
R. FONTAINE, Dr Sc.

Cachet de l'Office

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2005/27197]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la S.A. Entelec Service
en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/C.E.E. du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la S.A. Entelec Service le 23 décembre 2004;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La S.A. Entelec Service, sise rue des Franchimontois 56, à 4910 Theux, est enregistrée en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-31-01-19.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur le transport des déchets suivants :

— déchets inertes;

§ 3. Le présent enregistrement exclut le transport des déchets suivants :

— déchets ménagers et assimilés;

— déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;

— déchets industriels ou agricoles non dangereux.

— déchets dangereux;

— huiles usagées;

— PCB/PCT;

— déchets animaux;

— déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. Le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, est autorisé sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Le transport n'est autorisé que lorsque celui-ci est effectué sur ordre d'un producteur de déchets ou sur ordre d'un collecteur enregistré de déchets.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2 reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 31 janvier 2005.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2005/27196]

**Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la S.P.R.L. Kremer
en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux**

L'Inspecteur général,

Vu le décret 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la S.P.R.L. Kremer le 11 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La S.P.R.L. Kremer, sise rue Joseph Deflandre 197, à 4053 Embourg, est enregistrée en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-31-01-18

§ 2. Le présent enregistrement porte sur le transport des déchets suivants :

— déchets inertes;

§ 3. Le présent enregistrement exclut le transport des déchets suivants :

— déchets ménagers et assimilés;

— déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;

— déchets industriels ou agricoles non dangereux.

— déchets dangereux;

— huiles usagées;

— PCB/PCT;

— déchets animaux;

— déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. Le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, est autorisé sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Le transport n'est autorisé que lorsque celui-ci est effectué sur ordre d'un producteur de déchets ou sur ordre d'un collecteur enregistré de déchets.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2 reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 31 janvier 2005.

R. FONTAINE, Dr Sc.

MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2005/27174]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la S.C.R.L. Juvabois
en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la S.C.R.L. Juvabois le 17 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La S.C.R.L. Juvabois, sise rue Gonoy 20, à 5640 Saint-Gérard, est enregistrée en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-02-10-02.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;
- déchets ménagers et assimilés;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;
- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut le transport des déchets suivants :

- déchets dangereux;
- huiles usagées;
- PCB/PCT;
- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. Le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, est autorisé sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Le transport n'est autorisé que lorsque celui-ci est effectué sur ordre d'un producteur de déchets ou sur ordre d'un collecteur enregistré de déchets.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2 reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;

2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 10 février 2005.

R. FONTAINE, Dr Sc.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

[C - 2005/27195]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la S.A. Adams Peter
en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la S.A. Adams Peter le 10 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La S.A. Adams Peter, sise rue Meyerode 132, à 4770 Amel, est enregistrée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-31-01-17.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;
- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets ménagers et assimilés;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;
- déchets dangereux;
- huiles usagées;
- PCB/PCT;
- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. La collecte et le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, sont autorisés sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2, reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant:

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er}, est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de collecte ou de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, à la collecte ou au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 31 janvier 2005.

R. FONTAINE, Dr Sc.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

[C - 2005/27173]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la S.P.R.L. Deffoin H.
en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la S.P.R.L. Deffoin H. le 26 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La S.P.R.L. Deffoin H., sise Vieux Chemin d'Hargnies 7, à 5575 Willerzie, est enregistrée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-02-10-01.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;
- déchets ménagers et assimilés;
- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;
- déchets dangereux;
- huiles usagées;
- PCB/PCT;
- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. La collecte et le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, sont autorisés sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2, reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de collecte ou de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, à la collecte ou au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 10 février 2005.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2005/27184]

**Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de M. D'haye J.
en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux**

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par Monsieur D'Haye J. le 1^{er} février 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. M. D'Haye, J., Knobelstraat 24, à 8580 Avelgem, est enregistré en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-02-10-12.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets ménagers et assimilés;
- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;
- déchets dangereux;
- huiles usagées;
- PCB/PCT;
- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. La collecte et le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, sont autorisés sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2, reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er}, est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de collecte ou de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, à la collecte ou au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 10 février 2005.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2005/27190]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la S.P.R.L. Metal Office
en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la S.P.R.L. Metal Office le 17 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La S.P.R.L. Metal Office, sise rue de Lillé 15, à 4140 Sprimont, est enregistrée en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-31-01-12.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur le transport des déchets suivants :

— déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut le transport des déchets suivants :

— déchets inertes;

— déchets ménagers et assimilés;

— déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;

— déchets dangereux;

— huiles usagées;

— PCB/PCT;

— déchets animaux;

— déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. Le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, est autorisé sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Le transport n'est autorisé que lorsque celui-ci est effectué sur ordre d'un producteur de déchets ou sur ordre d'un collecteur enregistré de déchets.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2, reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er}, est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;

2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 31 janvier 2005.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2005/27189]

**Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la S.C.R.L. Bep Environnement
en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux**

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la S.C.R.L. Bep Environnement le 13 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La S.C.R.L. Bep Environnement, sise avenue S. Vrithoff 2, à 5000 Namur, est enregistrée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-31-01-11.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets ménagers et assimilés;
- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;
- déchets dangereux;
- huiles usagées;
- PCB/PCT;
- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. La collecte et le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, sont autorisés sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;

d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;

e) la destination des déchets;

f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;

g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2, reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;

b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;

c) la date et le lieu de la remise;

d) la quantité de déchets remis;

e) la nature et le code des déchets remis;

f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er}, est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de collecte ou de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;

2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, à la collecte ou au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 31 janvier 2005.

R. FONTAINE, Dr Sc.

MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2005/27194]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la « B.V.B.A. Strohandel Vandemoortel-Desmedt »
en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la « B.V.B.A. Strohandel Vandemoortel-Desmedt », le 18 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La « B.V.B.A. Strohandel Vandemoortel-Desmedt », sise Schaakstraat 7, à 8610 Handzame, est enregistrée en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-31-01-16

§ 2. Le présent enregistrement porte sur le transport des déchets suivants :

— déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut le transport des déchets suivants :

— déchets inertes;

— déchets ménagers et assimilés;

— déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;

— déchets dangereux;

— huiles usagées;

— PCB/PCT;

— déchets animaux;

— déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. Le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, est autorisé sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Le transport n'est autorisé que lorsque celui-ci est effectué sur ordre d'un producteur de déchets ou sur ordre d'un collecteur enregistré de déchets.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

a) la description du déchet;

b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;

c) la date du transport;

d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;

e) la destination des déchets;

f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;

g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2, reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;

b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;

c) la date et le lieu de la remise;

d) la quantité de déchets remis;

e) la nature et le code des déchets remis;

f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er}, est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;

2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 31 janvier 2005.

R. FONTAINE, Dr Sc.

MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2005/27191]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la S.A. Sotragex
en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la S.A. Sotragex le 17 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La S.A. Sotragex, sise rue des Tuiliers 8, à 4480 Hermalle-sous-Huy, est enregistrée en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-31-01-13.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur le transport des déchets suivants :

— déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut le transport des déchets suivants :

— déchets inertes;

— déchets ménagers et assimilés;

— déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;

— déchets dangereux;

— huiles usagées;

— PCB/PCT;

— déchets animaux;

— déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. Le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, est autorisé sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Le transport n'est autorisé que lorsque celui-ci est effectué sur ordre d'un producteur de déchets ou sur ordre d'un collecteur enregistré de déchets.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

a) la description du déchet;

b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;

c) la date du transport;

d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;

e) la destination des déchets;

f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;

g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2, reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;

b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;

c) la date et le lieu de la remise;

d) la quantité de déchets remis;

e) la nature et le code des déchets remis;

f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er}, est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;

2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 31 janvier 2005.

R. FONTAINE, Dr Sc.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

[C - 2005/27192]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la « B.V.B.A. Ecosearch »
en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la « B.V.B.A. Ecosearch » le 14 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La « B.V.B.A. Ecosearch », sise Koxberg 15, à 3040 Huldenberg, est enregistrée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-31-01-14.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;
- déchets ménagers et assimilés;
- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;
- déchets dangereux;
- huiles usagées;
- PCB/PCT;

- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. La collecte et le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, sont autorisés sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2, reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er}, est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de collecte ou de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, à la collecte ou au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 31 janvier 2005.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

[C – 2005/27193]

**Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la S.A.R.L. Transports Mancino & fils
en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux**

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 relatif au permis d'environnement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la S.A.R.L. Transports Mancino & fils le 19 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La S.A.R.L. Transports Mancino & fils, sise rue de Differdange 196, à L-4438 Soleuvre, est enregistrée en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-31-01-15

§ 2. Le présent enregistrement porte sur le transport des déchets suivants :

— déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut le transport des déchets suivants :

— déchets inertes;

— déchets ménagers et assimilés;

— déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;

— déchets dangereux;

— huiles usagées;

— PCB/PCT;

— déchets animaux;

— déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. Le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, est autorisé sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Le transport n'est autorisé que lorsque celui-ci est effectué sur ordre d'un producteur de déchets ou sur ordre d'un collecteur enregistré de déchets.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

a) la description du déchet;

- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2, reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er}, est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 31 janvier 2005.

R. FONTAINE, Dr Sc.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

[C - 2005/27178]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la G.m.b.H. Dörsam + Nickel Transport
en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du

11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la G.m.b.H. Dörsam + Nickel Transport le 26 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La G.m.b.H. Dörsam + Nickel Transport, sise Alkönigstrasse 21, à D-55127 Mainz, est enregistrée en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-02-10-06.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;
- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut le transport des déchets suivants :

- déchets ménagers et assimilés;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;
- déchets dangereux;
- huiles usagées;
- PCB/PCT;
- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. Le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, est autorisé sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Le transport n'est autorisé que lorsque celui-ci est effectué sur ordre d'un producteur de déchets ou sur ordre d'un collecteur enregistré de déchets.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2, reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er}, est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;

2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 10 février 2005.

R. FONTAINE, Dr Sc.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

[C - 2005/27175]

**Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la S.A. Wallonie Containers
en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux**

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la S.A. Wallonie Containers le 2 février 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La S.A. Wallonie Containers sise Rue des Pierrys 8, à 4160 Anthisnes, est enregistrée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-02-10-03.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;
- déchets ménagers et assimilés;
- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;
- déchets dangereux;
- huiles usagées;
- PCB/PCT;
- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. La collecte et le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, sont autorisés sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2, reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er}, est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de collecte ou de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;

2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, à la collecte ou au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 10 février 2005.

R. FONTAINE, Dr Sc.

MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2005/27176]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la S.A. Entreprise J. Legros
en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la S.A. Entreprise J. Legros le 2 février 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La S.A. Entreprise J. Legros, sise rue des Pierrys 8, à 4160 Anthisnes, est enregistrée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-02-10-04.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;
- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets ménagers et assimilés;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;
- déchets dangereux;
- huiles usagées;
- PCB/PCT;
- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. La collecte et le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, sont autorisés sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2 reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrante pendant 5 ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de collecte ou de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, à la collecte ou au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 10 février 2005.

R. FONTAINE, Dr Sc.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

[C - 2005/27179]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement la « B.V. Transport Schepen en Reiniging »
en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la « B.V. Transport Schepen en Reiniging » le 21 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La « B.V. Transport Schepen en Reiniging », sise Spanjeweg 2, à NL-4455 TW Nieuwdorp, est enregistrée en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-02-10-07

§ 2. Le présent enregistrement porte sur le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;
- déchets ménagers et assimilés;
- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut le transport des déchets suivants :

- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;
- déchets dangereux;
- huiles usagées;
- PCB/PCT;
- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. Le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, est autorisé sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Le transport n'est autorisé que lorsque celui-ci est effectué sur ordre d'un producteur de déchets ou sur ordre d'un collecteur enregistré de déchets.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2 reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 10 février 2005.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

[C – 2005/27180]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la « B.V.B.A. Bocotrans »
en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 relatif au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la « B.V.B.A. Bocotrans » le 31 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La « B.V.B.A. Bocotrans », sise Wingensesteenweg 18, à 8700 Tielt, est enregistrée en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-02-10-08.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;
- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut le transport des déchets suivants :

- déchets ménagers et assimilés;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;
- déchets dangereux;
- huiles usagées;
- PCB/PCT;
- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. Le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, est autorisé sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Le transport n'est autorisé que lorsque celui-ci est effectué sur ordre d'un producteur de déchets ou sur ordre d'un collecteur enregistré de déchets.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;

- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2 reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 10 février 2005.

R. FONTAINE, Dr Sc.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

[C - 2005/27181]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la S.P.R.L. Socomat
en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du

11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/C.E.E. du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la S.P.R.L. Socomat le 31 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La S.P.R.L. Socomat, sise rue des la Croisette 3, à 1470 Baysy-Thy, est enregistrée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-02-10-09.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;
- déchets ménagers et assimilés;
- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;
- déchets dangereux;
- huiles usagées;
- PCB/PCT;
- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. La collecte et le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, sont autorisés sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2 reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;

- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de collecte ou de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;

2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, à la collecte ou au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 10 février 2005.

R. FONTAINE, Dr Sc.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

[C - 2005/27177]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la « N.V. Lateur J. »
en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la N.V. Lateur J. le 2 février 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La « N.V. Lateur J. », sise Kloosterstraat, à 8551 Heerstert, est enregistrée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-02-10-05.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;
- déchets ménagers et assimilés;
- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut la collecte et le transport des déchets suivants :

- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;
- déchets dangereux;
- huiles usagées;
- PCB/PCT;
- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. La collecte et le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, sont autorisés sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2 reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de collecte ou de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, à la collecte ou au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 10 février 2005.

R. FONTAINE, Dr Sc.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

[C - 2005/27182]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la S.P.R.L. Verstraete A.
en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, 20 décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la S.P.R.L. Verstraete A. le 28 novembre 2004;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. La S.P.R.L. Verstraete A., sise rue du Grand Saule 1A, à 5150 Floreffe, est enregistrée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-02-10-10.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur la collecte et le transport des déchets suivants :

— déchets inertes;

§ 3. Le présent enregistrement exclut la collecte et le transport des déchets suivants :

— déchets ménagers et assimilés;

— déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;

— déchets industriels ou agricoles non dangereux.

— déchets dangereux;

— huiles usagées;

— PCB/PCT;

- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Article 1^{er}. La collecte et le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, sont autorisés sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Art. 2. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 3. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 4. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2 reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 5. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 6. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de collecte ou de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 8. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 9. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, à la collecte ou au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 10. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 11. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 10 février 2005.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2005/27183]

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. — Office wallon des déchets
Acte procédant à l'enregistrement de la « N.V. A.T.A. International
» en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, le décret du 22 décembre 1994, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 19 décembre 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, le décret du 16 juillet 1998, le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 22 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 octobre 1997, décembre 2001 et 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu la demande introduite par la « N.V. A.T.A. International » le 13 janvier 2005;

Considérant que la requérante a fourni toutes les indications requises par l'article 4, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 susvisé,

Acte :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La « N.V. A.T.A. International », sise Dorp 8, à 1750 Lennik, est enregistrée en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2005-02-10-11.

§ 2. Le présent enregistrement porte sur le transport des déchets suivants :

- déchets inertes;
- déchets ménagers et assimilés;
- déchets industriels ou agricoles non dangereux.

§ 3. Le présent enregistrement exclut le transport des déchets suivants :

- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B1;
- déchets dangereux;
- huiles usagées;
- PCB/PCT;
- déchets animaux;
- déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2.

Art. 2. Le transport des déchets repris à l'article 1^{er}, § 2, est autorisé sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Le transport n'est autorisé que lorsque celui-ci est effectué sur ordre d'un producteur de déchets ou sur ordre d'un collecteur enregistré de déchets.

Art. 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Art. 4. Les dispositions du présent enregistrement ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent enregistrement ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises par route, par voie d'eau ou par chemin de fer.

§ 2. Une lettre de voiture entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2 reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrante remet à la personne dont elle a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets une déclaration de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, elle en opère notification à l'Office wallon des déchets qui en prend acte.

Art. 11. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Art. 12. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 10 février 2005.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

FONDS DES RENTES

[C – 2005/03088]

Liste des membres du marché hors bourse réglementé des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie

Situation au 31 décembre 2004 (1)

Vu l'article 8 de la décision du Comité du Fonds des Rentes du 1^{er} décembre 2003 fixant les règles de marché du marché hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie, le Fonds des Rentes arrête la liste des membres du marché comme suit :

1. Membres de plein droit établis en Belgique
 - 1.1. Entreprises d'investissement de droit belge
 - 1.1.1. Sociétés de bourse
 - ALENA S.A., chaussée de la Hulpe 177, bte 19, 1170 BRUXELLES
 - BKPC B.V.B.A., Lippenslaan 115, 8300 KNOCKE-HEIST
 - BOCKLANDT B.V.B.A., Onze-Lieve-Vrouwstraat 2, bus 1, 9100 SINT-NIKLAAS
 - BONNEWIJN, RENWART, VAN GOETHEM & Cie S.A., rue de la Loi 78, 1040 BRUXELLES
 - CAPITAL @ WORK S.A., avenue de la Couronne 153, 1050 BRUXELLES
 - Damien COURTENS & Cie S.P.R.L., successeur de Léon MAUCQ, avenue Paul Deschanel 130, Bte 2, 1030 BRUXELLES
 - Philippe & Yves DE COSTER, Société de Bourse S.P.R.L., rue de la Loi 78, 1040 BRUXELLES
 - DELANDE & Cie S.A., rue Montoyer 31, bte 5, 1000 BRUXELLES
 - F. DELCOUR, A. VANCRAVEBECK & E. ERNOULD S.P.R.L., rue de Bex 11, 4000 LIEGE
 - DELTA LLOYD SECURITIES N.V., Kipdorp 10-12, 2000 ANTWERPEN
 - DEXIA FUND SERVICES BELGIUM S.A., rue Royale 180, 1000 BRUXELLES
 - DMR FINANCE S.A., boulevard Anspach 111, bte 3, 1000 BRUXELLES
 - FASTNET BELGIUM S.A., Harmony House, boulevard d'Anvers 25-27, 1000 BRUXELLES
 - GOLDWASSER EXCHANGE & Cie B.V.B.A., ADC Building, Hoveniersstraat 2, bus 221, 2018 ANTWERPEN
 - KBC SECURITIES S.A., avenue du Port 12, 1080 BRUXELLES
 - LAWAISSE Beursvennootschap G.C.V., Sint-Jorisstraat 6, 8500 KORTRIJK
 - LELEUX ASSOCIATED BROKERS S.A., rue du Bois Sauvage 17, 1000 BRUXELLES
 - LOMBARD ODIER DARIER HENTSCHE & Cie (Belgique), avenue Louise 81, bte 12, 1050 BRUXELLES
 - MEGA INVEST MANAGEMENT S.A., rue des Moineaux 8, 1000 BRUXELLES
 - MELICE & Cie S.A., rue Marché aux Herbes 105, bte 8, 1000 BRUXELLES
 - MERIT CAPITAL N.V., Amerikalei 35, 2000 ANTWERPEN
 - NIBC PETERCAM DERIVATIVES S.A., rue de la Science 41, 1040 BRUXELLES
 - PDM-SECURITIES N.V., Boomssesteenweg 75, 2630 AARTSELAAR
 - PETERCAM S.A., place Sainte-Gudule 19, 1000 BRUXELLES
 - PIRE & Cie S.A., rue du Collège 24, 6000 CHARLEROI
 - J. QUATANNENS & Cie. N.V., Wortegemsesteenweg 9, 8570 ANZEGEM
 - RAMPSELBERGS & Cie S.A., avenue Baron Albert d'Huart 7, 1150 BRUXELLES
 - RIGA & Cie S.A., rue de Nivelles 14, 1300 WAVRE
 - RONFLETTE & Cie S.P.R.L., boulevard Devreux 3, 1^{er} étage, 6000 CHARLEROI
 - Leo STEVENS & Cie B.V.B.A., Schildersstraat 33, 2000 ANTWERPEN
 - TRUSTINVEST N.V., Jordaenskaai 5, 2000 ANTWERPEN
 - VAN BAUWEL & Cie G.C.V., Bisschopstraat 70, 2060 ANTWERPEN
 - VAN GLABBEEK & Cie Beursvennootschap B.V.B.A., Kipdorp 43, 2000 ANTWERPEN

RENTENFONDS

[C – 2005/03088]

Lijst van de leden van de gereguleerde buitenbeursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten

Toestand op 31 december 2004 (1)

Gelet op artikel 8 van het besluit van het Comité van het Rentenfonds van 1 december 2003 tot vaststelling van de marktregels van de buitenbeursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten, legt het Rentenfonds de lijst van de leden van de markt vast als volgt :

1. In België gevestigde leden van rechtswege
 - 1.1. Beleggingsondernemingen naar Belgisch recht
 - 1.1.1. Beursvennootschappen
 - ALENA N.V., Terhulpensteeneuweg 177, bus 19, 1170 BRUSSEL
 - BKPC B.V.B.A., Lippenslaan 115, 8300 KNOCKE-HEIST
 - BOCKLANDT B.V.B.A., Onze-Lieve-Vrouwstraat 2, bus 1, 9100 SINT-NIKLAAS
 - BONNEWIJN, RENWART, VAN GOETHEM & Cie N.V., Wetstraat 78, 1040 BRUSSEL
 - CAPITAL @ WORK N.V., Kroonlaan 153, 1050 BRUSSEL
 - Damien COURTENS & Cie B.V.B.A., opvolger van Léon MAUCQ, Paul Deschanellaan 130, bus 2, 1030 BRUSSEL
 - Philippe & Yves DE COSTER, beursvennootschap B.V.B.A., Wetstraat 78, 1040 BRUSSEL
 - DELANDE & Cie N.V., Montoyerstraat 31, bus 5, 1000 BRUSSEL
 - F. DELCOUR, A. VANCRAVEBECK & E. ERNOULD S.P.R.L., rue de Bex 11, 4000 LIEGE
 - DELTA LLOYD SECURITIES N.V., Kipdorp 10-12, 2000 ANTWERPEN
 - DEXIA FUND SERVICES BELGIUM N.V., Koningsstraat 180, 1000 BRUSSEL
 - DMR FINANCE N.V., Anspachlaan 111, bus 3, 1000 BRUSSEL
 - FASTNET BELGIUM N.V., Harmony House, Antwerpsesteenweg 25-27, 1000 BRUSSEL
 - GOLDWASSER EXCHANGE & Cie B.V.B.A., ADC Building, Hoveniersstraat 2, bus 221, 2018 ANTWERPEN
 - KBC SECURITIES N.V., Havenlaan 12, 1080 BRUSSEL
 - LAWAISSE Beursvennootschap G.C.V., Sint-Jorisstraat 6, 8500 KORTRIJK
 - LELEUX ASSOCIATED BROKERS N.V., Wildewoudstraat 17, 1000 BRUSSEL
 - LOMBARD ODIER DARIER HENTSCHE & Cie (België), Louizalaan 81, bus 12, 1050 BRUSSEL
 - MEGA INVEST MANAGEMENT N.V., Mussenstraat 8, 1000 BRUSSEL
 - MELICE & Cie N.V., Grasmarkt 105, bus 8, 1000 BRUSSEL
 - MERIT CAPITAL N.V., Amerikalei 35, 2000 ANTWERPEN
 - NIBC PETERCAM DERIVATIVES N.V., Wetenschapsstraat 41, 1040 BRUSSEL
 - PDM-SECURITIES N.V., Boomssesteenweg 75, 2630 AARTSELAAR
 - PETERCAM N.V., Sint-Goedeleplein 19, 1000 BRUSSEL
 - PIRE & Cie S.A., rue du Collège 24, 6000 CHARLEROI
 - J. QUATANNENS & Cie N.V., Wortegemsesteenweg 9, 8570 ANZEGEM
 - RAMPSELBERGS & Cie N.V., Baron Albert d'Huartlaan 7, 1150 BRUSSEL
 - RIGA & Cie S.A., rue de Nivelles 14, 1300 WAVRE
 - RONFLETTE & Cie S.P.R.L., boulevard Devreux 3, 1^{er} étage, 6000 CHARLEROI
 - Leo STEVENS & Cie B.V.B.A., Schildersstraat 33, 2000 ANTWERPEN
 - TRUSTINVEST N.V., Jordaenskaai 5, 2000 ANTWERPEN
 - VAN BAUWEL & Cie G.C.V., Bisschopstraat 70, 2060 ANTWERPEN
 - VAN GLABBEEK & Cie Beursvennootschap B.V.B.A., Kipdorp 43, 2000 ANTWERPEN

VAN GOOLEN & Cie B.V.B.A., Guldenberg 8, 2000 ANTWERPEN
VAN MOER, SANTERRE & Cie S.A., boulevard du Souverain 100, 1170 BRUXELLES

WEGHSTEEN & DRIEGE N.V., Oude Burg 6, 8000 BRUGGE

1.1.2. Sociétés de gestion de fortune

A.I.M. TRADING N.V., Brughoevestraat 8, 2820 RIJMENAM

ARBOR PRIVATE ASSET MANAGEMENT S.A., place du Champ de Mars 2-3, 1050 BRUXELLES

AXA PRIVATE MANAGEMENT S.A., boulevard du Souverain 25, 1170 BRUXELLES

AXITIS S.A., avenue Général de Gaulle 41, 1050 BRUXELLES

BEARBULL (Belgium) S.A., chaussée de Waterloo 880, 1000 BRUXELLES

BUTTONWOOD N.V., Doorniksewijk 15, 8500 KORTRIJK

CAPITAL & FINANCE ASSET MANAGEMENT S.A., rue du Pinson 36, 1170 BRUXELLES

CLGP BELGIUM S.A., rue de Bretagne 26, 1200 BRUXELLES

COMPAGNIE DE GESTION PRIVEE S.A., chaussée de Waterloo 868, 5^e étage, 1180 BRUXELLES

DAVENPORT VERMOGENSBEHEER N.V., Rumbeeksesteenweg 242, 8800 ROESELARE

DDEL PORTFOLIO SOLUTION S.A., avenue A.J. Slegers 79, 1200 BRUXELLES

DEGROOF INSTITUTIONAL ASSET MANAGEMENT S.A., rue Guimard 16-18, 1040 BRUXELLES

DEXIA ASSET MANAGEMENT BELGIUM S.A., rue Royale 180, 1000 BRUXELLES

FIDES ASSET MANAGEMENT S.A., avenue de Tervueren 72, 1040 BRUXELLES

FINA INVESTMENT S.A., rue de l'Industrie 52, 1040 BRUXELLES

FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT S.A., boulevard du Roi Albert II 1, 1210 BRUXELLES

GLOBAL CAPITAL MANAGEMENT N.V., Romboutsstraat 3, bus 4, 1932 SINT-STEVENS-WOLUWE

HORATIUS VERMOGENSBEHEER N.V., Rijselsestraat 28/01, 8500 KORTRIJK

HOULIHAN ROVERS S.A., chaussée de la Hulpe 166, 1170 BRUXELLES

ING INVESTMENT MANAGEMENT Belgium S.A., avenue Marnix 24, 1000 BRUXELLES

KBC ASSET MANAGEMENT S.A., avenue du Port 2, 1080 BRUXELLES

MERCIER VANDERLINDEN ASSET MANAGEMENT N.V., Jan Van Rijswijcklaan 143, 2018 ANTWERPEN

NLM INVESTMENT SERVICES S.A., avenue du Congo 16, bte 24, 1000 BRUXELLES

PRIV-GEST S.A., rue du Vieux Marché aux Grains 17, 1000 BRUXELLES

QUAESTOR N.V., Arme Klarenstraat 71, 8800 ROESELARE

SELECTUM VERMOGENSBEHEER N.V., Kipdorp 39, bus 0B, 2000 ANTWERPEN

SERCAM S.A., place du Champ de Mars 2, bte 9, 1050 BRUXELLES

VANGUARD INVESTMENTS EUROPE S.A., Waterloo Office Park, Building P bte 45, drève Richelle 161, 1410 WATERLOO

VEGA ASSET MANAGEMENT S.A., avenue de Tervueren 72, 1040 BRUXELLES

VEIRMAN & Cie Vermogenbeheerders N.V., Velodromstraat 275, 1770 LIEDEKERKE

1.1.3. Sociétés de courtage en instruments financiers

M.T.S. ASSOCIATED MARKETS S.A., rue du Commerce 96, 1040 BRUXELLES

1.1.4. Sociétés de placement d'ordres en instruments financiers

AXA IM Benelux S.A., boulevard du Souverain 36, 1170 BRUXELLES

CONTINENTAL FUND ADVISORY S.A., quai aux Pierres de Taille 20, 1000 BRUXELLES

FINACOR & ASSOCIES N.V., rue des Colonies 52, bte 7, 1000 BRUXELLES

1.2. Succursales d'entreprises d'investissement de droit étranger

1.2.1. Succursales d'entreprises d'investissement relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne

ABN AMRO Asset Management (Netherlands) B.V., Société relevant du droit des Pays-Bas, Roderveldlaan 5, bus 4, 2600 ANTWERPEN

VAN GOOLEN & Cie B.V.B.A., Guldenberg 8, 2000 ANTWERPEN
VAN MOER, SANTERRE & Cie N.V., Vorstlaan 100, 1170 BRUSSEL

WEGHSTEEN & DRIEGE N.V., Oude Burg 6, 8000 BRUGGE

1.1.2. Vennootschappen voor vermogensbeheer

A.I.M. TRADING N.V., Brughoevestraat 8, 2820 RIJMENAM

ARBOR PRIVATE ASSET MANAGEMENT N.V., Marsveldplein 2-3, 1050 BRUSSEL

AXA PRIVATE MANAGEMENT N.V., Vorstlaan 25, 1170 BRUSSEL

AXITIS N.V., Generaal de Gaullelaan 41, 1050 BRUSSEL

BEARBULL (Belgium) N.V., Waterloosesteenweg 880, 1000 BRUSSEL

BUTTONWOOD N.V., Doorniksewijk 15, 8500 KORTRIJK

CAPITAL & FINANCE ASSET MANAGEMENT N.V., Vinkstraat 36, 1170 BRUSSEL

CLGP BELGIUM N.V., Bretnestraat 26, 1200 BRUSSEL

COMPAGNIE DE GESTION PRIVEE N.V., Waterloose Steenweg 868, 5^e verdieping, 1180 BRUSSEL

DAVENPORT VERMOGENSBEHEER N.V., Rumbeeksesteenweg 242, 8800 ROESELARE

DDEL PORTFOLIO SOLUTION N.V., A.J. Slegerslaan 79, 1200 BRUSSEL

DEGROOF INSTITUTIONAL ASSET MANAGEMENT N.V., Guimardstraat 16-18, 1040 BRUSSEL

DEXIA ASSET MANAGEMENT BELGIUM N.V., Koningsstraat 180, 1000 BRUSSEL

FIDES ASSET MANAGEMENT N.V., Tervurenlaan 72, 1040 BRUSSEL

FINA INVESTMENT N.V., Nijverheidsstraat 52, 1040 BRUSSEL

FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT N.V., Koning Albert II-laan 1, 1210 BRUSSEL

GLOBAL CAPITAL MANAGEMENT N.V., Romboutsstraat 3, bus 4, 1932 SINT-STEVENS-WOLUWE

HORATIUS VERMOGENSBEHEER N.V., Rijselsestraat 28/01, 8500 KORTRIJK

HOULIHAN ROVERS N.V., Terhulpensesteenweg 166, 1170 BRUSSEL

ING INVESTMENT MANAGEMENT Belgium N.V., Marnixlaan 24, 1000 BRUSSEL

KBC ASSET MANAGEMENT N.V., Havenlaan 2, 1080 BRUSSEL

MERCIER VANDERLINDEN ASSET MANAGEMENT N.V., Jan Van Rijswijcklaan 143, 2018 ANTWERPEN

NLM INVESTMENT SERVICES N.V., Congolaan 16, bus 24, 1000 BRUSSEL

PRIV-GEST N.V., Oude Graanmarkt 17, 1000 BRUSSEL

QUAESTOR N.V., Arme Klarenstraat 71, 8800 ROESELARE

SELECTUM VERMOGENSBEHEER N.V., Kipdorp 39, bus 0B, 2000 ANTWERPEN

SERCAM N.V., Marsveldplein 2, bus 9, 1050 BRUSSEL

VANGUARD INVESTMENTS EUROPE S.A., Waterloo Office Park, Building P bte 45, drève Richelle 161, 1410 WATERLOO

VEGA ASSET MANAGEMENT N.V., Tervurenlaan 72, 1040 BRUSSEL

VEIRMAN & Cie Vermogenbeheerders N.V., Velodromstraat 275, 1770 LIEDEKERKE

1.1.3. Vennootschappen voor makelarij in financiële instrumenten

M.T.S. ASSOCIATED MARKETS N.V., Handelsstraat 96, 1040 BRUSSEL

1.1.4. Vennootschappen voor plaatsing van orders in financiële instrumenten

AXA IM Benelux N.V., Vorstlaan 36, 1170 BRUSSEL

CONTINENTAL FUND ADVISORY N.V., Arduinkaai 20, 1000 BRUSSEL

FINACOR & ASSOCIES N.V., Koloniënstraat 52, bus 7, 1000 BRUSSEL

1.2. Bijkantoren van beleggingsondernemingen naar buitenlands recht

1.2.1. Bijkantoren van beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van een andere lid-Staat van de Europese Unie

ABN AMRO Asset Management (Netherlands) B.V., Vennootschap naar Nederlands recht, Roderveldlaan 5, bus 4, 2600 ANTWERPEN

BERBEN'S EFFECTENKANTOOR B.V., Société relevant du droit des Pays-Bas, Diestersesteenweg 448, 3680 MAASEIK

BOX CONSULTANTS B.V., Société relevant du droit des Pays-Bas, Elisabethlaan 114, 2600 BERCHEM

COFIBOL S.A., Société relevant du droit luxembourgeois, rue de la Moline 60, 1160 BRUXELLES

CREATERRA S.A., Société relevant du droit luxembourgeois, avenue Emile Demot 19, 1000 BRUXELLES

FRANKLIN TEMPLETON FRANCE S.A., Société relevant du droit français, avenue de Tervuren 93, 1040 BRUXELLES

HDF FINANCE S.A., Société relevant du droit français, avenue Kamerdelle 74, 1180 BRUXELLES

LE FOYER, PATRIMONIUM & ASSOCIES S.A., Société relevant du droit luxembourgeois, quai Godefroid Kurth 30, 4020 LIEGE

MATRIX ASSET MANAGEMENT B.V., Société relevant du droit des Pays-Bas, Bosduivenpad 5, 8210 LOPPEM

OPTIVER VOF, Société relevant du droit des Pays-Bas, Stijfseelrui 44, 5de verdieping, 2000 ANTWERPEN

PANTHEON VENTURES Ltd, Société relevant du droit du Royaume-Uni, avenue Louise 480, 1050 BRUXELLES

ROUWS & CEULEN, Bureau voor Vermogensbeheer, Société relevant du droit des Pays-Bas, Elisabethlaan 114, 2600 ANTWERPEN

STATE STREET GLOBAL ADVISORS Ltd, Société relevant du droit du Royaume-Uni, chaussée de Wavre 1789, 1160 BRUXELLES

SZL S.A., Société relevant du droit luxembourgeois, chaussée de Louvain 183, 1410 WATERLOO

WH SELFINVEST S.A., Société relevant du droit luxembourgeois, Maaltecenter Blok G, Derbystraat 349, 9051 GENT

1.2.2. Succursales d'entreprises d'investissement relevant du droit d'un Etat non membre de l'Union européenne

Néant

1.3. Etablissements de crédit de droit belge

1.3.1. Banques

AXA BANK BELGIUM N.V., Grote Steenweg 214, 2600 BERCHEM
BANCA MONTE PASCHI BELGIO S.A., rue Joseph II 24, 1000 BRUXELLES

BANK DELEN N.V., Jan Van Rijswijcklaan 184, 2020 ANTWERPEN
BANK J. VAN BREDA & Cie N.V., Plantin en Moretuslei 295, 2140 BORGERHOUT

BANQUE BELGOLAISE S.A., Cantersteen 1, 1000 BRUXELLES
BANQUE DE LA POSTE S.A., rue des Colonies 56, 1000 BRUXELLES
BANQUE DEGROOF S.A., rue de l'Industrie 44, 1040 BRUXELLES
BANQUE DIAMANTAIRE ANVERSOISE S.A., Pelikaanstraat 54, 2018 ANTWERPEN

BANQUE NAGELMACKERS 1747 S.A., avenue de l'Astronomie 23, 1210 BRUXELLES

BELGIAN BANK S.A., Montagne du Parc 3, 1000 BRUXELLES
BYBLOS BANK EUROPE S.A., rue Montoyer 10, bte 3, 1000 BRUXELLES

CBC BANQUE S.A., Grand-Place 5, 1000 BRUXELLES
CITIBANK BELGIUM S.A., boulevard Général Jacques 263g, 1050 BRUXELLES

COMMERZBANK BELGIUM S.A., boulevard Louis Schmidt 87, 1040 BRUXELLES

CREDIT AGRICOLE S.A., boulevard Sylvain Dupuis 251, 1070 BRUXELLES

CREDIT PROFESSIONNEL S.A., avenue des Arts 6-9, 1210 BRUXELLES

DE BUCK BANQUIERS N.V., Kouter 27, 9000 GENT
DELTA LLOYD BANK N.V., avenue de l'Astronomie 23, 1210 BRUXELLES

DEUTSCHE BANK S.A., avenue Marnix 13-15, 1000 BRUXELLES
DEXIA BANQUE BELGIQUE S.A. (2), boulevard Pachéco 44, 1000 BRUXELLES

ETHIAS BANQUE S.A., avenue de l'Astronomie 19, 1210 BRUXELLES

EUROCLEAR BANK S.A., boulevard du Roi Albert II 1, 1210 BRUXELLES

EUROPABANK N.V., Burgstraat 170, 9000 GENT
FORTIS BANQUE S.A. (2), Montagne du Parc 3, 1000 BRUXELLES
GOFFIN BANQUE S.A., Verlorenbroodstraat 120, bus 1, 9820 MERELBEKE

HSBC DEWAAY S.A., avenue de Tervueren 270, 1150 BRUXELLES

BERBEN'S EFFECTENKANTOOR B.V., Vennootschap naar Nederlands recht, Diestersesteenweg 448, 3680 MAASEIK

BOX CONSULTANTS B.V., Vennootschap naar Nederlands recht, Elisabethlaan 114, 2600 BERCHEM

COFIBOL S.A., Vennootschap naar Luxemburgs recht, Molineestraat 60, 1160 BRUSSEL

CREATERRA S.A., Vennootschap naar Luxemburgs recht, Emile Demotlaan 19, 1000 BRUSSEL

FRANKLIN TEMPLETON FRANCE S.A., Vennootschap naar Frans recht, Tervurenlaan 93, 1040 BRUSSEL

HDF FINANCE S.A., Vennootschap naar Frans recht, Kamerdellelaan 74, 1180 BRUSSEL

LE FOYER, PATRIMONIUM & ASSOCIES S.A., Vennootschap naar Luxemburgs recht, Quai Godefroid Kurth 30, 4020 LIEGE

MATRIX ASSET MANAGEMENT B.V., Vennootschap naar Nederlands recht, Bosduivenpad 5, 8210 LOPPEM

OPTIVER VOF, Vennootschap naar Nederlands recht, Stijfseelrui 44, 5de verdieping, 2000 ANTWERPEN

PANTHEON VENTURES Ltd, Vennootschap naar het recht van het Verenigd Koninkrijk, Louizalaan 480, 1050 BRUSSEL

ROUWS & CEULEN, Bureau voor Vermogensbeheer, Vennootschap naar Nederlands recht, Elisabethlaan 114, 2600 ANTWERPEN

STATE STREET GLOBAL ADVISORS Ltd, Vennootschap naar het recht van het Verenigd Koninkrijk, Waverse Steenweg 1789, 1160 BRUSSEL

SZL S.A., Vennootschap naar Luxemburgs recht, chaussée de Louvain 183, 1410 WATERLOO

WH SELFINVEST S.A., Vennootschap naar Luxemburgs recht, Maaltecenter Blok G, Derbystraat 349, 9051 GENT

1.2.2. Bijkantoren van beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van een Staat die geen lid is van de Europese Unie

Nihil

1.3. Kredietinstellingen naar Belgisch recht

1.3.1. Banken

AXA BANK BELGIUM N.V., Grote Steenweg 214, 2600 BERCHEM
BANCA MONTE PASCHI BELGIO N.V., Jozef II-straat 24, 1000 BRUSSEL

BANK DELEN N.V., Jan Van Rijswijcklaan 184, 2020 ANTWERPEN
BANK J. VAN BREDA & Cie N.V., Plantin en Moretuslei 295, 2140 BORGERHOUT

BELGOLAISE BANK N.V., Kantersteen 1, 1000 BRUSSEL
BANK VAN DE POST N.V., Koloniënstraat 56, 1000 BRUSSEL
BANK DEGROOF N.V., Nijverheidsstraat 44, 1040 BRUSSEL
ANTWERPSE DIAMANTBANK N.V., Pelikaanstraat 54, 2018 ANTWERPEN

BANK NAGELMACKERS 1747 N.V., Sterrenkundelaan 23, 1210 BRUSSEL

BELGIAN BANK N.V., Warandeborg 3, 1000 BRUSSEL
BYBLOS BANK EUROPE N.V., Montoyerstraat 10, bus 3, 1000 BRUSSEL

CBC BANQUE N.V., Grote Markt 5, 1000 BRUSSEL
CITIBANK BELGIUM N.V., Generaal Jacqueslaan 263g, 1050 BRUSSEL

COMMERZBANK BELGIUM N.V., Louis Schmidlaan 87, 1040 BRUSSEL

LANDBOUWKREDIET N.V., Sylvain Dupuislaan 251, 1070 BRUSSEL

BEROEPSKREDIET N.V., Kunstlaan 6-9, 1210 BRUSSEL

DE BUCK BANKIERS N.V., Kouter 27, 9000 GENT
DELTA LLOYD BANK N.V., Sterrenkundelaan 23, 1210 BRUSSEL

DEUTSCHE BANK N.V., Marnixlaan 13-15, 1000 BRUSSEL
DEXIA BANK BELGIE N.V. (2), Pachecolaan 44, 1000 BRUSSEL

ETHIAS BANK N.V., Sterrenkundelaan 19, 1210 BRUSSEL

EUROCLEAR BANK N.V., Koning Albert II-laan 1, 1210 BRUSSEL

EUROPABANK N.V., Burgstraat 170, 9000 GENT
FORTIS BANK N.V. (2), Warandeborg 3, 1000 BRUSSEL
GOFFIN BANK N.V., Verlorenbroodstraat 120, bus 1, 9820 MERELBEKE

HSBC DEWAAY N.V., Tervurenlaan 270, 1150 BRUSSEL

ING BELGIQUE S.A. (2), avenue Marnix 24, 1000 BRUXELLES
 KBC BANK S.A. (2), avenue du Port 2, 1080 BRUXELLES
 KEYTRADE BANK S.A., boulevard du Souverain 100, 1170 BRUXELLES

PARFIBANK S.A., boulevard du Régent 40, 1000 BRUXELLES
 PUILAETCO-Private Bankers S.A., avenue Hermann Debroux 46, 1160 BRUXELLES

SANTANDER BENELUX S.A., rue de la Loi 227, 1040 BRUXELLES
 SG BANK DE MAERTELAERE N.V., Rijsenbergstraat 148, 9000 GENT
 SHIZUOKA BANK (Europe) S.A., avenue Louise 283, bte 13, 1050 BRUXELLES

THEODOOR GILISSEN BANK N.V., Van Putlei 31, 2018 ANTWERPEN

UBS PRIVATE BANKING (Belgium) S.A., avenue Tervueren 300, 1150 BRUXELLES

UNITED TAIWAN BANK S.A., avenue des Arts 27, 1040 BRUXELLES

F. VAN LANSCHOT BANKIERS BELGIE N.V., Albert Coveliersstraat 15, 2600 ANTWERPEN

1.3.2. Banques d'épargne ou caisses d'épargne

ANTWERPS BEROEPSKREDIET C.V., Frankrijklei 136, 2000 ANTWERPEN

ARGENTA BANQUE D'EPARGNE S.A., Belgiëlei 49-53, 2018 ANTWERPEN

BANQUE DU BRABANT S.C., avenue du Régent 58, 1000 BRUXELLES

BANQUE CPH, rue Perdue 7, 7500 TOURNAI

BANQUE DE CREDIT PROFESSIONNEL S.C.R.L., rue des Croisiers 41, 5000 NAMUR

CENTEA N.V., Mechelsesteenweg 180, 2018 ANTWERPEN

CENTRALE KREDIETVERLENING N.V., Holstraat 59, 8790 WAREGEM

CREDIT PROFESSIONNEL INTERFEDERAL S.C., rue de la Station 40, 7700 MOUSCRON

EURAL S.A., WTC Tour 1, boulevard du Roi Albert II 30, Bte 37, 1000 BRUXELLES

FEDERALE KAS VOOR HET BEROEPSKREDIET C.V., Doorniksestraat 38, 8500 KORTRIJK

MERCATOR BANQUE S.A., Desguinlei 102, 2018 ANTWERPEN

MIDDENSTANDS DEPOSITO- EN KREDIETKANTOOR C.V., Onze-Lieve-Vrouwstraat 114, 2800 MECHELEN

ONDERLING BEROEPSKREDIET C.V., Graaf van Vlaanderenplein 19, 9000 GENT

OOSTVLAAMS BEROEPSKREDIET C.V., Dokter Armand Rubbensstraat 45, 9240 ZELE

RECORD BANK S.A., rue Forgeur 17-21, 4000 LIEGE

VDK SPAARBANK N.V., Sint-Michielsplein 16, 9000 GENT

WEST-VLAAMSE BANK C.V., Adriaan Willaertstraat 9, 8000 BRUGGE

1.3.3. Banques de titres

BANK CORLUY - Effectenbankiers N.V., Belgiëlei 153, 2018 ANTWERPEN

DIERICKX, LEYS & Cie - Effectenbank N.V., Kasteelpleinstraat 44, 2000 ANTWERPEN

VAN DE PUT & Cie - Effectenbank C.V.A., Van Putlei 74-76, 2018 ANTWERPEN

1.4. Succursales d'établissements de crédit de droit étranger

1.4.1. Succursales d'établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne

AACHENER BANK eG, Société relevant du droit allemand, Aachener Strasse 24a, 4700 EUPEN

AAREAL BANK Ag, Société relevant du droit allemand, rue Guimard 7, 1040 BRUXELLES

ABN AMRO BANK N.V., Société relevant du droit néerlandais, boulevard du Régent 53, Bte 1, 1000 BRUXELLES

BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA S.A., Société relevant du droit espagnol, avenue des Arts 43, 1040 BRUXELLES

BANCO SANTANDER CENTRAL HISPANO S.A., Société relevant du droit espagnol, rue de la Loi 227, 1040 BRUXELLES

BANK OF SCOTLAND, Société relevant du droit du Royaume-Uni, Uitbreidingstraat 84, bus 3, 2600 ANTWERPEN

BANQUE CHAABI DU MAROC S.A., Société relevant du droit français, boulevard du Midi 62, 1000 BRUXELLES

BANQUE COVEFI S.A., Société relevant du droit français, rue de Glatignies 4, 7500 TOURNAI

ING BELGIE N.V. (2), Marnixlaan 24, 1000 BRUSSEL
 KBC BANK N.V. (2), Havenlaan 2, 1080 BRUSSEL
 KEYTRADE BANK N.V., Vorstlaan 100, 1170 BRUSSEL

PARFIBANK N.V., Regentlaan 40, 1000 BRUSSEL
 PUILAETCO-Private Bankers N.V., Hermann Debrouxlaan 46, 1160 BRUSSEL

SANTANDER BENELUX N.V., Wetstraat 227, 1040 BRUSSEL
 SG BANK DE MAERTELAERE N.V., Rijsenbergstraat 148, 9000 GENT
 SHIZUOKA BANK (Europe) N.V., Louizalaan 283, bus 13, 1050 BRUSSEL

THEODOOR GILISSEN BANK N.V., Van Putlei 31, 2018 ANTWERPEN

UBS PRIVATE BANKING (Belgium) N.V., Tervurenlaan 300, 1150 BRUSSEL

UNITED TAIWAN BANK N.V., Kunstlaan 27, 1040 BRUSSEL

F. VAN LANSCHOT BANKIERS BELGIE N.V., Albert Coveliersstraat 15, 2600 ANTWERPEN

1.3.2. Spaarbanken of spaarkassen

ANTWERPS BEROEPSKREDIET C.V., Frankrijklei 136, 2000 ANTWERPEN

ARGENTA SPAARBANK N.V., Belgiëlei 49-53, 2018 ANTWERPEN

BANK VAN BRABANT C.V., Regentlaan 58, 1000 BRUSSEL

BANQUE CPH, rue Perdue 7, 7500 TOURNAI

BANQUE DE CREDIT PROFESSIONNEL S.C.R.L., rue des Croisiers 41, 5000 NAMUR

CENTEA N.V., Mechelsesteenweg 180, 2018 ANTWERPEN

CENTRALE KREDIETVERLENING N.V., Holstraat 59, 8790 WAREGEM

CREDIT PROFESSIONNEL INTERFEDERAL S.C., rue de la Station 40, 7700 MOUSCRON

EURAL N.V., WTC Toren 1, Koning Albert II-laan 30, bus 37, 1000 BRUSSEL

FEDERALE KAS VOOR HET BEROEPSKREDIET C.V., Doorniksestraat 38, 8500 KORTRIJK

MERCATOR BANK N.V., Desguinlei 102, 2018 ANTWERPEN

MIDDENSTANDS DEPOSITO- EN KREDIETKANTOOR C.V., Onze-Lieve-Vrouwstraat 114, 2800 MECHELEN

ONDERLING BEROEPSKREDIET C.V., Graaf van Vlaanderenplein 19, 9000 GENT

OOSTVLAAMS BEROEPSKREDIET C.V., Dokter Armand Rubbensstraat 45, 9240 ZELE

RECORD BANK N.V., rue Forgeur 17-21, 4000 LIEGE

VDK SPAARBANK N.V., Sint-Michielsplein 16, 9000 GENT

WEST-VLAAMSE BANK C.V., Adriaan Willaertstraat 9, 8000 BRUGGE

1.3.3. Effectenbanken

BANK CORLUY - Effectenbankiers N.V., Belgiëlei 153, 2018 ANTWERPEN

DIERICKX, LEYS & Cie - Effectenbank N.V., Kasteelpleinstraat 44, 2000 ANTWERPEN

VAN DE PUT & Cie - Effectenbank C.V.A., Van Putlei 74-76, 2018 ANTWERPEN

1.4. Bijkantoren van kredietinstellingen naar buitenlands recht

1.4.1. Bijkantoren van kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere lid-Staat van de Europese Unie

AACHENER BANK eG, Vennootschap naar Duits recht, Aachener Strasse 24a, 4700 EUPEN

AAREAL BANK Ag, Vennootschap naar Duits recht, Guimardstraat 7, 1040 BRUSSEL

ABN AMRO BANK N.V., Vennootschap naar Nederlands recht, Regentlaan 53, bus 1, 1000 BRUSSEL

BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA S.A., Vennootschap naar Spaans recht, Kunstlaan 43, 1040 BRUSSEL

BANCO SANTANDER CENTRAL HISPANO S.A., Vennootschap naar Spaans recht, Wetstraat 227, 1040 BRUSSEL

BANK OF SCOTLAND, Vennootschap naar het recht van het Verenigd Koninkrijk, Uitbreidingstraat 84, bus 3, 2600 ANTWERPEN

BANQUE CHAABI DU MAROC S.A., Vennootschap naar Frans recht, Zuidlaan 62, 1000 BRUSSEL

BANQUE COVEFI S.A., Vennootschap naar Frans recht, rue de Glatignies 4, 7500 TOURNAI

BANQUE PRIVEE EDMOND de ROTHSCHILD EUROPE S.A., Société relevant du droit luxembourgeois, avenue Louise 480, bte 16A, 1050 BRUXELLES

BHW BAUSPARKASSE Ag, Société relevant du droit allemand, avenue du Port 86C, bte 301, 1000 BRUXELLES

BNP PARIBAS S.A., Société relevant du droit français, avenue Louise 489, 1050 BRUXELLES

BNP PARIBAS PRIVATE BANK S.A., Société relevant du droit français, avenue Louise 489, 1050 BRUXELLES

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.A., Société relevant du droit français, avenue Louise 489, 1050 BRUXELLES

CALYON S.A., Société relevant du droit français, drève du Prieuré 19, 1160 BRUXELLES

CITIBANK INTERNATIONAL Plc, Société relevant du droit du Royaume-Uni, boulevard Général Jacques 263g, 1050 BRUXELLES

COMMERZBANK Ag, Société relevant du droit allemand, boulevard Louis Schmidt 87, 1040 BRUXELLES

CORTAL CONSORS S.A., Société relevant du droit français, rue Royale 145, 1000 BRUXELLES

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE S.A., Société relevant du droit français, avenue de Tervueren 270, bte 12, 1150 BRUXELLES

DEMIR-HALK BANK N.V., Société relevant du droit néerlandais, rue Royale 168, 1000 BRUXELLES

DEUTSCHE BANK Ag, Société relevant du droit allemand, avenue Marnix 17, 1050 BRUXELLES

DRESDNER BANK Ag, Société relevant du droit allemand, rue du Luxembourg 14A, 1000 BRUXELLES

FCE BANK Plc, Société relevant du droit du Royaume-Uni, Groeneborgerlaan 16, 2610 WILRIJK

FINANSBANK (HOLLAND) N.V., Société relevant du droit néerlandais, Frankrijklei 121, 2000 ANTWERPEN

HSBC BANK Plc, Société relevant du droit du Royaume-Uni, avenue de Tervueren 270, bte 4, 1000 BRUXELLES

KEMPEN CAPITAL MANAGEMENT, Société relevant du droit néerlandais, Frankrijklei 103, 2000 ANTWERPEN

LCH.CLEARNET S.A., Société relevant du droit français, Palais de la Bourse, place de la Bourse, 1000 BRUXELLES

LLOYDS TSB BANK Plc, Société relevant du droit du Royaume-Uni, avenue de Tervueren 2, 1040 BRUXELLES

J.P. MORGAN INTERNATIONAL BANK Ltd, Société relevant du droit du Royaume-Uni, boulevard du Roi Albert II 1, 1210 BRUXELLES

NIB CAPITAL BANK N.V., Société relevant du droit néerlandais, rue de la Science 41, 1040 BRUXELLES

RABOBANK NEDERLAND C.V., Société relevant du droit néerlandais, Rubens 2000, Blok D, Uitbreidingstraat 86, bus 3, 2600 ANTWERPEN

ROBECO BANK HOLDING B.V., Société relevant du droit néerlandais, avenue Louise 81, Bte 6, 1050 BRUXELLES

SOCIETE GENERALE S.A., Société relevant du droit français, Tour Bastion, place du Champ de Mars 5, 1050 BRUXELLES

STATE STREET BANK EUROPE Ltd, Société relevant du droit du Royaume-Uni, chaussée de Wavre 1789, 1160 BRUXELLES

THE BANK OF NEW YORK (Luxembourg) S.A., Société relevant du droit luxembourgeois, avenue des Arts 35, 1040 BRUXELLES

TRIODOSBANK N.V., Société relevant du droit néerlandais, rue Haute 139, bte 3, 1000 BRUXELLES

VOLKSWAGEN BANK GmbH, Société relevant du droit allemand, Pegasuspark, De Kleetlaan 5, bus 5, 1831 DIEGEM

1.4.2. Succursales d'établissements de crédit relevant du droit d'un Etat non membre de l'Union européenne

BANK OF AMERICA NA, Société relevant du droit des Etats-Unis, Uitbreidingstraat 180, bus 6, 2600 ANTWERPEN

BANK OF BARODA, Société relevant du droit indien, rue de la Loi 28, 1040 BRUXELLES

HABIB BANK Ltd, Société relevant du droit pakistanais, rue de la Loi 19, 1040 BRUXELLES

JPMORGAN CHASE BANK, Société relevant du droit des Etats-Unis, boulevard du Roi Albert II 1, 1210 BRUXELLES

STATE BANK OF INDIA, Société relevant du droit indien, Korte Herentalsestraat 3, 2018 ANTWERPEN

SUMITOMO MITSUI BANKING CORPORATION, Société relevant du droit japonais, avenue des Arts 58, bte 18, 1000 BRUXELLES

THE BANK OF NEW YORK, Société relevant du droit des Etats-Unis, avenue des Arts 35, 1040 BRUXELLES

BANQUE PRIVEE EDMOND de ROTHSCHILD EUROPE S.A., Vennootschap naar Luxemburgs recht, Louizalaan 480, bus 16A, 1050 BRUSSEL

BHW BAUSPARKASSE Ag, Vennootschap naar Duits recht, Havenlaan 86C, bus 301, 1000 BRUSSEL

BNP PARIBAS S.A., Vennootschap naar Frans recht, Louizalaan 489, 1050 BRUSSEL

BNP PARIBAS PRIVATE BANK S.A., Vennootschap naar Frans recht, Louizalaan 489, 1050 BRUSSEL

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.A., Vennootschap naar Frans recht, Louizalaan 489, 1050 BRUSSEL

CALYON S.A., Vennootschap naar Frans recht, Priorijdreef 19, 1160 BRUSSEL

CITIBANK INTERNATIONAL Plc, Vennootschap naar het recht van het Verenigd Koninkrijk, Generaal Jacqueslaan 263g, 1050 BRUSSEL

COMMERZBANK Ag, Vennootschap naar Duits recht, Louis Schmidtlaan 87, 1040 BRUSSEL

CORTAL CONSORS S.A., Vennootschap naar Frans recht, Koningsstraat 145, 1000 BRUSSEL

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE S.A., Vennootschap naar Frans recht, Tervurenlaan 270, bus 12, 1150 BRUSSEL

DEMIR-HALK BANK N.V., Vennootschap naar Nederlands recht, Koningsstraat 168, 1000 BRUSSEL

DEUTSCHE BANK Ag, Vennootschap naar Duits recht, Marnixlaan 17, 1050 BRUSSEL

DRESDNER BANK Ag, Vennootschap naar Duits recht, Luxemburgstraat 14A, 1000 BRUSSEL

FCE BANK Plc, Vennootschap naar het recht van het Verenigd Koninkrijk, Groeneborgerlaan 16, 2610 WILRIJK

FINANSBANK (HOLLAND) N.V., Vennootschap naar Nederlands recht, Frankrijklei 121, 2000 ANTWERPEN

HSBC BANK Plc, Vennootschap naar het recht van het Verenigd Koninkrijk, Tervurenlaan 270, bus 4, 1000 BRUSSEL

KEMPEN CAPITAL MANAGEMENT, Vennootschap naar Nederlands recht, Frankrijklei 103, 2000 ANTWERPEN

LCH.CLEARNET S.A., Vennootschap naar Frans recht, Beursplein, Beursplein, 1000 BRUSSEL

LLOYDS TSB BANK Plc, Vennootschap naar het recht van het Verenigd Koninkrijk, Tervurenlaan 2, 1040 BRUSSEL

J.P. MORGAN INTERNATIONAL BANK Ltd, Vennootschap naar het recht van het Verenigd Koninkrijk, Koning Albert II-laan 1, 1210 BRUSSEL

NIB CAPITAL BANK N.V., Vennootschap naar Nederlands recht, Wetenschapsstraat 41, 1040 BRUSSEL

RABOBANK NEDERLAND C.V., Vennootschap naar Nederlands recht, Rubens 2000, Blok D, Uitbreidingstraat 86, bus 3, 2600 ANTWERPEN

ROBECO BANK HOLDING B.V., Vennootschap naar Nederlands recht, Louizalaan 81, bus 6, 1050 BRUSSEL

SOCIETE GENERALE S.A., Vennootschap naar Frans recht, Bastiontoren, Marsveldplein 5, 1050 BRUSSEL

STATE STREET BANK EUROPE Ltd, Vennootschap naar het recht van het Verenigd Koninkrijk, Waverse Steenweg 1789, 1160 BRUSSEL

THE BANK OF NEW YORK (Luxembourg) S.A., Vennootschap naar Luxemburgs recht, Kunstlaan 35, 1040 BRUSSEL

TRIODOSBANK N.V., Vennootschap naar Nederlands recht, Hoogstraat 139, bus 3, 1000 BRUSSEL

VOLKSWAGEN BANK GmbH, Vennootschap naar Duits recht, Pegasuspark, De Kleetlaan 5, bus 5, 1831 DIEGEM

1.4.2. Bijkantoren van kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een Staat die geen lid is van de Europese Unie

BANK OF AMERICA NA, Vennootschap naar het recht van de Verenigde Staten, Uitbreidingstraat 180, bus 6, 2600 ANTWERPEN

BANK OF BARODA, Vennootschap naar Indisch recht, Wetstraat 28, 1040 BRUSSEL

HABIB BANK Ltd, Vennootschap naar Pakistaans recht, Wetstraat 19, 1040 BRUSSEL

JPMORGAN CHASE BANK, Vennootschap naar het recht van de Verenigde Staten, Koning Albert II-laan 1, 1210 BRUSSEL

STATE BANK OF INDIA, Vennootschap naar Indisch recht, Korte Herentalsestraat 3, 2018 ANTWERPEN

SUMITOMO MITSUI BANKING CORPORATION, Vennootschap naar Japans recht, Kunstlaan 58, bus 18, 1000 BRUSSEL

THE BANK OF NEW YORK, Vennootschap naar het recht van de Verenigde Staten, Kunstlaan 35, 1040 BRUSSEL

THE BANK OF TOKYO-MITSUBISHI Ltd, Société relevant du droit japonais, avenue des Arts 58, 1000 BRUXELLES

WAFABANK S.A., Société relevant du droit marocain, boulevard Maurice Lemonnier 126-130, 1000 BRUXELLES

1.5. Autres établissements

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE S.A., boulevard de Berlaimont 14, 1000 BRUXELLES

2. Membres de plein droit établis à l'étranger

2.1. Entreprises d'investissement

BARCLAYS CAPITAL (2), Canary Wharf, 5 The North Colonnade, LONDON E14 4BB

CITIGROUP GLOBAL MARKETS Ltd (2), Canary Wharf, 33 Canada Square, LONDON E14 5LB

GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL (2), Peterborough Court, 133 Fleet Street, LONDON EC4A 2BB

JP MORGAN SECURITIES Ltd (2), 125 London Wall, LONDON EC2Y 5AJ

NOMURA INTERNATIONAL Plc (2), 1 St Martin's-le-Grand, LONDON EC1A 4NP

2.2. Etablissements de crédit

ABN AMRO BANK N.V. (London) (2), 250 Bishopsgate, LONDON EC2M 4AA

BNP PARIBAS LONDON (2), 10 Harewood avenue, LONDON NW1 6AA

CALYON, Corporate and Investment Bank S.A. (2), 9 quai du Président Paul Doumer, 92920 PARIS La Défense Cedex

DEUTSCHE BANK Ag (2), 10-14 Grosse Gallusstrasse, 60272 FRANKFURT-AM-MAIN

HSBC CCF (2), 103 avenue des Champs Elysées, 75419 PARIS Cedex 08

SOCIETE GENERALE (2), Tour Société Générale, 17 Cours Valmy, 92987 PARIS La Défense Cedex

UBS Ltd (2), 100 Liverpool Street, LONDON EC2M 2RH

3.3. Autres membres que visés sous les rubriques 1. et 2.

3.1. Entreprises d'investissement

BARCLAYS CAPITAL, 21 boulevard de la Madeleine, 75038 PARIS Cedex 01

MORGAN STANLEY & Cie International Ltd, Canary Wharf, 25 Cabot Square, LONDON E14 4QA

3.2. Etablissements de crédit

ABN AMRO BANK N.V., 10 Gustav Mahlerlaan, 1000 EA AMSTERDAM

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, 1-2 place de Metz, 2954 LUXEMBOURG

BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50 avenue J.F. Kennedy, 2951 LUXEMBOURG

BNP PARIBAS, 16 boulevard des Italiens, 75009 PARIS

COMMERZBANK Ag, 60 Gracechurch Street, LONDON EC3V 0HR

DEUTSCHE BANK Ag, Winchester House, 1 Great Winchester Street, LONDON EC2N 2DB

DEUTSCHE BANK FRANCE SNC, 3 avenue de Friedland, 75008 PARIS

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE à LUXEMBOURG S.A., 69 route d'Esch, 2953 LUXEMBOURG

THE BANK OF TOKYO-MITSUBISHI Ltd, Vennootschap naar Japans recht, Kunstlaan 58, 1000 BRUSSEL

WAFABANK N.V., Vennootschap naar Marokkaans recht, Maurice Lemonnierlaan 126-130, 1000 BRUSSEL

1.5. Andere instellingen

NATIONALE BANK VAN BELGIE N.V., de Berlaimontlaan 14, 1000 BRUSSEL

2. In het buitenland gevestigde leden van rechtswege

2.1. Beleggingsondernemingen

BARCLAYS CAPITAL (2), Canary Wharf, 5 The North Colonnade, LONDON E14 4BB

CITIGROUP GLOBAL MARKETS Ltd (2), Canary Wharf, 33 Canada Square, LONDON E14 5LB

GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL (2), Peterborough Court, 133 Fleet Street, LONDON EC4A 2BB

JP MORGAN SECURITIES Ltd (2), 125 London Wall, LONDON EC2Y 5AJ

NOMURA INTERNATIONAL Plc (2), 1 St Martin's-le-Grand, LONDON EC1A 4NP

2.2. Kredietinstellingen

ABN AMRO BANK N.V. (London) (2), 250 Bishopsgate, LONDON EC2M 4AA

BNP PARIBAS LONDON (2), 10 Harewood avenue, LONDON NW1 6AA

CALYON, Corporate and Investment Bank S.A. (2), quai du Président Paul Doumer 9, 92920 PARIS La Défense Cedex

DEUTSCHE BANK Ag (2), 10-14 Grosse Gallusstrasse, 60272 FRANKFURT-AM-MAIN

HSBC CCF (2), 103 avenue des Champs Elysées, 75419 PARIS Cedex 08

SOCIETE GENERALE (2), Tour Société Générale, 17 Cours Valmy, 92987 PARIS La Défense Cedex

UBS Ltd (2), 100 Liverpool Street, LONDON EC2M 2RH

3. Andere leden dan bedoeld in de rubrieken 1. en 2.

3.1. Beleggingsondernemingen

BARCLAYS CAPITAL, 21 boulevard de la Madeleine, 75038 PARIS Cedex 01

MORGAN STANLEY & Cie International Ltd., Canary Wharf, 25 Cabot Square, LONDON E14 4QA

3.2. Kredietinstellingen

ABN AMRO BANK N.V., 10 Gustav Mahlerlaan, 1000 EA AMSTERDAM

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, 1-2 place de Metz, 2954 LUXEMBOURG

BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50 avenue J.F. Kennedy, 2951 LUXEMBOURG

BNP PARIBAS, 16 boulevard des Italiens, 75009 PARIS

COMMERZBANK Ag, 60 Gracechurch Street, LONDON EC3V 0HR

DEUTSCHE BANK Ag, Winchester House, 1 Great Winchester Street, LONDON EC2N 2DB

DEUTSCHE BANK FRANCE SNC, 3 avenue de Friedland, 75008 PARIS

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE à LUXEMBOURG S.A., 69 route d'Esch, 2953 LUXEMBOURG

IXIS Corporate & Investment Bank, 47 quai d'Austerlitz, 75648 PARIS Cedex 13

JP MORGAN & Cie S.A., 14 place Vendôme, 75001 PARIS

JP MORGAN INVESTMENT GmbH, 2-4 Börsenstrasse, 60313 FRANKFURT-AM-MAIN

Notes

(1) Sur simple demande auprès de la Banque Nationale de Belgique, département Marchés Financiers, cellule Fonds des Rentes, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles, tél. 02-221 49 50 ou fax 02-221 31 02, les mises à jour subséquentes de la liste des membres du marché seront envoyées. La liste, régulièrement mise à jour, est consultable sur le site internet www.fondsdesrentes.be

(2) Institution qui a signé un cahier des charges de primary dealer en valeurs du Trésor.

IXIS Corporate & Investment Bank, 47 quai d'Austerlitz, 75648 PARIS Cedex 13

JP MORGAN & Cie S.A., 14 place Vendôme, 75001 PARIS

JP MORGAN INVESTMENT GmbH, 2-4 Börsenstrasse, 60313 FRANKFURT-AM-MAIN

Nota's

(1) Latere aanvullingen en wijzigingen in de lijst kunnen op eenvoudige aanvraag worden bekomen bij de Nationale Bank van België, departement Financiële Markten, cel Rentenfonds, de Berlaimontlaan 14, 1000 Brussel, tel. 02-221 49 50 of fax 02-221 31 02. Een regelmatig bijgewerkte lijst is beschikbaar via internet op www.rentenfonds.be

(2) Instelling die een lastenkohier van primary dealer in Schatkistwaarden heeft onderschreven.

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

Recrutement. — Résultats

[2005/200761]

Sélection de contrôleur (m/f) (niveau B), d'expression française, pour la Direction générale du Contrôle et de la Médiation - SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie (AFG04832). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Cattaux, Nathalie, 1080 Molenbeek-Saint-Jean
2. Smits, Jean-Emmanuel, 1030 Schaerbeek.
3. Lonbois, Jean-Marc, 1310 La Hulpe.
4. Ikolo, Mboloko, Ikele Alai, 7000 Mons.
5. Decarpentrie, Alexis, 1050 Bruxelles.
6. Bodart, David, 1082 Berchem-Sainte-Agathe.
7. Denis, Pierre, 1200 Woluwe-Saint-Lambert.
8. Fournier, Jean-Marc, 7387 Honnelles.
9. Wygodzki, Nadine, 1070 Anderlecht.
10. Smeets, Stéphane, 4280 Hannut.
11. Voet, Philippe, 6220 Fleurus.
12. Daoust, Sarah, 5000 Namur.
13. Mdaghri-Alaoui, Ismael, 7911 Montrœul-au-Bois.
14. Duval, Ludovic, 7730 Estaimpuis.
15. Coenart, Nicolas, 1350 Orp-Jauche.
16. Kouff, Benjamin, 4920 Aywaille.
17. De Leeuw, Aline, 7800 Ath.
18. Celdran, Evelyne, 4030 Liège.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

Aanwerving. — Resultaten

[2005/200761]

Selectie van Franstalige controleur (m/v) (niveau B) voor de Algemene Directie Controle en Bemiddeling - FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie (AFG04832). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten voor toelating tot de stage :

1. Cattaux, Nathalie, 1080 Sint-Jans-Molenbeek.
2. Smits, Jean-Emmanuel, 1030 Schaarbeek.
3. Lonbois, Jean-Marc, 1310 Terhulpen.
4. Ikolo, Mboloko, Ikele Alai, 7000 Bergen.
5. Decarpentrie, Alexis, 1050 Brussel.
6. Bodart, David, 1082 Sint-Agatha-Berchem.
7. Denis, Pierre, 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe.
8. Fournier, Jean-Marc, 7387 Honnelles.
9. Wygodzki, Nadine, 1070 Anderlecht.
10. Smeets, Stéphane, 4280 Hannuit.
11. Voet, Philippe, 6220 Fleurus.
12. Daoust, Sarah, 5000 Namen.
13. Mdaghri-Alaoui, Ismael, 7911 Montrœul-au-Bois.
14. Duval, Ludovic, 7730 Estaimpuis.
15. Coenart, Nicolas, 1350 Orp-Jauche.
16. Kouff, Benjamin, 4920 Aywaille.
17. De Leeuw, Aline, 7800 Aat.
18. Celdran, Evelyne, 4030 Luik.

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2005/200763]

Sélection de contrôleurs (m/f) (niveau B), d'expression néerlandaise, Direction générale du Contrôle et de la Médiation pour le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie (ANG04832). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. VERHEYE BJÖRN, 8790 WAREGEM
2. DE LOOSE EDDY, 3980 TESSENDERLO
3. COUSIN FREDERIK, 1860 MEISE
4. VERJANS DEBORA, 3840 BORGLOON
5. VANGENECHTEN JIMMY, 2530 BOECHOUT
6. LOUIS STEVEN, 3550 HEUSDEN-ZOLDER
7. EVENS BART, 9200 DENDERMONDE
8. DERYCKE EVI, 9920 LOVENDEGEM

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2005/200763]

Selectie van Nederlandstalige controleurs (m/v) (niveau B) - Algemene Directie Controle en Bemiddeling - FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie (ANG04832). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten voor toelating tot de stage :

1. VERHEYE BJÖRN, 8790 WAREGEM
2. DE LOOSE EDDY, 3980 TESSENDERLO
3. COUSIN FREDERIK, 1860 MEISE
4. VERJANS DEBORA, 3840 BORGLOON
5. VANGENECHTEN JIMMY, 2530 BOECHOUT
6. LOUIS STEVEN, 3550 HEUSDEN-ZOLDER
7. EVENS BART, 9200 DENDERMONDE
8. DERYCKE EVI, 9920 LOVENDEGEM

9. INGLESE CAROLINE, 3130 BEGIJNENDIJK
 10. BODEN GEERT, 3800 ORDINGEN
 11. DE RIJCK NATHALIE, 3271 SCHERPENHEUVEL-ZICHEM
 12. VANDEZANDE DAPHNÉ, 3080 TERVUREN
 13. VANDEN BROUCKE VEERLE, 8200 SINT ANDRIES
 14. SMETS ANN, 2223 HEIST-OP-DEN-BERG
 15. LOUAGE HANNELORE, 8560 WEVELGEM

9. INGLESE CAROLINE, 3130 BEGIJNENDIJK
 10. BODEN GEERT, 3800 ORDINGEN
 11. DE RIJCK NATHALIE, 3271 SCHERPENHEUVEL-ZICHEM
 12. VANDEZANDE DAPHNÉ, 3080 TERVUREN
 13. VANDEN BROUCKE VEERLE, 8200 SINT-ANDRIES
 14. SMETS ANN, 2223 HEIST-OP-DEN-BERG
 15. LOUAGE HANNELORE, 8560 WEVELGEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[2005/41303]

Fonds des Rentes

Crédits hypothécaires. — Variabilité des taux d'intérêt. — Indices de référence. — Article 9, § 1^{er}, de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire. — Avis

La liste des indices de référence du mois de mars 2005 est composée comme suit :

Indice A (certificats de trésorerie 12 mois) :	2,201
Indice B (obligations linéaires 2 ans) :	2,454
Indice C (obligations linéaires 3 ans) :	2,688
Indice D (obligations linéaires 4 ans) :	2,893
Indice E (obligations linéaires 5 ans) :	3,070
Indice F (obligations linéaires 6 ans) :	3,224
Indice G (obligations linéaires 7 ans) :	3,363
Indice H (obligations linéaires 8 ans) :	3,490
Indice I (obligations linéaires 9 ans) :	3,603
Indice J (obligations linéaires 10 ans) :	3,690

Les indices périodiques correspondants sont communiqués ci-après :

Indice	Périodicité		
	Mensuelle	Trimestrielle	Semestrielle
A	0,1816	0,5458	1,0945
B	0,2022	0,6079	1,2196
C	0,2213	0,6653	1,3351
D	0,2379	0,7155	1,4362
E	0,2523	0,7588	1,5234
F	0,2648	0,7964	1,5992
G	0,2760	0,8304	1,6676
H	0,2863	0,8613	1,7300
I	0,2954	0,8888	1,7856
J	0,3024	0,9100	1,8283

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[2005/41303]

Rentenfonds

Hypothecaire kredieten. — Veranderlijkheid der rentevoeten. Referte-indexen. — Artikel 9, § 1, van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet. — Bericht

De lijst der referte-indexen van de maand maart 2005 is samengesteld als volgt :

Index A (schatkistcertificaten 12 maanden) :	2,201
Index B (lineaire obligaties 2 jaren) :	2,454
Index C (lineaire obligaties 3 jaren) :	2,688
Index D (lineaire obligaties 4 jaren) :	2,893
Index E (lineaire obligaties 5 jaren) :	3,070
Index F (lineaire obligaties 6 jaren) :	3,224
Index G (lineaire obligaties 7 jaren) :	3,363
Index H (lineaire obligaties 8 jaren) :	3,490
Index I (lineaire obligaties 9 jaren) :	3,603
Index J (lineaire obligaties 10 jaren) :	3,690

De overeenstemmende periodieke indexen worden hierna medegedeeld :

Index	Periodiciteit		
	Maandelijks	Trimestrieel	Semestrieel
A	0,1816	0,5458	1,0945
B	0,2022	0,6079	1,2196
C	0,2213	0,6653	1,3351
D	0,2379	0,7155	1,4362
E	0,2523	0,7588	1,5234
F	0,2648	0,7964	1,5992
G	0,2760	0,8304	1,6676
H	0,2863	0,8613	1,7300
I	0,2954	0,8888	1,7856
J	0,3024	0,9100	1,8283

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2005/200740]

14 MARS 2005. — Circulaire relative aux autorisations provisoires d'occupation pour les ressortissants afghans ayant introduit une demande d'asile en Belgique avant le 1^{er} janvier 2003

La présente circulaire remplace la précédente circulaire datée du 3 septembre 2004.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2005/200740]

14 MAART 2005. — Omzendbrief betreffende de voorlopige arbeidsvergunningen voor de Afghaanse onderdanen die in België een asielaanvraag hebben ingediend vóór 1 januari 2003

Deze omzendbrief vervangt de vorige omzendbrief van 3 september 2004.

La présente circulaire a pour but de fixer les modalités suivant lesquelles une autorisation provisoire d'occupation peut être délivrée à un employeur pour l'occupation des ressortissants afghans qui ont introduit une demande d'asile avant le 1^{er} janvier 2003 et qui ont reçu une décision négative suite à leur demande d'asile, à savoir :

- une décision d'irrecevabilité à l'Office des Etrangers contre laquelle aucun recours n'a été introduit auprès du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides;
- une décision confirmant le refus de séjour au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides;
- une décision de refus au fond à la Commission permanente de recours des réfugiés;
- une décision de refus au fond au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides contre laquelle aucun recours n'a été introduit auprès de la Commission permanente de recours des réfugiés.

Lorsque, par application de la circulaire du 9 février 2005 du directeur général de l'Office des Etrangers, le délai pour quitter le territoire des personnes visées au point 1 aura été prolongé jusqu'au 1^{er} septembre 2005, une autorisation provisoire d'occupation pourra être accordée à l'employeur souhaitant engager une de ces personnes. Dans ce cas, les règles suivantes sont d'application.

L'autorisation provisoire d'occupation délivrée à l'employeur n'entraîne pas la délivrance d'un permis de travail au travailleur mais l'employeur doit remettre une copie de l'autorisation provisoire au travailleur.

L'octroi de l'autorisation provisoire d'occupation n'est pas soumis aux conditions prévues au chapitre IV, section 1^{re}, de l'arrêté royal du 9 juin 1999 (*Moniteur belge* du 26 juin 1999) portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

Il n'y a pas lieu également à application de l'article 4, § 2, de la loi précitée du 30 avril 1999.

Toutefois, pour obtenir l'autorisation provisoire d'occupation, un contrat de travail écrit, conforme aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, est requis. S'il s'agit d'une occupation comme travailleur saisonnier dans le secteur de l'horticulture, ce contrat doit reprendre les dispositions mentionnées en annexe à la circulaire du 1^{er} juillet 1994 (*Moniteur belge* du 14 juillet 1994) modifiant la circulaire du 26 avril 1994 (*Moniteur belge* du 30 avril 1994) concernant les autorisations provisoires d'occupation pour candidats réfugiés (demandeurs d'asile).

L'autorisation provisoire est délivrée pour une période ne pouvant excéder le terme de la prolongation de l'ordre de quitter le territoire (1^{er} septembre 2005).

En ce qui concerne l'introduction des demandes d'autorisations provisoires d'occupation, les documents suivant doivent être produits :

- le formulaire de demande d'autorisation d'occupation d'un travailleur étranger;
- une copie du contrat de travail;
- une copie du document sur lequel, par application de la circulaire précitée du 9 février 2005 du Directeur général de l'Office des Etrangers, est annotée la prolongation du délai pour quitter le territoire.

4. Dès l'introduction de la demande d'autorisation provisoire d'occupation, l'autorité chargée de la réceptionner (VDAB, FOREm, ORBEm, Arbeitsamt) délivre au demandeur un document qui constate si la demande comprend toutes les pièces requises.

Dans le cas où le dossier est complet, l'intéressé peut, sur base du document le constatant, être mis au travail immédiatement.

A défaut de décision négative de l'autorité compétente dans un délai de trois mois à dater de l'introduction d'une demande complète, l'autorisation est réputée accordée.

5. La présente circulaire entre en vigueur le 1^{er} mars 2005.

Bruxelles, le 14 mars 2005.

La Ministre de l'Emploi,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

1. Deze omzendbrief heeft tot doel de modaliteiten vast te leggen waaronder een voorlopige arbeidsvergunning kan worden afgeleverd aan een werkgever voor de tewerkstelling van onderdanen van Afghanistan die vóór 1 januari 2003 een asielaanvraag hebben ingediend en die een negatieve beslissing hebben ontvangen over hun asielaanvraag :

- hetzij een onontvankelijkheidsbeslissing van de Dienst Vreemdelingenzaken waartegen geen beroep werd ingediend bij de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen;
- hetzij een bevestigende beslissing van de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen;
- hetzij een weigeringsbeslissing ten gronde door de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen;
- hetzij een weigeringsbeslissing ten gronde van de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen waartegen geen beroep werd ingediend bij de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen.

2. Wanneer bij toepassing van de omzendbrief van 9 februari 2005 van de Directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken, de termijn om het grondgebied te verlaten van de personen bedoeld in punt 1 zal verlengd worden tot 1 september 2005, kan een voorlopige arbeidsvergunning worden afgeleverd aan de werkgever die een van die personen wenst aan te werven. In dat geval is volgende regelgeving van toepassing.

De voorlopige arbeidsvergunning afgeleverd aan de werkgever gaat niet gepaard met de aflevering van een arbeidskaart aan de werknemer, maar de werkgever moet een afschrift van de voorlopige arbeidsvergunning aan de werknemer overhandigen.

De toekenning van de voorlopige arbeidsvergunning is niet onderworpen aan de voorwaarden bepaald in hoofdstuk IV, afdeling 1, van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 (*Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1999) houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers.

Evenmin is er sprake van de toepassing van artikel 4, § 2, van bovengenoemde wet van 30 april 1999.

Een geschreven arbeidsovereenkomst, conform de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, is evenwel vereist om de voorlopige arbeidsvergunning te bekomen. In geval van tewerkstelling in de tuinbouwsector als seizoenarbeider moet die arbeidsovereenkomst de bepalingen bevatten vermeld in de bijlage bij de omzendbrief van 1 juli 1994 (*Belgisch Staatsblad* van 14 juli 1994) tot wijziging van de omzendbrief van 26 april 1994 (*Belgisch Staatsblad* van 30 april 1994) betreffende de voorlopige toelatingen tot tewerkstelling voor kandidaat-vluchtelingen (asielzoekers).

De voorlopige arbeidsvergunning wordt afgeleverd voor een periode die de duur van de verlenging van het bevel om het grondgebied te verlaten niet mag overschrijden (1 september 2005).

3. Met betrekking tot de indiening van de aanvragen om een voorlopige arbeidsvergunning moeten volgende documenten worden voorgelegd :

- het aanvraagformulier om arbeidsvergunning voor de tewerkstelling van een buitenlandse werknemer;
- een afschrift van de arbeidsovereenkomst;
- een afschrift van het document waaruit blijkt dat, bij toepassing van voornoemde omzendbrief van 9 februari 2005 van de Directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken, de verlenging van de termijn om het grondgebied te verlaten wordt bevestigd.

4. Vanaf de indiening van de aanvraag om voorlopige arbeidsvergunning levert de overheid bevoegd voor de ontvangst ervan (VDAB, FOREm, BGDA, Arbeitsamt) een document af aan de aanvrager, waarin vastgesteld wordt of de aanvraag alle vereiste stukken bevat.

Indien het dossier volledig is, kan de betrokkene onmiddellijk worden tewerkgesteld, op basis van het document dat dit vaststelt.

Wanneer de bevoegde overheid geen negatieve beslissing heeft genomen binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de datum van indiening van een volledige aanvraag, wordt de arbeidsvergunning geacht als zijnde toegekend.

5. Deze omzendbrief treedt in werking op 1 maart 2005.

Brussel, 14 maart 2005.

De Minister van Werk,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

ANNEXE au *Moniteur belge* du 21 mars 2005 – BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 2005

UNIONS PROFESSIONNELLES — BEROEPSVERENIGINGEN

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38008]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Geneeskundige Kring van Leuven-Cercle medical de Louvain, met zetel te Leuven.

De algemene vergadering van 12 februari 2004 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging toe te wijzen aan de V.Z.W. Koninklijke Geneeskundige Kring van Leuven, in overeenstemming met artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38009]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Vlaamse Federatie van Persverspreiders en Aanverwante Persverspreiders Provincie Antwerpen, met zetel te Deurne.

Bij gebrek aan enig actief bestaat er geen aanleiding artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen, toe te passen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38010]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Belgische Tuina Federatie B.T.F., met zetel te Schilde.

De algemene vergadering van 16 maart 2001 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging aan te wenden voor de publicatiekosten in het *Belgisch Staatsblad*.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38011]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Sint-Ambrosiusgilde, met zetel te Baal.

De algemene vergadering van 20 december 1998 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging toe te wijzen aan de V.Z.W. Imkersgilde Sint-Ambrosius Baal en Omstreken I.S.A.B.O., in overeenstemming met artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38012]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Vereniging der Handelaars in Bouwmaterialen der Provincie Antwerpen, met zetel te Antwerpen.

De algemene vergadering van 10 december 2002 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging toe te wijzen aan De Koninklijke Belgische Federatie van Handelaars in Bouwmaterialen FeMa, in overeenstemming met artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38013]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Patronale Kamer der Kleding van Kortrijk en Omliggende, met zetel te Kortrijk.

Bij gebrek aan enig actief bestaat er geen aanleiding artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen, toe te passen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38014]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging beroepsvereniging van de Kappers van het Arrondissement Tongeren, met zetel te Tongeren.

De algemene vergadering van 24 juni 2002 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging toe te wijzen aan de Provinciale beroepsvereniging van Meester Kappers en Kapsters van Limburg, in overeenstemming met artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38015]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging De Paardenkwekers van Oost-Vlaanderen, met zetel te Gent.

De algemene vergadering van 30 januari 2000 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging aan te wenden voor de publicatiekosten in het *Belgisch Staatsblad*.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38016]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Beroepsvereniging van Boeken, Tijdschriften- en Dagbladverkopers van Oost-Vlaanderen, met zetel te Gent.

Bij gebrek aan enig actief bestaat er geen aanleiding artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen, toe te passen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS.

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38017]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Onze Vreugde, met zetel te Zomergem.

Bij gebrek aan enig actief bestaat er geen aanleiding artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen, toe te passen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS



RAAD VAN STATE

[C – 2005/38018]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging De Vlijtige Bie, met zetel te Lede.

De algemene vergadering van 19 maart 2000 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging toe te wijzen aan de Imkersgilde de Vlijtige Bie, in overeenstemming met artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS



RAAD VAN STATE

[C – 2005/38019]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Beroepsvereniging der Invoerders en Agenten-makelaars in cacaobonen, -boter en -poeder « BEVEKAO » - Union professionnelle des Importateurs et Agents-courtiers en fèves, beurre et poudre de cacao « UPCA0 », met zetel te Antwerpen.

De algemene vergadering van 20 maart 1995 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging toe te wijzen aan de Staat, in overeenstemming met artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38020]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Beroepsvereniging der Beenhouwers van Lommel en Omstreken, met zetel te Lommel.

Bij gebrek aan enig actief bestaat er geen aanleiding artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen, toe te passen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38021]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Syndicale Kamer der Verzekeringproducenten van de Provincie Antwerpen - Chambre syndicale des Producteurs d'Assurances de la Province d'Anvers, met zetel te Antwerpen.

De algemene vergadering van 24 maart 1999 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging toe te wijzen aan de Beroepsvereniging van Makelaars in Verzekeringen, Syndicale Kamer van de Provincie Antwerpen, in overeenstemming met artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38022]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging De Verenigde Zuivelhandelaars van Gent en Oost-Vlaanderen, met zetel te Gent.

De algemene vergadering van 8 februari 2000 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging toe te wijzen aan V.Z.W. Tehuis voor Kinderen, in overeenstemming met artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38023]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Beenhouwersbond, met zetel te Blankenberge.

Bij gebrek aan enig actief bestaat er geen aanleiding artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen, toe te passen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38024]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Imkersbond de Klaverbloem, met zetel te Beringen.

De algemene vergadering van 31 oktober 2004 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging aan te wenden voor de publicatiekosten in het *Belgisch Staatsblad*.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38025]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging De Verenigde Beenhouwers van Heist-aan-Zee, Duinbergen, Zeebrugge en Omliggende, met zetel te Heist-aan-Zee.

De algemene vergadering van 17 december 1998 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging toe te wijzen aan de Brugse Beenhouwers- en Spekslagersbond, in overeenstemming met artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge.

Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WAUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38026]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging De Biekorf, met zetel te Humbeek.

De algemene vergadering van 21 november 2004 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging toe te wijzen aan de V.Z.W. Koninklijke Vlaamse Imkersbond, in overeenstemming met artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel. Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WÄUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38027]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Vereniging der Handelaars Bouwmaterialen der Provincie Antwerpen, met zetel te Antwerpen.

De algemene vergadering van 10 december 2002 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging toe te wijzen aan de Koninklijke Belgische Federatie van Handelaren in Bouwmaterialen FeMa, in overeenstemming met artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent. Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WÄUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38028]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Provinciale Vereniging der Houders van Goedgekeurde Hengsten van de Provincie Oost-Vlaanderen, met zetel te Gent.

De algemene vergadering van 22 februari 2003 van voormelde beroepsvereniging heeft beslist het actief van de vereniging toe te wijzen aan V.Z.W. De Paardenkwekers van Oost-Vlaanderen Pakov, in overeenstemming met artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent. Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WÄUTERS

RAAD VAN STATE

[C – 2005/38029]

Bekrachtigingsbeslissing inzake beroepsverenigingen

In uitvoering van artikelen 6 en 7 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen en van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, genomen in uitvoering van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen

De IXe Kamer van de Raad van State bekrachtigt bij beslissing van 14 maart 2005 de akte houdende vrijwillige ontbinding van de beroepsvereniging Brood- en Banketbakkersbond van Ronse en Omstreken, met zetel te Ronse.

Bij gebrek aan enig actief bestaat er geen aanleiding artikel 16 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen, toe te passen.

De statuten en hun bijlagen kunnen worden ingezien op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde. Brussel, 14 maart 2005.

De griffier,
V. WÄUTERS

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

Stad Tongeren

Bekendmaking van openbaar onderzoek
B.P.A. "Hippodroom" partiële herziening

Overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, brengt het college van burgemeester en schepenen van de stad Tongeren ter kennis van de bevolking dat het bijzonder plan van aanleg "Hippodroom" partiële herziening, bestaande uit een plan bestaande toestand, bestemmingsplan en stedenbouwkundige voorschriften, opgemaakt overeenkomstig de wettelijke bepalingen en door de gemeenteraad voorlopig aangenomen in zitting van 22 februari 2005, in het administratief centrum "Praetorium", dienst ruimtelijke ordening en huisvesting (2e verdieping), Maastrichterstraat 10, te 3700 Tongeren, voor iedereen ter inzage ligt van maandag 21 maart 2005, om 8 u. 30 m. tot en met woensdag 20 april 2005, om 12 uur.

Al wie omtrent deze plannen bezwaren of opmerkingen te maken heeft, moet die schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen laten geworden, uiterlijk op 20 april 2005, om 12 uur.

Opgesteld te Tongeren, op maandag 14 maart 2005. (7603)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

Bowling & Squash de Namur, société anonyme,
chaussée de Perwez 251, 5002 Saint-Servais

Numéro d'entreprise 0448.651.724

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le mardi 28 mars 2005, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (6808)

La Marguerite, commanditaire vennootschap op aandelen,
Herbert Hooverlaan 180, 1200 Brussel 20

Ondernemingsnummer 0451.207.970

Jaarvergadering op 5 april 2005, om 9 uur, op de maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Verslag zaakvoerder. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2004. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting zaakvoerder. 5. Rondvraag. Zich richten naar de statuten. (7604)

Vakrima, naamloze vennootschap,
Iepersestraat 382, 8800 Roeselare

Ondernemingsnummer 0436.655.101

Jaarvergadering op de zetel, op 5 april 2005, om 15 uur. — Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. (7605)

Deverka, naamloze vennootschap,
Kerkestukstraat 19, 8870 Izegem

Ondernemingsnummer 0436.731.711

Jaarvergadering op de zetel, op 5 april 2005, om 15 uur. — Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. (7606)

Beltrom, naamloze vennootschap,
Vaartdijk Zuid 9, 8460 Oudenburg

Ondernemingsnummer 0405.241.353

Algemene vergadering op de zetel, op 5 april 2005, om 15 uur. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei (7607)

Namuroise Accinauto, société anonyme,
quai des Charbonnages 76, 1080 Bruxelles

Numéro d'entreprise 0401.369.073

Assemblée générale le 5 avril 2005, à 15 heures, au siège social. Agenda : Rapport C.A. Approbation comptes annuels. Affectation résultat. Décharge administrateurs. (7608)

Aqua Sun Fit, société anonyme,
rue Cache Lannoy 4, 7750 Mont-de-l'Enclus

Numéro d'entreprise 0452.736.216

Assemblée générale le 5 avril 2005, à 10 heures, au siège social. Agenda : Rapport C.A. Approbation comptes annuels. Affectation résultat. Décharge administrateurs. (7609)

Global Construct, société anonyme,
rue Edouard Belin 1, 1435 Mont-Saint-Guibert

R.P.M. Nivelles 0460.228.772

Assemblée générale ordinaire le 8 avril 2005, à 15 heures, au siège social de la société. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2004. 3. Décharge à donner aux administrateurs. (7610)

Gondella, naamloze vennootschap,
Oude Eedstraat 3A, 9810 Eke

BTW 0400.033.047 — RPR Gent

Jaarvergadering op 22 april 2005, om 16 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2004. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (7611)

**De Poorter, naamloze vennootschap,
Sint-Elooistraat 5, 9820 Merelbeke**

BTW 0437.136.636 — RPR Gent

Jaarvergadering op 16 april 2005, om 10 uur, op de zetel. — Dagorde :
1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2004. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (7612)

**Archipel Plantdecoration, naamloze vennootschap,
Dendermondsesteenweg 895, 9070 Destelbergen**

BTW 0458.657.669 — RPR Gent

Jaarvergadering op 12 april 2005, om 17 uur, op de zetel. — Dagorde :
1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 november 2004. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (7613)

**Vicernant, naamloze vennootschap,
Hubert Frère Orbanlaan 638, 9000 Gent**

Ondernemingsnummer 0400.075.312

Daar het wettelijk quorum niet werd bereikt op donderdag 10 maart 2005, worden de aandeelhouders opgeroepen tot de tweede buitengewone algemene vergadering die zal plaatshebben ter studie van notaris Cécile Vandercruyssen, te Gent, Clarissenstraat 36, op donderdag 7 april 2005, om 11 uur, met volgende dagorde :

- Omzetting van het maatschappelijk kapitaal van 5.000.000 BEF in 123.946,76 EUR.

- Wijziging van de vijfde en zesde alinea van artikel 5 van de statuten.

- Wijziging van artikel 13 van de statuten om het in overeenstemming te brengen met de nieuwe wetgeving.

- Schrapping van iedere verwijzing in de statuten naar wetsartikelen uit de vroegere vennootschappenwet en vervanging door een verwijzing naar het nieuwe Wetboek van vennootschappen. In het bijzonder betreft het de artikelen 7, 14, 20, 25, 26, 27 en 29 der statuten.

- Wijziging artikel 15 en 21 der statuten. Coördinatie. (7614)

**A.M.G. Immo Incasso en Service, naamloze vennootschap,
Meerstraat 37, bus 17, 1000 Brussel**

Ondernemingsnummer 0458.474.557

Op de raad van bestuur d.d. 3 maart 2005, wordt met unanimitéit beslist om de algemene vergadering vast te stellen op 30 maart 2005.

Da agendapunten die op deze algemene vergadering worden behandeld zijn de volgende :

- 1) verslag van de raad van bestuur;
 - 2) goedkeuring van de jaarrekening;
 - 3) bestemming van het resultaat over het boekjaar 2003-2004;
 - 4) kwijting aan de bestuurders;
 - 5) goedkeuring wedde;
 - 6) intresten lopende rekeningen/kapitaal.
- (Get.) Edwin Michils, gedelegeerd bestuurder. (7615)

**Sivek, naamloze vennootschap,
bevek naar Belgisch recht,
Havenlaan 2, 1080 Brussel**

Rechtspersonenregister 0444.662.252

Oproepingsbericht voor de jaarlijkse algemene vergadering

De jaarvergadering der aandeelhouders van Sivek N.V. zal plaatsvinden op 6 april 2005, om 14 uur, in de gebouwen van KBC Bank N.V., Havenlaan 2, 1080 Brussel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris per compartiment.

2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2004 en van het voorstel tot winstverdeling per compartiment.

Voorstel tot besluit : de raad van bestuur stelt voor de jaarrekening per 31 december 2004 en het voorstel tot winstverdeling per compartiment goed te keuren.

3. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris per compartiment.

Voorstel van besluit : de raad van bestuur stelt voor de bestuurders en de commissaris per compartiment kwijting te verlenen.

4. Herbenoeming van Deloitte & Touche bedrijfsrevisoren B.V. o.v.v.e. C.V.B.A., met als vertegenwoordigend vennoot de heer Joseph Vlamincx, bedrijfsrevisor en revisor erkend door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen, Lange Lozanastraat 270, 2018 Antwerpen, als commissaris van de vennootschap voor een periode van 3 jaar van de jaarvergadering van 2005 tot de jaarvergadering van 2008.

Voorstel : de raad van bestuur stelt voor Deloitte & Touche bedrijfsrevisoren B.V. o.v.v.e. C.V.B.A., met als vertegenwoordigend vennoot de heer Joseph Vlamincx, bedrijfsrevisor en revisor erkend door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen, Lange Lozanastraat 270, 2018 Antwerpen, te herbenoemen als commissaris van de vennootschap voor een periode van 3 jaar van de jaarvergadering van 2005 tot de jaarvergadering van 2008.

5. Varia.

Over de punten op de dagorde wordt geldig beslist bij meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, zonder dat een aanwezigheidsquorum vereist is.

Wanneer de aandelen eenzelfde waarde hebben, geven zij elk recht op één stem. Wanneer zij niet dezelfde waarde hebben, vertegenwoordigt elk, van rechtswege, een aantal stemmen evenredig aan het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt, waarbij het aandeel dat de zwakste quotiteit vertegenwoordigt voor één stem geteld wordt. Er wordt geen rekening gehouden met breuken van stemmen. Een aandeelhouder mag zich laten vertegenwoordigen.

De aandelen kunnen neergelegd worden tot 31 maart 2005 in alle kantoren van KBC Bank N.V., CBC Banque N.V. en Centea N.V.

(7616)

De raad van bestuur.

**Cofinimmo, naamloze vennootschap,
Vastgoedbeleggingsvennootschap met vast kapitaal
naar Belgisch recht**

Maatschappelijke zetel : Woluwelaan 58, 1200 Brussel.

Rechtspersonenregister, nr. 0426 184 049.

Omdat de buitengewone algemene vergadering van 15 maart 2005 het wettelijke vereiste aanwezigheidsquorum niet heeft gehaald worden de aandeelhouders uitgenodigd voor de buitengewone algemene vergadering in de maatschappelijke zetel op vrijdag 8 april 2005 om 16.00 uur, om te beslissen over de volgende agendapunten :

A. FUSIE DOOR OVERNAME VAN DE N.V. "IMMOBILIERE DE LOCATION DU QUARTIER LEOPOLD"

1. Voorstel, voorafgaande verslagen en verklaringen

1.1. Fusievoorstel opgesteld conform artikel 693 van het Wetboek vennootschappen, door de raden van bestuur van de naamloze vennootschap "COFINIMMO", overnemende vennootschap, en de

naamloze vennootschap "IMMOBILIERE DE LOCATION DU QUARTIER LEOPOLD" (0.427.986.368) met maatschappelijke zetel te 1200 Brussel, Woluwelaan 58, over te nemen vennootschap, aangenomen op drieëntwintig december tweeduizend en vier en in hun respectieve dossiers neergelegd ter griffie van de Handelsrechtbank van Brussel op vierentwintig december tweeduizend en vier.

1.2. Speciaal verslag van de raad van bestuur over de hiervoor geplande fusie, dat op zevenentwintig januari tweeduizend en vijf werd goedgekeurd in toepassing van artikel 694 van het Wetboek vennootschappen.

1.3. Verslag van de Commissaris over de hiervoor geplande fusie, opgesteld op zevenentwintig januari tweeduizend en vijf in toepassing van artikel 695 van het Wetboek vennootschappen.

Elke aandeelhouder die voldoet aan de vereiste formaliteiten om toegelaten te worden tot de vergadering ontvangt onmiddellijk op gewoon verzoek een kopie van de hierboven vermelde documenten onverminderd zijn recht om in toepassing van artikel 697, § 2 van het Wetboek vennootschappen inzage te krijgen in de jaarrekeningen van de drie laatste boekjaren van de twee betrokken vennootschappen en van de beheers- en revisieverslagen die daarop betrekking hebben.

1.4. Mededeling van wijzigingen in de situatie van de twee betrokken vennootschappen die zich zouden hebben voorgedaan sinds de datum van opstelling van het hierboven vermelde fusievoorstel, in toepassing van artikel 696 van het Wetboek vennootschappen.

1.5. Mededeling over de evaluatie van de gebouwen die eigendom zijn van de vennootschap "COFINIMMO" en de vennootschappen die ze controleert, en die werd opgesteld conform artikel 58 van het koninklijk besluit van 10 april 1995 over vastgoedbevaks.

2. Fusie en kapitaalverhoging

2.1. Fusievoorstel tot via overname van het integrale vermogen van de burgerlijke vennootschap onder de vorm van een handelsvennootschap "IMMOBILIERE DE LOCATION DU QUARTIER LEOPOLD" (RPR nr. 0.427.986.368), over te nemen vennootschap, via de toekenning aan haar aandeelhouders, andere dan de overnemende vennootschap, van honderd negenendertig (139) nieuwe gewone aandelen van de vennootschap "COFINIMMO" die uit te geven zijn in het kader van de kapitaalverhoging waarvan sprake hierna, zonder opleg, hetzij zevenentwintig komma achtduizend vijfhonderd vierenveertig (27,8544) aandelen Cofinimmo voor één (1) aandeel van de overgenomen vennootschap. Alle handelingen die sinds een januari tweeduizend en vijf door de overgenomen vennootschap worden uitgevoerd, worden geacht als zijnde gerealiseerd voor rekening van de overnemende vennootschap.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

2.2. Voorstel om het maatschappelijk kapitaal bijgevolg te verhogen ten belope van zevenduizend vierhonderd en twaalf euro zevenentachtig cent (€ 7.412,87), via de creatie van honderd negenendertig (139) uit te geven volledig volgestorte nieuwe gewone aandelen die genieten van dezelfde rechten en voordelen als de bestaande gewone aandelen van de vennootschap, met resultaatgerechtigdheid op één januari tweeduizend en vijf (dividend betaalbaar in tweeduizend en zes). Het verschil tussen de globale waarde van emissie van nieuwe aandelen en het bedrag van de kapitaalverhoging, nl. een bedrag van achtduizend tweehonderd éénentachtig euro tweeëntwintig cent (€ 8.281,62) moet worden geboekt op een rekening « emissiepremie » die net als het kapitaal onbeschikbaar zal worden verklaard.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

2.3. Voorstel om de volgende statutaire bepalingen te wijzigen teneinde ze in overeenstemming te brengen met de genomen beslissingen :

- Artikel 7 « Kapitaal », vervanging van punt 1 door de volgende tekst :

« Het maatschappelijk kapitaal wordt vastgesteld op zeshonderd en drie miljoen vierhonderd zesenvijftig duizend zestien euro vierenveertig cent (€ 603.456.016,44).

Het wordt vertegenwoordigd door elf miljoen driehonderd zestien duizend zevenhonderd tweeëntwintig (11.316.722) volledig volgestorte Aandelen die elk een identiek deel van het kapitaal vertegenwoordigen, hetzij negen miljoen achthonderd zestien duizend negenhonderd zesenvijftig (9.816.956) Gewone Aandelen zonder vermelding van

nominale waarde, genummerd van 1 tot 9.816.956, en door één miljoen vierhonderdneegenennegentigduizend zevenhonderd zesenzestig (1.499.766) Bevoorrechte Aandelen zonder vermelding van nominale waarde, hetzij een reeks van zevenhonderd en tweeduizend vierhonderd negentig (702.490) Bevoorrechte Aandelen P1 en een reeks van zevenhonderdzevenennegentigduizend tweehonderd zesenzeventig (797.276) Bevoorrechte Aandelen P2. »

- Artikel 8 : aanvulling van de historiek van de vorming van het kapitaal.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

2.4. Voorstel om de te nemen beslissingen over de bovenstaande punten te onderwerpen aan de opschortende voorwaarde van de stemming door de algemene vergadering van aandeelhouders van de over te nemen vennootschap "IMMOBILIERE DE LOCATION DU QUARTIER LEOPOLD", die in principe wordt gehouden op vijftien maart tweeduizend en vijf, van de overeenstemmende beslissingen over haar fusie door overname door huidige vennootschap.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

2.5. In desbetreffend geval, vaststelling van de definitieve verwezenlijking van de fusie en de kapitaalverhoging.

B. FUSIE DOOR OVERNAME VAN DE B.V.B.A. "BETA INVEST"

1. Voorstel, voorafgaande verslagen en verklaringen

1.1. Fusievoorstel opgesteld conform artikel 693 van het Wetboek vennootschappen, door de raad van bestuur van de naamloze vennootschap "COFINIMMO", overnemende vennootschap, en het college van zaakvoerders van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid "BETA INVEST" (RPR 0.450.927.165) met maatschappelijke zetel te 1200 Brussel, Woluwelaan 58, over te nemen vennootschap, aangenomen op drieëntwintig december tweeduizend en vier en in hun respectieve dossiers neergelegd ter griffie van de Handelsrechtbank van Brussel op vierentwintig december tweeduizend en vier.

1.2. Speciaal verslag van de raad van bestuur over de hiervoor geplande fusie, dat op zevenentwintig januari tweeduizend en vijf werd goedgekeurd in toepassing van artikel 694 van het Wetboek vennootschappen.

1.3. Verslag van de commissaris over de hiervoor geplande fusie, opgesteld op zevenentwintig januari tweeduizend en vijf in toepassing van artikel 695 van het Wetboek vennootschappen.

Elke aandeelhouder die voldoet aan de vereiste formaliteiten om toegelaten te worden tot de vergadering ontvangt onmiddellijk op gewoon verzoek een kopie van de hierboven vermelde documenten onverminderd zijn recht om in toepassing van artikel 697, § 2 van het Wetboek vennootschappen inzage te krijgen in de jaarrekeningen van de drie laatste boekjaren van de twee betrokken vennootschappen en van de beheers- en revisieverslagen die daarop betrekking hebben.

1.4. Mededeling van wijzigingen in de situatie van de betrokken vennootschappen die zich zouden hebben voorgedaan sinds de datum van opstelling van het hierboven vermelde fusievoorstel, in toepassing van artikel 696 van het Wetboek vennootschappen.

1.5. Mededeling over de evaluatie van de gebouwen die eigendom zijn van de vennootschap "COFINIMMO" en de vennootschappen die ze controleert, en die werd opgesteld conform artikel 58 van het koninklijk besluit van 10 april 1995 over vastgoedbevaks.

2. Fusie en kapitaalverhoging

2.1. Fusievoorstel via overname van haar integrale vermogen, van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid "BETA INVEST" (RPR n° 0.450.927.165), over te nemen vennootschap, door de toekenning aan haar vennoten andere dan de overnemende vennootschap, van duizend zevenhonderd en elf (1.711) nieuwe gewone aandelen van de vennootschap "COFINIMMO" die uit te geven zijn in het kader van de kapitaalverhoging waarvan sprake hierna, zonder opleg, hetzij twee komma achtendertigduizend negenhonderd eenenvijftig (2,38951) aandelen Cofinimmo voor één (1) aandeel van de overgenomen vennootschap. Alle handelingen die sinds een januari tweeduizend en vijf door de overgenomen vennootschap worden uitgevoerd, worden geacht als zijnde gerealiseerd voor rekening van de overnemende vennootschap.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

2.2. Voorstel om het maatschappelijk kapitaal bijgevolg te verhogen ten belope van eenennegentigduizend tweehonderd zevenveertig euro drieënzestig cent (€ 91.247,63), via de creatie van duizend zevenhonderd en elf (1.711) uit te geven volledig volgestorte nieuwe gewone aandelen die genieten van dezelfde rechten en voordelen als de bestaande gewone aandelen van de vennootschap, met resultaatgerechtigdheid op een januari tweeduizend en vijf (dividend betaalbaar in tweeduizend en zes). Het verschil tussen de globale waarde van emissie van nieuwe aandelen en het bedrag van de kapitaalverhoging, nl. een bedrag van honderdeneenzestig negenhonderd eenenveertig euro achtendertig cent (€ 101.941,38) moet worden geboekt op een rekening « emissiepremie » die net als het kapitaal onbeschikbaar zal worden verklaard.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

2.3. Voorstel om de volgende statutaire bepalingen te wijzigen teneinde ze in overeenstemming te brengen met de genomen beslissingen :

- Artikel 7 « Kapitaal », vervanging van punt 1 door de volgende tekst :

« Het maatschappelijk kapitaal wordt vastgesteld op zeshonderd en drie miljoen vijfhonderdzevenveertigduizend tweehonderd vierenzestig euro zeven cent (€ 603.547.264,07).

Het wordt vertegenwoordigd door elf miljoen driehonderdachtien-duizend vierhonderd drieëndertig (11.318.433) volledig volgestorte Aandelen die elk een identiek deel van het kapitaal vertegenwoordigen, hetzij negen miljoen achthonderdachtien-duizend zeshonderd zevenenzestig (9.818.667) Gewone Aandelen zonder vermelding van nominale waarde, genummerd van 1 tot 9.818.667, en door één miljoen vierhonderdnegenennegentigduizend zevenhonderd zesenzestig (1.499.766) Bevoorrechte Aandelen zonder vermelding van nominale waarde, hetzij een reeks van zevenhonderdentweeduizend vierhonderd negentig (702.490) Bevoorrechte Aandelen P1 en een reeks van zevenhonderdzevenennegentigduizend tweehonderd zesenzeventig (797.276) Bevoorrechte Aandelen P2. »

- Artikel 8 : aanvulling van de historiek van de vorming van het kapitaal.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

2.4. Voorstel om de te nemen beslissingen over de bovenstaande punten te onderwerpen aan de opschortende voorwaarde van de stemming door de algemene vergadering van vennoten van de over te nemen vennootschap "BETA INVEST", die in principe wordt gehouden op vijftien maart tweeduizend en vijf, van de overeenstemmende beslissingen over haar fusie door overname door huidige vennootschap.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

2.5. In desbetreffend geval, vaststelling van de definitieve verwezenlijking van de fusie en de kapitaalverhoging.

C. FUSIE DOOR OVERNAME VAN DE NV " NORTH GALAXY "

1. Voorstel, voorafgaande verslagen en verklaringen

1.1. Fusievoorstel opgesteld conform artikel 693 van het Wetboek vennootschappen, door de raden van bestuur van de naamloze vennootschap "COFINIMMO", overnemende vennootschap, en de naamloze vennootschap "NORTH GALAXY" (RPR 0.461.219.855) met maatschappelijke zetel te 1030 Brussel, Leuvensesteenweg 710, over te nemen vennootschap, aangenomen op drieëntwintig december tweeduizendenvier en in hun respectieve dossiers neergelegd ter griffie van de Handelsrechtbank van Brussel op vierentwintig december tweeduizend en vier.

1.2. Speciaal verslag van de raad van bestuur over de hiervoor geplande fusie, dat op zevenentwintig januari tweeduizend en vijf werd goedgekeurd in toepassing van artikel 694 van het Wetboek vennootschappen.

1.3. Verslag van de commissaris over de hiervoor geplande fusie, opgesteld op zevenentwintig januari tweeduizendenvijf in toepassing van artikel 695 van het Wetboek vennootschappen.

Elke aandeelhouder die voldoet aan de vereiste formaliteiten om toegelaten te worden tot de vergadering ontvangt onmiddellijk op gewoon verzoek een kopie van de hierboven vermelde documenten

onverminderd zijn recht om in toepassing van artikel 697, § 2 van het Wetboek vennootschappen inzage te krijgen in de jaarrekeningen van de drie laatste boekjaren van de twee betrokken vennootschappen en van de beheers- en revisieverslagen die daarop betrekking hebben.

Indien er zich, na datum van de algemene vergadering van de vennootschap "COFINIMMO" die de fusie goedkeurde en vóór deze van de vennootschap "NORTH GALAXY", een substantiële wijziging van de respectievelijke waarden in het vastgoedvermogen van beide vennootschappen zou voordoen waardoor de ruilverhouding verandert, zal er een nieuwe algemene vergadering van "COFINIMMO" worden opgeroepen om zich hierover met kennis van zaken uit te spreken.

1.4. Mededeling van wijzigingen in de situatie van de naamloze vennootschap "COFINIMMO", overnemende vennootschap, en de naamloze vennootschap "NORTH GALAXY" over te nemen vennootschap, die zich zouden hebben voorgedaan sinds de datum van opstelling van het hierboven vermelde fusievoorstel, in toepassing van artikel 696 van het Wetboek vennootschappen.

1.5. Mededeling over de evaluatie van de gebouwen die eigendom zijn van "COFINIMMO" en de vennootschappen die ze controleert, en die werd opgesteld conform artikel 58 van het koninklijk besluit van 10 april 1995 over vastgoedbevaks.

2. Fusie en kapitaalverhoging

2.1. Fusievoorstel via overname van het integrale vermogen van de naamloze vennootschap "NORTH GALAXY" (RPR nr. 0.461.219.855), over te nemen vennootschap, via de toekenning aan haar aandeelhouders, andere dan de overnemende vennootschap, van drieduizend achthonderd drieënvjeertig (3.843) nieuwe gewone aandelen van de vennootschap "COFINIMMO" of elk ander aantal nieuwe gewone aandelen van de vennootschap "COFINIMMO" die resulteert uit de intrinsieke waarde van deze vennootschap of de over te nemen vennootschap geprojecteerd naar 31 maart 2005, die uit te geven zijn in het kader van de kapitaalverhoging waarvan sprake hierna, zonder opleg, hetzij tweehonderd veertig komma tweeduizend honderd achtentwintig (240,2128) aandelen Cofinimmo voor één (1) aandeel van de overgenomen vennootschap en dit onder de opschortende voorwaarde bedoeld in punt 2.4 hierna. Alle handelingen die sinds een januari tweeduizend en vijf door de overgenomen vennootschap worden uitgevoerd, worden geacht als zijnde gerealiseerd voor rekening van de overnemende vennootschap.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

2.2. Voorstel om het maatschappelijk kapitaal bijgevolg te verhogen ten belope van tweehonderdenvierduizend negenhonderd zevenveertig euro negentien cent (€ 204.947,19), via de creatie van drieduizend achthonderd drieënvjeertig (3.843) uit te geven volledig volgestorte nieuwe gewone aandelen die genieten van dezelfde rechten en voordelen als de bestaande gewone aandelen van de vennootschap, met resultaatgerechtigdheid op een januari tweeduizend en vijf (dividend betaalbaar in tweeduizend en zes). Het verschil tussen de globale waarde van emissie van nieuwe aandelen en het bedrag van de kapitaalverhoging, nl. een bedrag van tweehonderd achtentwintigduizend negenhonderd vijftenzestig euro vierennegentig cent (€ 228.965,94) moet worden geboekt op een rekening « emissiepremie » die net als het kapitaal onbeschikbaar zal worden verklaard. De cijfers kunnen worden aangepast in functie van de intrinsieke waarde van Cofinimmo of van de over te nemen vennootschap, geprojecteerd naar 31 maart 2005.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

2.3. Voorstel om de volgende statutaire bepalingen te wijzigen teneinde ze in overeenstemming te brengen met de genomen beslissingen, hetzij, onder voorbehoud van de hierboven bedoelde eventuele aanpassing :

- Artikel 7 « Kapitaal », vervanging van punt 1 door de volgende tekst :

« Het maatschappelijk kapitaal wordt vastgesteld op zeshonderd en drie miljoen zevenhonderdtweënvijftigduizend tweehonderd en elf euro zesentwintig cent (€ 603.752.211,26).

Het wordt vertegenwoordigd door elf miljoen driehonderd tweeëntwintigduizend tweehonderd zesenzeventig (11.322.276) volledig volgestorte Aandelen die elk een identiek deel van het kapitaal

vertegenwoordigen, hetzij negen miljoen achthonderdtweëntigduizend vijfhonderd en tien (9.822.510) Gewone Aandelen zonder vermelding van nominale waarde, genummerd van 1 tot 9.822.510, en door één miljoen vierhonderd negennegentigduizend zevenhonderd zesenzeventig (1.499.766) Bevoorrechte Aandelen zonder vermelding van nominale waarde, hetzij een reeks van zevenhonderdentweeduizend vierhonderd negentig (702.490) Bevoorrechte Aandelen P1 en een reeks van zevenhonderd zevenennegentigduizend tweehonderd zesenzeventig (797.276) Bevoorrechte Aandelen P2. »

- Artikel 8 : aanvulling van de historiek van de vorming van het kapitaal.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

2.4. Voorstel om de te nemen beslissingen over de bovenstaande punten te onderwerpen aan de opschortende voorwaarde van de stemming door de algemene vergadering van aandeelhouders van de over te nemen vennootschap "NORTH GALAXY", tussen acht april en éénendertig december tweeduizend en vijf, van de overeenstemmende beslissingen over haar fusie door overname door huidige vennootschap.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

D. NIEUWE BEPALINGEN INZAKE HET TOEGESTANE KAPITAAL

1. Speciaal verslag van de raad van bestuur op basis van artikel 604 van het Wetboek vennootschappen waarvan kopie ter beschikking werd gesteld van de aandeelhouders overeenkomstig artikel 535 van het Wetboek vennootschappen.

2. Nieuwe machtiging aan de raad van bestuur.

Voorstel om de machtiging die aan de raad van bestuur werd gegeven door de algemene vergadering van dertig april tweeduizend en vier (hetzij een toegestaan kapitaal van vijfhonderd zesenveertig miljoen achthonderdeenentachtigduizend achtenzeventig euro zesenveertig cent (€ 546.881.078,26) waarvan het beschikbare saldo momenteel vierhonderddertien duizend vijfhonderd tweeënvijftig euro vijfnegentig cent (€ 490.313.552,95) bedraagt, te vervangen door een nieuwe machtiging om het onderschreven toegestaan kapitaal in toepassing van artikels 603 en volgende van het Wetboek vennootschappen, in één of meerdere keren te verhogen, volgens de termijnen en bepalingen in het nieuwe artikel 7 van de statuten, ten belope van een maximum bedrag dat gelijk is aan het onderschreven kapitaal na de realisatie van de bedoelde fusies in punten A & B hiervoor maar afgerond op zeshonderd miljoen euro (€ 600.000.000). Deze beslissing gaat voor een periode van vijf jaar van kracht op de datum van bekendmaking van de notulen waarin haar goedkeuring wordt vermeld.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

Voorstel om de machtiging die aan de raad van bestuur werd verleend door de buitengewone algemene vergadering van veertien mei tweeduizend en twee, overeenkomstig de bepalingen van artikel 607 van het Wetboek vennootschappen, om over te gaan tot een of meerdere kapitaalverhogingen, meer bepaald via inbreng in natura, in geval van een openbaar overnamebod, na ontvangst door de vennootschap van de mededeling bedoeld in artikel 607 van het Wetboek vennootschappen, te vervangen door een nieuwe identieke machtiging die drie jaar geldig is.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

3. Voorstel om bijgevolg artikel 7.2 van de statuten te wijzigen :

Voorstel om de twee eerste alinea's van punt 2. Toegestaan kapitaal van artikel 7 van de statuten te vervangen door de twee volgende alinea's daar het maximaal te integreren bedrag zal worden vastgelegd op het moment van de vergadering teneinde overeen te komen met het bedrag van het kapitaal zoals dit definitief zal worden vastgelegd en onderschreven na afloop van de fusies bedoeld in punten A & B hiervoor :

« De raad van bestuur is uitdrukkelijk gemachtigd om het maatschappelijk kapitaal in één of meerdere keren te verhogen ten belope van een maximum bedrag van EUR 600.000.000 op de data en op de wijze die door de raad van bestuur zal worden bepaald, conform

artikel 603 van het Wetboek vennootschappen. Bij een kapitaalverhoging die vergezeld gaat van een storting of een boeking van een emissiepremie, wordt enkel het bij het kapitaal ingeschreven bedrag afgetrokken van het bruikbaar blijvend bedrag van het statutair kapitaal.

Deze machtiging wordt toegestaan voor een periode van vijf jaar te tellen vanaf de bekendmaking in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 8 april tweeduizend en vijf. »

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

Voorstel om de tekst van de vijfde alinea van hetzelfde punt te vervangen door de volgende nieuwe alinea :

« Onverminderd de machtiging die aan de raad van bestuur overeenkomstig de vorige alinea's werd verleend, heeft de buitengewone algemene vergadering van acht april tweeduizend en vijf de raad van bestuur uitdrukkelijk ertoe gemachtigd overeenkomstig de bepalingen van artikel 607 van het Wetboek vennootschappen, om over te gaan tot een of meerdere kapitaalverhogingen, meer bepaald via inbreng in natura, in geval van een openbaar overnamebod, na ontvangst door de vennootschap van de mededeling bedoeld in artikel 607 van het Wetboek vennootschappen. De kapitaalverhogingen die door de raad van bestuur werden gerealiseerd krachtens deze machtiging worden geboekt bij het kapitaal dat door dit artikel statutair blijft. Deze machtiging is geen beperking van de machten van de raad van bestuur om verrichtingen te realiseren gebruik makend van het toegestane kapitaal, andere dan bedoeld in artikel 607 van het Wetboek vennootschappen.

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

E. MACHTIGING OM EIGEN AANDELEN TE VERWERVEN, IN PAND TE NEMEN OF OVER TE DRAGEN

1. Voorstel tot toekenning aan de raad van bestuur in het kader van artikel 620 van het Wetboek vennootschappen :

De vergadering beslist om aan de raad van bestuur in het kader van artikel 620 van het Wetboek vennootschappen toe te kennen :

- een nieuwe speciale machtiging, die drie jaar geldig is, te tellen vanaf de bekendmaking van de notulen waarin haar goedkeuring wordt vermeld, om voor rekening van Cofinimmo eigen aandelen van de vennootschap te verwerven, in pand te nemen of over te dragen zonder voorafgaande beslissing van de algemene vergadering, wanneer deze verwerving noodzakelijk is om ernstige en dreigende schade voor de vennootschap te vermijden.

- een nieuwe algemene machtiging, die achttien maanden geldig is, te tellen vanaf haar goedkeuring, om voor rekening van Cofinimmo eigen aandelen van de vennootschap te verwerven, in pand te nemen of over te dragen (zelfs buiten de beurs) tegen een eenheidsprijs van minstens 15 % onder de slotbeurskoers van de dag voorafgaand aan de dag van de transactie en hoogstens 15 % boven de slotbeurskoers van de dag voorafgaand aan de dag van de transactie zonder dat Cofinimmo op geen enkel ogenblik meer dan tien procent van de totale uitgegeven aandelen mag bezitten.

2. Overeenkomstige statutaire wijziging :

Voorstel om de alinea's 2 en 3 van punt drie van artikel 7 van de statuten te vervangen door de twee volgende alinea's :

« De raad van bestuur is speciaal gemachtigd, voor een periode van drie jaar, te tellen vanaf de bekendmaking van de buitengewone algemene vergadering van acht april tweeduizend en vijf, om voor rekening van Cofinimmo eigen aandelen van de vennootschap te verwerven, in pand te nemen of over te dragen zonder voorafgaande beslissing van de algemene vergadering, wanneer deze verwerving of overdracht noodzakelijk is om ernstige en dreigende schade voor de vennootschap te vermijden.

Bovendien kan de raad van bestuur tijdens een periode van achttien maanden volgend op deze vergadering van acht april tweeduizend en vijf, voor rekening van Cofinimmo eigen aandelen van de vennootschap verwerven, in pand nemen of overdragen (zelfs buiten de beurs)

tegen een eenheidsprijs van minstens vijftien percent onder de slotbeurskoers van de dag voorafgaand aan de dag van de transactie en hoogstens vijftien percent boven de slotbeurskoers van de dag voorafgaand aan de dag van de transactie zonder dat Cofinimmo op geen enkel ogenblik meer dan tien procent van de totale uitgegeven aandelen mag bezitten. »

De raad van bestuur verzoekt u om dit voorstel goed te keuren.

F UITVOERINGSBEVOEGDHEDEN

Voorstel om aan de raad van bestuur alle uitvoeringsbevoegdheden te verlenen aan twee bestuurders van deze vennootschap die gezamenlijk handelen en met de mogelijkheid van subdelegatie, alle handtekeningbevoegdheid te verlenen voor alle bijkomende of rechtzettende akten, in geval van vergissing of weglating in verband met de door de overgenomen vennootschappen overgedragen elementen, en aan elke derde alle vertegenwoordigingsbevoegdheden te verlenen met het oog op het realiseren van elke wijziging of opheffing van inschrijving bij alle openbare of privébesturen.

De raad van bestuur verzoekt u om dit laatste voorstel goed te keuren.

Daar de algemene vergadering van 15 maart 2005 niet het vereiste quorum heeft gehaald, wordt er gepreciseerd dat de algemene vergadering mag beslissen over de voorstellen in verband met de fusies, de verhoging van het kapitaal en de statutaire wijzigingen, welke ook het aantal van de aanwezige of vertegenwoordigde aandelen ook is.

Om deze algemene vergadering bij te wonen of er zich te laten vertegenwoordigen, dienen de aandeelhouders te voldoen aan de bepalingen van artikel 23 van de statuten.

De effecten aan toonder moeten uiterlijk op dinsdag 5 april 2005 en uitsluitend worden neergelegd :

* in de maatschappelijke zetel, 1200 Brussel, Woluwelaan 58

OF

* bij FORTIS BANK, 1000 Brussel, Warandeborg 3 en haar zetels, agentschappen en kantoren,

OF

* bij DEXIA BANK, 1000 Brussel, Pachecolaan 44 en haar zetels, agentschappen en kantoren,

OF

* bij BANK DEGROOF, 1040 Brussel, Nijverheidsstraat 44,

OF

* bij ING BELGIË, 1000 Brussel, Marnixlaan 24 en haar zetels, agentschappen en kantoren,

OF

* bij KBC BANK, 1080 Brussel, Havenlaan 2 en haar zetels, agentschappen en kantoren,

De houders van effecten op naam moeten uiterlijk op dinsdag 5 april 2005 ofwel hun certificaten op naam neerleggen in de maatschappelijke zetel, ofwel de raad van bestuur per aangetekend schrijven op de hoogte brengen van hun voornemen om de vergadering bij te wonen.

De aandeelhouders die de formaliteiten om toegelaten te worden tot de algemene buitengewone vergadering uiterlijk zeven dagen voor deze vergadering hebben uitgevoerd, hetzij vrijdag 1 april 2005, ontvangen onmiddellijk de documenten bedoeld in artikel 535 van het Wetboek vennootschappen, alsook het bijkomend verslag van de raad van bestuur van 11 maart 2005. Deze documenten worden in de maatschappelijke zetel ter beschikking gesteld van de aandeelhouders die de hiervoor vermelde formaliteiten na die datum hebben vervuld.

(7617)

Société anonyme "COFINIMMO", sicaif immobilière de droit belge, ayant son siège social à 1200 Bruxelles, boulevard de la Woluwe 58

Inscrite au registre des personnes morales de Bruxelles et assujettie partiellement à la taxe sur la valeur ajoutée, sous le numéro BE 426.184.049

L'assemblée générale extraordinaire du 15 mars 2005 n'ayant pas recueilli le quorum de présence légalement requis, les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra à 1200 Bruxelles, boulevard de la Woluwe 58, le vendredi 8 avril 2005, à 16 heures, avec l'ordre du jour suivant :

A. FUSION PAR ABSORPTION DE LA S.A. "IMMOBILIERE DE LOCATION DU QUARTIER LEOPOLD"

1. Projet, rapports et déclarations préalables

1.1. Projet de fusion établi conformément à l'article 693 du Code des sociétés, par les conseils d'administration de la société anonyme "COFINIMMO", société absorbante, et de la société anonyme "IMMOBILIERE DE LOCATION DU QUARTIER LEOPOLD" (0.427.986.368), ayant son siège social à 1200 Bruxelles, boulevard de la Woluwe 58, société à absorber, adopté le vingt-trois décembre deux mille quatre, et déposé en leurs dossiers respectifs au greffe du Tribunal de Commerce de Bruxelles le vingt-quatre décembre deux mille quatre.

1.2. Rapport spécial du conseil d'administration sur la fusion projetée ci-avant, adopté le vingt-sept janvier deux mille cinq, en application de l'article 694 du Code des sociétés.

1.3. Rapport du commissaire sur la fusion projetée ci-avant, établi en date du vingt-sept janvier deux mille cinq, en application de l'article 695 du Code des sociétés.

Tout actionnaire ayant accompli les formalités d'admission à l'assemblée recevra sans délai sur simple demande une copie des documents ci-dessus, sans préjudice à son droit d'obtenir communication, par application de l'article 697, § 2 du Code des sociétés, des comptes annuels des trois derniers exercices comptables des deux sociétés concernées, ainsi que des rapports de gestion et de révision y afférents.

1.4. Communication, en application de l'article 696 du Code des sociétés, des modifications de la situation des deux sociétés concernées, qui seraient intervenues depuis la date de l'établissement du projet de fusion susmentionné.

1.5. Communication de l'évaluation effectuée conformément à l'article 58 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 relatif aux sicaif immobilières, des immeubles détenus par "COFINIMMO" et les sociétés dont elle a le contrôle.

2. Fusion et augmentation de capital

2.1. Proposition de fusion avec la société civile à forme commerciale de société anonyme "IMMOBILIERE DE LOCATION DU QUARTIER LEOPOLD" (RPM n° 0.427.986.368), société à absorber, par voie d'absorption de l'intégralité de son patrimoine, moyennant l'attribution à ses actionnaires autres que la société absorbante, de cent trente-neuf (139) Actions ordinaires nouvelles de la société "COFINIMMO" à émettre dans le cadre de l'augmentation de capital dont question ci-après, sans soulte, soit vingt-sept virgule huit mille cinq cent quarante-quatre (27,8544) actions Cofinimmo pour une (1) action de la société absorbée, toutes les opérations réalisées par la société absorbée depuis le premier janvier deux mille cinq étant considérées comme accomplies pour le compte de la société absorbante.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

2.2. Proposition d'augmenter en conséquence le capital social à concurrence de sept mille quatre cent douze euros quatre-vingt-sept cents (€ 7.412,87), par la création de cent trente-neuf (139) Actions ordinaires nouvelles, à émettre entièrement libérées, et bénéficiant des mêmes droits et avantages que les actions ordinaires existantes de la société, avec jouissance au premier janvier deux mille cinq (dividende payable en deux mille six), la différence entre la valeur globale d'émission des actions nouvelles et le montant de l'augmentation du capital, à savoir une somme de huit mille deux cent quatre-vingt-un euros soixante-deux cents (€ 8.281,62) devant être portée à un compte « prime d'émission » qui sera déclaré indisponible au même titre que le capital.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

2.3. Proposition de modifier les dispositions statutaires suivantes pour les mettre en concordance avec les décisions prises :

- Article 7 « Capital », remplacement du point 1^{er} par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à six cent trois millions quatre cent cinquante-six mille seize euros quarante-quatre cents (€ 603.456.016,44).

Il est représenté par onze millions trois cent seize mille sept cent vingt-deux (11.316.722) Actions entièrement libérées représentant chacune une part égale du capital, soit neuf millions huit cent seize mille neuf cent cinquante-six (9.816.956) Actions Ordinaires sans désignation de valeur nominale, numérotées de 1 à 9.816.956, et par un million quatre cent nonante-neuf mille sept cent soixante-six (1.499.766) Actions Privilégiées sans désignation de valeur nominale, soit une série de sept cent deux mille quatre cent nonante (702.490) actions privilégiées P1 et une série de sept cent nonante-sept mille deux cent septante-six (797.276) actions privilégiées P2. »

- Article 8 : complément de l'historique de la formation du capital.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

2.4. Proposition de soumettre les résolutions à prendre sur les points ci-dessus à la condition suspensive du vote par l'assemblée générale des actionnaires de la société "IMMOBILIERE DE LOCATION DU QUARTIER LEOPOLD" à absorber, qui se tiendra en principe le quinze mars deux mille cinq, de décisions concordantes relatives à sa fusion par absorption par la présente société.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

2.5. Le cas échéant, constatation de la réalisation définitive de la fusion et de l'augmentation de capital.

B. FUSION PAR ABSORPTION DE LA S.P.R.L. "BETA INVEST"

1. Projet, rapports et déclarations préalables

1.1. Projet de fusion établi conformément à l'article 693 du Code des sociétés, par le conseil d'administration de la société anonyme "COFINIMMO", société absorbante, et le collège des gérants de la société privée à responsabilité limitée "BETA INVEST" (RPM 0.450.927.165), ayant son siège social à 1200 Bruxelles, boulevard de la Woluwe 58, société à absorber, adopté le vingt-trois décembre deux mille quatre et déposé en leurs dossiers respectifs au greffe du Tribunal de Commerce de Bruxelles le vingt-quatre décembre deux mille quatre.

1.2. Rapport spécial du conseil d'administration sur la fusion projetée ci-avant, adopté le vingt-sept janvier deux mille cinq, en application de l'article 694 du Code des sociétés.

1.3. Rapport du commissaire sur la fusion projetée ci-avant, établi en date du vingt-sept janvier deux mille cinq, en application de l'article 695 du Code des sociétés.

Tout actionnaire ayant accompli les formalités d'admission à l'assemblée recevra sans délai sur simple demande une copie des documents ci-dessus, sans préjudice à son droit d'obtenir communication, par application de l'article 697, § 2 du Code des sociétés, des comptes annuels des trois derniers exercices comptables des deux sociétés concernées, ainsi que des rapports de gestion et de révision y afférents.

1.4. Communication, en application de l'article 696 du Code des sociétés, des modifications de la situation des sociétés concernées qui seraient intervenues depuis la date de l'établissement du projet de fusion susmentionné.

1.5. Communication de l'évaluation effectuée conformément à l'article 58 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 relatif aux sicaf immobilières, des immeubles détenus par "COFINIMMO" et les sociétés dont elle a le contrôle.

2. Fusion et augmentation de capital

2.1. Proposition de fusion avec la société privée à responsabilité limitée "BETA INVEST" (RPM n° 0.450.927.165), société à absorber, par voie d'absorption de l'intégralité de son patrimoine, moyennant l'attribution à ses associés autres que la société absorbante, de mille sept cent onze (1.711) Actions Ordinaires nouvelles de la société "COFINIMMO" à émettre dans le cadre de l'augmentation de capital dont question ci-après, sans soult, soit deux virgule trente-huit mille neuf

cent cinquante et un (2,38951) actions Cofinimmo pour une (1) part de la société absorbée, toutes les opérations réalisées par la société absorbée depuis le premier janvier deux mille cinq étant considérées comme accomplies pour le compte de la société absorbante.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

2.2. Proposition en conséquence d'augmenter le capital social à concurrence de nonante et un mille deux cent quarante-sept euros soixante-trois cents (€ 91.247,63), par la création de mille sept cent onze (1.711) Actions Ordinaires nouvelles, à émettre entièrement libérées, et bénéficiant des mêmes droits et avantages que les actions ordinaires existantes de la société, avec jouissance au premier janvier deux mille cinq (dividende payable en deux mille six), la différence entre la valeur globale d'émission des actions nouvelles et le montant de l'augmentation du capital, à savoir une somme de cent un mille neuf cent quarante et un euros trente-huit cents (€ 101.941,38) devant être portée à un compte « prime d'émission » qui sera déclaré indisponible au même titre que le capital.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

2.3. Proposition de modifier les dispositions statutaires suivantes pour les mettre en concordance avec les décisions prises :

- Article 7 « Capital », remplacement du point 1^{er} par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à six cent trois millions cinq cent quarante-sept mille deux cent soixante-quatre euros zéro sept cents (€ 603.547.264,07).

Il est représenté par onze millions trois cent dix-huit mille quatre cent trente-trois (11.318.433) Actions entièrement libérées représentant chacune une part égale du capital, à savoir neuf millions huit cent dix-huit mille six cent soixante-sept (9.818.667) Actions Ordinaires sans désignation de valeur nominale, numérotées de 1 à 9.818.667, et par un million quatre cent nonante-neuf mille sept cent soixante-six (1.499.766) Actions Privilégiées sans désignation de valeur nominale, soit une série de sept cent deux mille quatre cent nonante (702.490) actions privilégiées P1 et une série de sept cent nonante-sept mille deux cent septante-six (797.276) actions privilégiées P2. »

- Article 8 : complément de l'historique de la formation du capital.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

2.4. Proposition de soumettre les résolutions à prendre sur les points ci-dessus à la condition suspensive du vote par l'assemblée générale des associés de la société "BETA INVEST" à absorber, qui se tiendra en principe le quinze mars deux mille cinq de décisions concordantes relatives à sa fusion par absorption par la présente société.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

2.5. Le cas échéant, constatation de la réalisation définitive de la fusion et de l'augmentation de capital.

C. FUSION PAR ABSORPTION DE LA S.A. "NORTH GALAXY"

1. Projet, rapports et déclarations préalables

1.1. Projet de fusion établi conformément à l'article 693 du Code des sociétés, par les conseils d'administration de la société anonyme "COFINIMMO", société absorbante, et de la société anonyme "NORTH GALAXY" (RPM 0.461.219.855), ayant son siège social à 1030 Bruxelles, chaussée de Louvain 710, société à absorber, adopté le vingt-trois décembre deux mille quatre et déposé en leurs dossiers respectifs au greffe du Tribunal de Commerce de Bruxelles le vingt-quatre décembre deux mille quatre.

1.2. Rapport spécial du conseil d'administration sur la fusion projetée ci-avant, adopté le vingt-sept janvier deux mille cinq, en application de l'article 694 du Code des sociétés.

1.3. Rapport du commissaire sur la fusion projetée ci-avant, établi en date du vingt-sept janvier deux mille cinq, en application de l'article 695 du Code des sociétés.

Tout actionnaire ayant accompli les formalités d'admission à l'assemblée recevra sans délai sur simple demande une copie des documents ci-dessus, sans préjudice à son droit d'obtenir communication, par application de l'article 697, § 2 du Code des sociétés, des comptes annuels des trois derniers exercices comptables des deux sociétés concernées, ainsi que des rapports de gestion et de révision y afférents.

1.4. Communication, en application de l'article 696 du Code des sociétés, des modifications de la situation de la société anonyme "COFINIMMO", société absorbante, et de la société anonyme "NORTH GALAXY", société à absorber, qui seraient intervenues depuis la date de l'établissement du projet de fusion susmentionné.

S'il intervenait, après la date de l'assemblée générale de la société "COFINIMMO" approuvant la fusion et avant celle de la société "NORTH GALAXY", une modification substantielle des valeurs respectives des patrimoines de ces deux sociétés ayant pour effet de modifier le rapport d'échange, une nouvelle assemblée générale de "COFINIMMO" serait convoquée afin de pouvoir se prononcer en connaissance de cause.

1.5. Communication de l'évaluation effectuée conformément à l'article 58 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 relatif aux sicaf immobilières, des immeubles détenus par "COFINIMMO" et les sociétés dont elle a le contrôle.

2. Fusion et augmentation de capital

2.1. Proposition de fusion avec la société anonyme "NORTH GALAXY" (RPM 0461.219.855), société à absorber, par voie d'absorption de l'intégralité de son patrimoine, moyennant l'attribution à ses actionnaires autres que la société absorbante, de trois mille huit cent quarante-trois (3.843) Actions Ordinaires nouvelles de la société "COFINIMMO" ou de tout autre nombre d'Actions Ordinaires nouvelles de la société "COFINIMMO" qui résultera de la valeur intrinsèque de cette société ou de la société à absorber projetée au 31 mars 2005, à émettre dans le cadre de l'augmentation de capital dont question ci-après, sans soulte, soit deux cent quarante virgule deux mille cent vingt-huit (240,2128) actions Cofinimmo pour une (1) action de la société absorbée et ce sous la condition suspensive visée au point 2.4 ci-après, toutes les opérations réalisées par la société absorbée depuis le jour de la réalisation de ladite condition suspensive étant considérées comme accomplies pour le compte de la société absorbante.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

2.2. Proposition en conséquence d'augmenter le capital social à concurrence de deux cent quatre mille neuf cent quarante-sept euros dix-neuf cents (€ 204.947,19) par la création de trois mille huit cent quarante-trois (3.843) Actions ordinaires nouvelles, à émettre entièrement libérées, et bénéficiant des mêmes droits et avantages que les actions ordinaires existantes de la société, avec jouissance au premier janvier deux mille cinq (dividende payable en deux mille six), la différence entre la valeur globale d'émission des actions nouvelles et le montant de l'augmentation du capital, à savoir une somme de deux cent vingt huit mille neuf cent soixante-cinq euros nonante-quatre cents (€ 228.965,94) devant être portée à un compte « prime d'émission » qui sera déclaré indisponible au même titre que le capital. Les chiffres sont susceptibles d'ajustement en fonction de la valeur intrinsèque de Cofinimmo ou de la société à absorber projetée au 31 mars 2005.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

2.3. Proposition de modifier les dispositions statutaires suivantes pour les mettre en concordance avec les décisions prises, soit, sous réserve de l'ajustement éventuel visé ci-dessus :

- Article 7 « Capital », remplacement du point 1^{er} par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à six cent trois millions sept cent cinquante-deux mille deux cent onze euros vingt-six cents (€ 603.752.211,26).

Il est représenté par onze millions trois cent vingt-deux mille deux cent septante-six (11.322.276) Actions entièrement libérées représentant chacune une part égale du capital, soit neuf millions huit cent vingt-deux mille cinq cent dix (9.822.510) Actions ordinaires sans désignation de valeur nominale, numérotées de 1 à 9.822.510, et par un million quatre cent nonante-neuf mille sept cent soixante-six (1.499.766) Actions Privilégiées sans désignation de valeur nominale, soit une série de sept cent deux mille quatre cent nonante (702.490) actions privilégiées P1 et une série de sept cent nonante-sept mille deux cent septante-six (797.276) actions privilégiées P2. »

- Article 8 : complément de l'historique de la formation du capital.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

2.4. Proposition de soumettre les résolutions à prendre sur les points ci-dessus à la condition suspensive du vote par l'assemblée générale des actionnaires de la société "NORTH GALAXY" à absorber, entre le huit avril et le trente et un décembre deux mille cinq, de décisions concordantes relatives à sa fusion par absorption par la présente société.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

D. NOUVELLES DISPOSITIONS EN MATIERE DE CAPITAL AUTO-RISE.

1. Rapport spécial du conseil d'administration sur la base de l'article 604 du Code des sociétés, dont copie a été mise à disposition des actionnaires conformément à l'article 535 du Code des sociétés.

2. Nouvelle autorisation au conseil d'administration

Proposition de remplacer l'autorisation donnée au conseil d'administration par l'assemblée générale du trente avril deux mille quatre (soit un capital autorisé de cinq cent quarante-six millions huit cent quatre-vingt-un mille septante-huit euros vingt-six cents (€ 546.881.078,26), dont le solde disponible est actuellement de quatre cent nonante millions trois cent treize mille cinq cent cinquante-deux euros nonante-cinq cents (€ 490.313.552,95), par une nouvelle autorisation d'augmenter le capital social souscrit en application des articles 603 et suivants du Code des sociétés, en une ou plusieurs fois, suivant les termes et modalités figurant à l'article 7 nouveau des statuts, à concurrence d'un montant maximum égal au capital souscrit après réalisation des fusions visées au points A & B ci-avant mais arrondi à six cent millions d'euros (€ 600.000.000), cette résolution devant prendre effet à la date de publication du procès-verbal constatant son adoption et valoir pour une durée de cinq ans.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

Proposition de remplacer l'autorisation conférée au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire du quatorze mai deux mille deux, conformément aux dispositions de l'article 607 du Code des sociétés, de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital, notamment par apports en nature, en cas d'offre publique d'acquisition, après réception par la société de la communication visée à l'article 607 du Code des sociétés, par une nouvelle autorisation identique valable trois ans.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

3. Proposition de modifier en conséquence l'article 7.2 des statuts :

Proposition de remplacer les deux premiers alinéas du point 2. Capital autorisé de l'article 7 des statuts, par les deux alinéas suivants, étant entendu que le montant maximal à insérer sera fixé au moment de l'assemblée pour correspondre au montant du capital tel que celui-ci sera définitivement fixé et souscrit au terme des fusions visées aux points A & B ci-avant :

« Le conseil d'administration est expressément autorisé à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois à concurrence d'un montant maximal de € 600.000.000, aux dates et suivant les modalités à fixer par le conseil d'administration, conformément à l'article 603 du Code des sociétés. En cas d'augmentation de capital accompagnée du versement ou de la comptabilisation d'une prime d'émission, seul le montant porté au capital sera soustrait du montant restant utilisable du capital autorisé.

Cette autorisation est conférée pour une durée de cinq ans à dater de la publication aux annexes au *Moniteur belge* du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du huit avril deux mille cinq. »

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

Proposition de remplacer le cinquième alinéa du même point par le nouvel alinéa suivant :

« Sans préjudice de l'autorisation donnée au conseil d'administration conformément aux alinéas qui précèdent, l'assemblée générale extraordinaire du huit avril deux mille cinq a expressément habilité le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 607 du Code des sociétés, à procéder à une ou plusieurs augmentations de capital, notamment par apports en nature, en cas d'offre publique d'acquisition, après réception par la société de la

communication visée à l'article 607 du Code des sociétés. Les augmentations de capital réalisées par le conseil d'administration en vertu de la susdite habilitation s'imputeront sur le capital restant autorisé par le présent article. Cette habilitation ne limite pas les pouvoirs du conseil d'administration de procéder à des opérations en utilisation du capital autorisé autres que celles visées par l'article 607 du Code des sociétés. »

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

E. AUTORISATION D'ACQUERIR, DE PRENDRE EN GAGE ET D'ALIENER DES ACTIONS PROPRES

1. Proposition de conférer au conseil d'administration, dans le cadre de l'article 620 du Code des sociétés :

L'assemblée décide de conférer au conseil d'administration, dans le cadre de l'article 620 du Code des sociétés :

- une nouvelle autorisation spéciale, valable trois ans à compter de la publication du procès-verbal actant son adoption, d'acquérir, de prendre en gage et d'aliéner pour compte de Cofinimmo des actions propres de la société sans décision préalable de l'assemblée générale, lorsque l'acquisition est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent.

- une nouvelle autorisation générale, valable dix-huit mois à compter de son adoption, d'acquérir, de prendre en gage et d'aliéner (même hors Bourse) pour compte de Cofinimmo des actions propres de la société à un prix unitaire de minimum 15 % en dessous du cours de bourse de clôture du jour précédant la date de la transaction et de maximum 15 % au dessus du cours de bourse de clôture du jour précédant la date de la transaction sans que Cofinimmo ne puisse à aucun moment détenir plus de dix pour cent du total des actions émises.

2. Modification statutaire correspondante :

Proposition de remplacer les alinéas 2 et 3 du point trois de l'article sept des statuts par les deux alinéas suivants :

« Le conseil d'administration est spécialement autorisé, pour une durée de trois ans à compter de la publication de l'assemblée générale extraordinaire du huit avril deux mille cinq, à acquérir, prendre en gage et aliéner pour compte de Cofinimmo, des actions propres de la société sans décision préalable de l'assemblée générale, lorsque cette acquisition ou cette aliénation est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent.

En outre, pendant une période de dix-huit mois suivant la tenue de ladite assemblée du huit avril deux mille cinq, le conseil d'administration pourra acquérir, prendre en gage et aliéner (même hors Bourse) pour compte de Cofinimmo des actions propres de la société à un prix unitaire de minimum quinze pour cent en dessous du cours de bourse de clôture du jour précédant la date de la transaction et de maximum quinze pour cent au dessus du cours de bourse de clôture du jour précédant la date de la transaction sans que Cofinimmo ne puisse à aucun moment détenir plus de dix pour cent du total des actions émises. »

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette proposition.

F. POUVOIRS D'EXECUTION

Proposition de conférer au conseil d'administration tous pouvoirs d'exécution à deux administrateurs de la présente société, agissant conjointement et avec possibilité de subdélégation, tous pouvoirs de signature de tout acte complémentaire ou rectificatif en cas d'erreur ou d'omission portant sur les éléments transférés par les sociétés absorbées, et à tout tiers, tous pouvoirs de représentation en vue d'opérer toute modification ou suppression d'inscription auprès de toutes administrations publiques ou privées.

Le conseil d'administration vous invite à adopter cette dernière proposition.

Il est précisé que, l'assemblée du 15 mars 2005 n'ayant pas recueilli le quorum de présence légalement requis, l'assemblée générale pourra statuer sur les propositions de fusion, d'augmentation du capital et de modification des statuts, quel que soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés et quel que soit le nombre de titres présents ou représentés.

Pour assister à cette assemblée générale ou s'y faire représenter, les actionnaires voudront bien se conformer aux dispositions de l'article 23 des statuts.

Le dépôt des titres au porteur doit se faire au plus tard le 5 avril 2005 et exclusivement :

* au siège social, 1200 Bruxelles, boulevard de la Woluwe 58

OU

* à la FORTIS BANQUE, 1000 Bruxelles, Montagne du Parc 3, et en ses sièges, agences et bureaux,

OU

* à la BANQUE DEXIA, 1000 Bruxelles, boulevard Pacheco 44 et en ses sièges, agences et bureaux,

OU

* à la BANQUE DEGROOF, 1040 Bruxelles, rue de l'Industrie 44,

OU

* chez ING Belgique, 1000 Bruxelles, avenue Marnix 24, et en ses sièges, agences et bureaux, et en ses sièges, agences et bureaux,

OU

* à la KBC BANK, 1080 Bruxelles, avenue du Port 2, et en ses sièges, agences et bureaux.

Les titulaires des titres nominatifs doivent, au plus tard le mardi 5 avril 2005, soit déposer leurs certificats nominatifs au siège social, soit prévenir le conseil d'administration par lettre recommandée de leur intention d'assister à l'assemblée.

Les actionnaires qui ont effectué les formalités pour être admis à l'assemblée générale extraordinaire au plus tard sept jours avant la tenue de celle-ci, soit le vendredi 1^{er} avril 2005, recevront sans délai les documents visés à l'article 535 du Code des sociétés ainsi qu'un rapport complémentaire du conseil d'administration du 11 mars 2005. Ces documents seront mis à disposition, au siège social, des actionnaires qui auront effectué les formalités susdites après cette date. (7617)

**BRNO INVESTMENT COMPANY, société anonyme,
rue de Bruxelles 486, 1480 Tubize**

T.V.A. BE 865.993.333 — RPM Nivelles

Les actionnaires sont convoqués à l'assemblée générale extraordinaire du 7 avril 2005, à 14 heures, aux bureaux de maître Bendedikt van der Vorst, notaire, à 1000 Bruxelles, avenue Lloyd Georg 11, pour délibérer sur le ordre du jour suivant : 1. Augmentation du capital avec € 438.500 afin de le porter à € 500.000 par émission de 3 565 nouvelles actions au pair, c'est-à-dire pour un prix d'émission de € 123,0014 par action. 2. Souscription entière ou partielle de l'augmentation du capital et libération des actions. 3. Modification de l'article 5 concernant le capital. 4. Modification de l'article 21 concernant les convocations. 5. Constatation que l'augmentation du capital proposée a ou n'a pas été complètement souscrite - Ouverture éventuelle d'une période de souscription. 6. Pouvoir au conseil d'administration pour l'exécution des décisions prises. 7. Délégation éventuelle de pouvoirs afin de constater entre autres la réalisation de l'augmentation qui découlera des souscriptions. 8. Procuration pour la coordination et les formalités. Les titres doivent être déposés au moins trois jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale extraordinaire au bureau de Verbaere, De Clercq & Partners N.V., Congreslaan 21. Les actionnaires qui veulent exercer leurs droits de préférence, peuvent d'ores et déjà verser le montant adéquat de leur souscription sur le compte en banque spécial ouvert auprès de ING Bank sous le numéro 335-0570923-27. (7757)

(Dit bericht had moeten verschijnen op 17 maart 2005.)

Mijn Plezier, naamloze vennootschap,
Jonckhoflaan 27, 8430 Middelkerke
Ondernemingsnummer 0428.088.615

Algemene vergadering op de zetel op 1 april 2005, te 15 uur.
Agenda : verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Ontslagen en benoemingen.
(7758)

Sepcco, société anonyme,
avenue des Casernes 24, 1040 Bruxelles

R.P.M. Bruxelles — BE 0402.035.997

Assemblée générale ordinaire le 6 avril 2005, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1 Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2004. 3. Décharge aux administrateurs.
(7765)

Van Autryve Bouwbedrijf, naamloze vennootschap,
Coupure Rechts 106, 9000 Gent

BTW 0427.913.520 — RPR Gent

Gezien het wettelijk vereiste quorum op vrijdag 11 maart 2005 niet werd bereikt, worden de aandeelhouders opnieuw verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal doorgaan in het kantoor van notaris Jean De Groo, te Gent, Martelaarslaan 92, op vrijdag 8 april 2005, om 11 uur, met volgende agenda :

1. Kennisneming en bespreking van volgende documenten waarvan zij op de zetel van de vennootschap kosteloos een afschrift kunnen bekomen :

a) Het fusievoorstel d.d. 12 november 2004, omtrent de fusie door overneming conform artikel 671, Wetboek van vennootschappen door de N.V. "Sogima", te Gent, Godshuizenlaan 85, ondernemingsnummer 0427.965.285, waarbij alle sedert 1 september 2004, door de overgenomen vennootschap gestelde verrichtingen voor rekening zijn van de N.V. "Sogima" en op last voor deze laatste de overgenomen vennootschap te vrijwaren voor alle vorderingen en de kosten van haar ontbinding zonder invereffeningstelling te dragen, en voor het overige onder de lasten, bedingen en voorwaarden zoals bepaald in het fusievoorstel.

b) Het omstandig schriftelijk verslag door het bestuursorgaan d.d. 1 december 2004.

c) Het schriftelijk verslag door Ernst & Young, bedrijfsrevisoren B.V.C., d.d. 20 december 2004.

d) Verslaggeving uitgifte aandelen beneden pari.

II. Mededeling betreffende belangrijke wijzigingen in de vermogens- toestand van de vennootschappen tussen datum fusievoorstel en datum fusie.

III. Goedkeuring fusievoorstel en instemming met de verrichting waarbij de N.V. "Sogima", deze vennootschap overneemt en het gehele vermogen van de overgenomen vennootschap onder algemene titel overgaat op de overnemende vennootschap.

IV. Ontbinding zonder vereffening van de overgenomen vennoot- schap.

V. Volmacht aan bestuursorgaan van de overnemende vennootschap teneinde de genomen beslissingen uit te voeren.

VI. Volmacht tot schrapping van de inschrijving in het rechtspersonenregister van de Kruispuntbank der ondernemingen.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar artikel 26 van de statuten met betrekking tot de formaliteiten vereist om aan de verga- dering deel te nemen.
(7766)

Sogima, naamloze vennootschap,
Godshuizenlaan 85, 9000 Gent

BTW 0427.965.285 — RPR Gent

Gezien het wettelijk vereiste quorum op vrijdag 11 maart 2005 niet werd bereikt, worden de aandeelhouders opnieuw verzocht de buiten- gewone algemene vergadering bij te wonen die zal doorgaan in het kantoor van notaris Jean De Groo, te Gent, Martelaarslaan 92, op vrijdag 8 april 2005, om 11 u. 30 m., met volgende agenda :

I. Kennismaking en bespreking van volgende documenten waarvan zij op de zetel van de vennootschap kosteloos een afschrift kunnen bekomen :

a) Het fusievoorstel d.d. 12 november 2004, omtrent de fusie door overneming conform artikel 671, Wetboek van vennootschappen van de N.V. "Van Autryve Bouwbedrijf", te Gent, Coupure Rechts 106, ondernemingsnummer 0427.913.520, waarbij alle sedert 1 september 2004 door de overgenomen vennootschap gestelde verrich- tingen voor rekening zijn van N.V. "Sogima" en op last voor deze laatste de overgenomen vennootschap te vrijwaren voor alle vorderingen en de kosten van haar ontbinding zonder invereffeningstelling te dragen, en voor het overige onder de lasten, bedingen en voorwaarden zoals bepaald in het fusievoorstel.

b) Het omstandig schriftelijk verslag door het bestuursorgaan d.d. 1 december 2004.

c) Het schriftelijke verslag door Ernst & Young, bedrijfsrevisoren B.V.C., d.d. 20 december 2004.

d) Verslaggeving uitgifte aandelen beneden pari.

II. Mededeling betreffende belangrijke wijzigingen in de vermogens- toestand van de vennootschappen tussen datum fusievoorstel en datum fusie.

III. Goedkeuring fusievoorstel en instemming met de verrichting waarbij deze vennootschap de N.V. "Van Autryve Bouwbedrijf" over- neemt en het gehele vermogen van de overgenomen vennootschap onder algemene titel overgaat op deze vennootschap.

IV. Kapitaalverhoging met 124.000,00 EUR om het te brengen op 1.903.000,00 EUR met creatie van 9000 nieuwe aandelen die dezelfde rechten en voordelen zullen genieten als de bestaande aandelen, met dien verstande dat zij zullen deelnemen aan de winstverdelingen vanaf 1 september 2004.

V. Goedkeuring van toekenning van nieuwe aandelen aan aandeel- houders van overgenomen vennootschap volgens modaliteiten in het fusievoorstel.

VI. Aanneming van nieuwe statuten doch zonder wijziging van het doel.

VII. Volmacht tot coördinatie van de statuten.

VIII. Machtiging aan bestuursorgaan tot uitvoering van de beslis- singen.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar artikel 26 van de statuten met betrekking tot de formaliteiten vereist om aan de verga- dering deel te nemen.
(7767)

A.M.G. Incasso en Service, naamloze vennootschap,
rue du Lac 37/17, 1000 Brussel

BTW 458.474.557 — RPR Brussel

Jaarvergadering op 07.04.2005, om 18 uur, op de zetel. — Agenda : Jaarverslag. Goedkeuring jaarrekening per 30.09.2004. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Varia. Zie statuten.
(71486)

Christones, naamloze vennootschap,
Lauwsestraat 152, 8511 Aalbeke
 RPR Kortrijk 0420.549.438

Het wettelijk quorum werd niet bereikt op de eerste buitengewone algemene vergadering van 18.03.2005. Bijgevolg worden de aandeelhouders uitgenodigd tot het houden van een tweede algemene vergadering op 07.04.2005, om 14 uur, op het kantoor van notaris De Splenter, Paul, te 8720 Wakken, Molenstraat 36. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur opgemaakt in uitvoering van de voorschriften van artikel 181, § 1, van het Wetboek van vennootschappen waarin de raad van bestuur het voorstel tot ontbinding verantwoordt en waaraan een staat van activa en passiva is gehecht die is vastgesteld per 31.01.2005. 2. Verslag van de bedrijfsrevisor opgemaakt in uitvoering van de voorschriften van artikel 181§1 van het Wetboek van vennootschappen, waarin deze verslag uitbrengt over de voormelde staat van activa en passiva en inzonderheid vermeldt of daarin de toestand van de vennootschap op volledige, getrouwe en juist wijze is weergegeven. 3. Vervroegde ontbinding en in vereffeningstelling van de vennootschap. 4. Benoeming van vereffenaar(s). 5. Vaststelling van de vergoeding en van de machten van de vereffenaar(s). (71487)

Heruga, naamloze vennootschap,
Berendonk 20, 2370 Arendonk
 RPR Turnhout 0434.216.936

De buitengewone algemene vergadering heeft plaats op het kantoor van Van Gansewinkel & Van Gansewinkel, geassocieerde notarissen, te Arendonk, Van Eycklaan 33, op maandag 11 april 2005, om 17 uur, ingeval een tweede vergadering dient te worden bepaald zal deze doorgaan op hetzelfde adres op vrijdag 29 april 2005, om 17 uur.

Agenda :

1. Omvorming van het kapitaal in euro.
2. Verhoging van het kapitaal door incorporatie van beschikbare reserves met een bedrag van drieënvijftig euro éénezenzestig cent. Aanpassing van artikel vijf van de statuten.
3. Aanpassing van de statuten aan het Wetboek van vennootschappen.
4. Machten toe te kennen aan de raad van bestuur om de nodige beslissingen te nemen voor het uitvoeren van genomen beslissingen. Inzake deponeren zich schikken naar de statuten. (71488)

« J.M. Jacops », naamloze vennootschap,
Nijverheidslaan 31, 8540 Deerlijk
 RPR Kortrijk — BTW 415.826.627

Bericht aan de aandeelhouders

In uitvoering van artikel 620 Wet. venn. en na dienovereenkomstige beslissing van de bijzondere algemene vergadering dd. 18 maart 2005, kunnen de aandeelhouders zich aanbieden op de zetel van de vennootschap ten overstaan van de raad van bestuur, iedere werkdag in de periode van 24 maart 2005, tot en met 31 maart 2005, tussen 9 uur en 10 uur, alwaar zij de voorwaarden en modaliteiten kunnen bekomen. (71489) De raad van bestuur.

Polan, naamloze vennootschap,
Sportlaan 6, W 22, 9160 Lokeren
 Rechtspersonenregister 0405.082.094

De aandeelhouders worden hierbij opgeroepen tot de bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 04.04.2005, om 14 uur. — Agenda : 1. Lezing en goedkeuring van het jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31.12.2004. 3. Besluit betreffende het resultaat van het boekjaar. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Teneinde te worden toegelaten op deze algemene

vergadering, worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar artikel 30 van de statuten, nl. de aandelen minstens drie volle dagen vóór 4 april 2005, te deponeren ter maatschappelijke zetel. (71490) De raad van bestuur.

Stratica, naamloze vennootschap,
De Most 1, 2490 Balen
 BTW 437.649.053 — RPR Turnhout

Betaalbaarstelling dividend

De aandeelhouders kunnen vanaf 11.04.2005, hun dividend, toegekend in de jaarvergadering van 11.02.2005, tijdens de kantooruren gaan innen op de zetel van de vennootschap ten overstaan van de raad van bestuur of diens gemachtigde tegen afgifte van coupon nr. 13. (71491)

Verbeke Shipping, naamloze vennootschap,
Voshollei 10, 2930 Brasschaat
 H.R. Antwerpen 250630 — BTW 428.527.093

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de bijzondere algemene vergadering die zal gehouden worden op 31.03.2005, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : Mededeling van de geconsolideerde jaarrekening per 30.09.2004 en het verslag over de geconsolideerde jaarrekening overeenkomstig artikel 120 van het Wetboek van vennootschappen aan de vennoten van de consoliderende vennootschap. Kwijting verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. Neerlegging van de aandelen ten minste vijf dagen voor de algemene vergadering, op de maatschappelijke zetel. (71492)

Lehouck Jean-Claude, société anonyme,
rue d'Armentières 149, 7782 Ploegsteert
 0447.060.330 RPR Tournai

Invitation à l'assemblée annuelle tenue au siège social le 9 avril 2005, à 10 heures avec l'ordre du jour : 1. Délibération et approbation du compte annuel au 31 décembre 2004. 2. Rapport du conseil d'administrateurs. 3. Destination du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Questions. Certificats d'action(s) à déposer au siège social. (7759)

Siran, naamloze vennootschap,
Vestingstraat 26, 2018 Antwerpen
 0440.702.672 RPR Antwerpen

Jaarvergadering op 11 april 2005, om 14 uur, op de zetel. — Agenda : Verslag Raad van Bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2004. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Varia. Zich richten naar de statuten. (7760)

Construma, naamloze vennootschap,
Tieltsestraat 34, 8531 Harelbeke-Hulste
 0405.324.002 RPR Kortrijk

Tweede algemene vergadering op 09 april 2005, om 15 uur, op de zetel, gezien bij de eerste algemene vergadering het vereiste quorum niet bereikt is. Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2004. Bestemming resultaat. (Her)benoeming. Kwijting bestuurders. Rondvraag. Varia. Zich richten naar de statuten. (7761)

Residentie Chambord, naamloze vennootschap,
Parklaan 92, 9100 Sint-Niklaas
 0468.212.664 RPR Dendermonde

Jaarvergadering op 12 april 2005, om 18 u. 30 m., op de zetel.
 Agenda : Verslag Raad van Bestuur. Goedkeuring jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Varia. (7762)

T.V.R.-Immo, naamloze vennootschap,
Parklaan 92, 9100 Sint-Niklaas
 0435.562.761 RPR Dendermonde

Jaarvergadering op 12 april 2005, om 18 uur, op de zetel. — Agenda : Verslag Raad van Bestuur. Goedkeuring jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Varia. Zich richten naar de statuten. (7763)

T.V.R., naamloze vennootschap, in vereffening
Parklaan 92, 9100 Sint-Niklaas
 0435.562.662 RPR Dendermonde

Jaarvergadering op 12 april 2005, om 17 uur, op de zetel. — Agenda : Verslag der vereffenaar. Goedkeuring jaarrekening 31 december 2004. Bestemming resultaat. Varia. Zich richten naar de statuten. (7764)

Administrations publiques et Enseignement technique

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Herselt

Het O.C.M.W. van Herselt wenst over te gaan tot de aanwerving van een verzorgende, voltijds statutair m/v, voor de dienst Gezinszorg van het O.C.M.W. met aanleg van een werfreserve van 3 jaar.

De kandidaturen, vergezeld van een afschrift van het diploma, dienen uiterlijk op 11 april 2005, toe te komen bij de voorzitter van het O.C.M.W., Kerkstraat 1A, 2230 Herselt.

Alle inlichtingen zijn te bekomen op het O.C.M.W. van Herselt, tel. 014-54 89 91. (7618)

Commune de Forest

La commune de Forest organise un examen de recrutement d'ouvriers (concierges) (m/f) niveau D

Conditions :

Peuvent participer à l'examen de recrutement, les personnes en possession d'un diplôme ou d'un certificat d'études pris en considération pour l'admission au niveau 3 dans les administrations ou qui totalisent minimum trois années d'expérience utiles dûment attestées au 1^{er} mars 2005.

Candidatures avec c.v. à envoyer avant le 22 mars 2005, au collège des bourgmestre et échevins de la commune de Forest, rue du Curé 2, à 1190 Bruxelles.

Renseignements : tél. 02-370 26 26. (7619)

Gemeente Vorst

De gemeente van Vorst organiseert een aanwervingsexamen :
 van arbeiders (huisbewaard(st)er) niveau D (m/v)

Voorwaarden :

Mogen deelnemen aan de aanwervingsexamen de personen die houder zijn van een diploma of getuigschrift dat in aanmerking genomen wordt voor het niveau 3 in openbare besturen of die minstens drie jaar nuttige ervaring op 1 maart 2005 kunnen bewijzen.

Kandidaturen met c.v. te versturen vóór 22 maart 2005, aan het college van burgemeester en schepenen van het gemeentebestuur van Vorst, Pastoorstraat 2, te 1190 Brussel.

Inlichtingen : tel. 02-370 26 26. (7619)

Actes judiciaires et extraits de jugements Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
 du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
 van het Burgerlijk Wetboek

Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder

Justice de paix du troisième canton de Liège

Suite à l'ordonnance d'inscription d'office au registre des requêtes rendue par M. le juge de paix du troisième canton de Liège, en date du mardi 8 mars 2005, M. Boufflette, Michel, né le 17 janvier 1957 à Léopoldville, domicilié rue Agimont 10, 4000 Liège, résidant CHP, site Agora, Montagne Sainte-Walburge 4A, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Secretin, Georges, avocat, dont l'étude est établie rue Charles Morren 4, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Rossillion, Joseph. (62560)

Suite à la requête déposée le 23 février 2005, par décision du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 8 mars 2005, M. Magdeleijns, Fabian, né le 15 novembre 1970 à Rocourt, domicilié rue Haute-Voie 53, 4000 Liège, résidant rue Demoitelle 37/22, 4030 Grivegnée (Liège), a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Ligot, Léon, avocat, dont l'étude est établie avenue du Luxembourg 15, 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Rossillion, Joseph. (62561)

Suite à la requête déposée le 4 février 2005, par décision du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 8 mars 2005, M. Moyse, Georges, né le 3 février 1948 à Verviers, domicilié route de Foyr 57, 4845 Jalhay, résidant Ipal, site Le Péri, Montagne Sainte-Walburge 4bis, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Fyon, Dominique, avocat, dont l'étude est établie avenue Müllendorff 61, 4800 Verviers.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Rossillion, Joseph. (62562)

Justice de paix du canton de Liège IV

Suite à la requête déposée le 25 février 2005, par décision du juge de paix du canton de Liège IV rendue le 8 mars 2005, Mme Verschoore, Ida Justine Marie Henriette, veuve Leblanc, Léopold, née le 14 mars 1919 à Paris, pensionnée, domiciliée rue de l'Agriculture 44, à 4030 Grivegnée (Liège), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Deventer, Olivier, dont les bureaux sont sis rue Emile Vanderwelde 109, à 4624 Romsée.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (62563)

Justice de paix du canton de Limbourg-Aubel, siège de Limbourg

Par ordonnance du juge de paix du canton de Limbourg-Aubel, siège de Limbourg, en date du 10 mars 2005, la nommée Braham, Nathalie, née à Verviers le 27 avril 1987, domiciliée à 4800 Verviers, avenue de Spa 25, mais résidant à 4841 Henri-Chapelle, Ruyff 68, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Ransy, Jean-Luc, avocat, dont le cabinet est établi à 4840 Welkenraedt, rue Lamberts 36.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Chantal Houyon. (62564)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Limbourg-Aubel, siège de Limbourg, en date du 10 mars 2005, le nommé Grossiels, David, né le 27 décembre 1977, domicilié à 4800 Ensival, rue des Weines 51, mais résidant à 4841 Henri-Chapelle, Ruyff 68, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Ransy, Jean-Luc, avocat, dont le cabinet est établi à 4840 Welkenraedt, rue Lamberts 36.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Chantal Houyon. (62565)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Limbourg-Aubel, siège de Limbourg, en date du 10 mars 2005, la nommée Vanhooionck, Marie-Paule, née à Liège le 10 août 1954, actuellement hébergée à « l'Accueil », à 4800 Verviers, rue de Hodimont 276, mais résidant à 4841 Henri-Chapelle, Ruyff 68, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Ransy, Jean-Luc, avocat, dont le cabinet est établi à 4840 Welkenraedt, rue Lamberts 36.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Chantal Houyon. (62566)

Justice de paix du canton de Mouscron-Comines-Warneton, siège de Comines-Warneton

Suite à la requête déposée le 1^{er} février 2005, par ordonnance du juge de paix du canton de Mouscron-Comines-Warneton, rendue le 8 mars 2005, M. Vanderstichele, Lucien, né le 18 juin 1935 à Mouscron, domicilié chemin Vert 2, à 7784 Warneton, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Desimpel, Francis, notaire, ayant son étude rue du Faubourg de Lille 19, à 7784 Warneton.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Brysse, Francis. (62567)

Justice de paix du canton de Mouscron-Comines-Warneton, siège de Mouscron

Suite à la requête déposée le 31 janvier 2005, par ordonnance du juge de paix du canton de Mouscron-Comines-Warneton, siège de Mouscron, rendue le 8 mars 2005, Mme Verlinde, Blanche, née le 20 mars 1931 à Mouscron, domiciliée avenue de la Bourgogne 77, à 7700 Mouscron, résidant Résidence Amadeus, avenue Mozart 45, à 7700 Mouscron, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Verlinde, Annie, domiciliée chaussée du Risquons-Tout 240, à 7700 Mouscron.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Bausier, G. (62568)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 7 mars 2005, en suite de la requête déposée le 21 décembre 2004, Mme Van Wienen, Krista Simone, née à Helsinki (Finlande) le 30 août 1917, pensionnée, domiciliée à 1180 Uccle, avenue de Boetendaal 78, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Valvekens, Sandrine, avocate, ayant son cabinet à 1050 Ixelles, rue de Livourne 45.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Goies, Pascal. (62569)

Vrederegerecht van het eerste kanton Aalst

Bij vonnis van Mevr. de vrederechter van het eerste kanton Aalst, d.d. 8 maart 2005, verklaart Mevr. De Bolle, Germaine Maria, geboren te Mere op 21 augustus 1929, gepensioneerd, wonende te 9420 Erpe-Mere, Bosstraat 131, niet in staat is zelf haar goederen te beheren, voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Mevr. Van Den Driessche, Karen, advocaat, wonende te 9300 Aalst, Vlaanderenstraat 4.

Aalst, 11 maart 2005.

De griffier : (get.) Luc Renneboog. (62570)

Bij vonnis van Mevr. de vrederechter van het eerste kanton Aalst, d.d. 8 maart 2005, verklaart Mevr. Van Hecke, Maria Francisca, geboren te Wieze op 28 augustus 1926, gepensioneerd, wonende te 9310 Baardegem, Europastraat 51, verblijvende Rusthuis Sint-Job, Marktweg 20, te 9300 Aalst, niet in staat is zelf haar goederen te beheren, voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Mevr. Inge D'Haese, advocaat, wonende te 9300 Aalst, Asserendries 32.

Aalst, 14 maart 2005.

De griffier : (get.) Luc Renneboog. (62571)

Vrederecht van het zevende kanton Antwerpen

Bij vonnis van de vrederechter van het zevende kanton Antwerpen, uitgesproken op 9 maart 2005, werd Mees, Bertha, geboren te Antwerpen op 26 juni 1915, wonende te 2610 Wilrijk (Antwerpen), Pius X plein 10, verblijvende in het A.Z. Sint-Augustinus, 2610 Wilrijk (Antwerpen), Sint-Augustinusplein 20, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Willez, Yolanda, geboren te Blankenberge op 16 februari 1945, vroedvrouw, wonende te 2660 Hoboken (Antwerpen), Jules Pauwelsstraat 68.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 28 februari 2005.

Antwerpen, 14 maart 2005.

De eerstaanwezend adjunct-griffier: (get.) Verbessem, Nicole. (62572)

Vrederecht van het kanton Brasschaat

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 9 maart 2005, werd Van Praet, Pierre, geboren te Schoten op 19 juli 1923, wonende te 2930 Brasschaat, Magdalenalei 10, verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Bethanie, Andreas Vesaliuslaan 39, te 2980 Sint-Antoniuss-Zoersel, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mr. Jan Lodewijk Mertens, advocaat, kantoorhoudende te 2900 Schoten, Verbertstraat 22.

Deze zaak werd ambtshalve ingeschreven op 9 maart 2005.

Brasschaat, 14 maart 2005.

De hoofdgriffier: (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (62573)

Vrederecht van het kanton Dendermonde-Hamme, met zetel te Dendermonde

Bij vonnis van de vrederechter van het kanton Dendermonde-Hamme, met zetel te Dendermonde, verleend op 9 maart 2005, werd Van Parijs, Maria, geboren te Koningshooikt op 31 juli 1921, gepensioneerde, wonende te 9200 Sint-Gillis (Dendermonde), Prinskoutersstraat 4, verblijvende te 9200 Dendermonde, rusthuis Aymonshof « Oase », Gentssteenweg 3, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Peeters, Marc, advocaat, wonende te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 23 februari 2005.

Dendermonde, 9 maart 2005.

De griffier: (get.) Janssens, Magda. (62574)

Vrederecht van het eerste kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Gent, verleend op 9 maart 2005, werd Willems, Maria Josephus, geboren te Gent op 7 september 1914, wonende te 9000 Gent, W.Z.C. Sint-Coleta, Sint-Coletastraat 4, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Vanlaeres, Annie-Rose, advocaat te 9000 Gent, Willem Tellstraat 8.

Gent, 14 maart 2005.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Smet, Ellen. (62575)

Vrederecht van het tweede kanton Gent

Bij vonnis van de vrederechter van het tweede kanton Gent, verleend op 28 februari 2005, werd Regnard, Monique, geboren te Gent op 20 februari 1947, gedomicilieerd en verblijvende te 9052 Gent (Zwijn-aarde), Nieuwe Scheldestraat 23, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Eliano, Isabelle, advocaat, met kantoor te 9820 Merelbeke, Torrekensstraat 60.

Gent, 14 maart 2005.

Voor eensluidend uittreksel: de eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) M. Van hecke. (62576)

Vrederecht van het tweede kanton Hasselt

Bij beschikking van de plaatsvervangende vrederechter van het tweede kanton Hasselt, verleend op 3 maart 2005, werd Vanstreels, Maria Louisa, geboren te Stevoort op 11 november 1919, weduwe van de heer Raemaekers, Edgard Fredericus Eduardus, opgenomen in het woon- en zorgcentrum voor senioren residentie « De Bleuk », te 3540 Herk-de-Stad, Endepoelstraat 4, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Cox, Willy Leopold André, geboren te Herk-de-Stad op 2 april 1945, wonende te 3510 Hasselt (Kermt), Ernest Claesstraat 30.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 8 februari 2005.

Hasselt, 9 maart 2005.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Yvan Janssens. (62577)

Vrederecht van het kanton Herentals

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Herentals, Victor Gysemberg, verleend op 8 maart 2005 werd Struyfs, Joanna, geboren te Vorselaar op 9 mei 1933, verblijvende te 2290 Vorselaar, Zegbroek 73 en gedomicilieerd te 2290 Vorselaar, Zegbroek 76, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Van de Vel, Jules Lodewijk, gepensioneerde, wonende te 2290 Vorselaar, Zegbroek 76.

Herentals, 14 maart 2005.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Jan Smets. (62578)

Vrederecht van het kanton Lennik

Bij vonnis van de vrederechter van het kanton Lennik, verleend op 25 februari 2005, werd Van Looy, Ellen, geboren te Wetteren op 14 oktober 1985, gedomicilieerd te 8370 Blankenberge, Scharstraat 7/4 en verblijvende in het home Zonnelied, Kloosterstraat 7, te 1761 Borchtombeek, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Haubrechts, Liesbeth, advocaat, met kantoor te 1731 Zellik, Noorderlaan 30.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 17 februari 2005.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) De Gendt, Vera. (62579)

Vrederecht van het kanton Maasmechelen

Bij vonnis van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, verleend op 25 februari 2005, werd Kadlec, Sofija, geboren te Brestavae (Kroatië) op 11 mei 1919, wonende te 3630 Maasmechelen, Bessenstraat 28, opgenomen in de instelling OPZ Daelwezeth, Daalbroekstraat 106, te 3621 Rekem, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mayer, Franz Heinrich, wonende te 6367 HT Voerendaal, Mostardstraat 36.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 3 februari 2005.

Maasmechelen, 28 februari 2005.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Rita Coun. (62580)

Vrederecht van het kanton Meise

Bij beschikking van 9 maart 2005 van de vrederechter van het kanton Meise werd de heer Verlinden, Franciscus, geboren te Opwijk op 20 juni 1926, gepensioneerd, wonende te 1785 Merchtem, Weyenberg 10, doch verblijvende in het rust- en verzorgingstehuis O.C.M.W. Merchtem, Gasthuisstraat 19, te 1785 Merchtem, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg de heer Verlinden, Pierre, geboren te Merchtem op 11 december 1949, boekhouder, wonende te 1785 Merchtem, Brusselsesteenweg 200, aangewezen als voorlopige bewindvoerder.

Meise (Wolvertem), 14 maart 2005.

De hoofdgriffier: (get.) Peeters, Lieve. (62581)

Vrederecht van het kanton Roeselare

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Roeselare van 8 maart 2005, verleend op verzoekschrift dat er griffie werd neergelegd op 22 februari 2005, werd de heer Scheldeman, Georges Joseph, geboren te Geluvelde op 9 september 1921, wonende te 8800 Roeselare, Blinde Rodenbachstraat 75, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: de heer Bart Camerlynck, advocaat met kantoor te 8800 Roeselare (Rumbeke), Hoogstraat 15.

Roeselare, 14 maart 2005.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Willy Bouden. (62582)

Vrederecht van het kanton Zandhoven

Bij vonnis van de vrederechter van het kanton Zandhoven, uitgesproken op 8 maart 2005 ingevolge het verzoekschrift ter griffie neergelegd op 11 februari 2005, werd aan Frissyn, Georgius Petrus Louisa, van Belgische nationaliteit, geboren te Sint-Niklaas op 10 juli 1920, gehuwd, wonende te 2000 Antwerpen, Italiëlei 100, doch verblijvende in Verpleegtehuis Joostens, Kapellei 133, te 2980 Zoersel, als voorlopige bewindvoerder toegevoegd: Mertens, Jan Lodewijk, advocaat aan de balie te Antwerpen, met kantoor te 2900 Schoten, Verbertstraat 22.

Zandhoven, 14 maart 2005.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Van Thielen, Willy. (62583)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du canton de Braine-l'Alleud

En vertu d'une ordonnance du juge de paix du canton de Braine-l'Alleud, du 10 mars 2005, il a été mis fin au mandat de M. Eric Fernand Joseph Bettens, Belge, né le 5 octobre 1950 à Nivelles, enseignant, marié, domicilié rue de Nivelles 35/B, à 1440 Braine-le-Château, en sa qualité d'administrateur provisoire de M. Marcel Roger Alois Bettens, Belge, né le 30 avril 1923 à Kuurne, pensionné, veuf, domicilié en dernier lieu rue Bayard 26, à 1420 Braine-l'Alleud, décédé à Braine-l'Alleud le 7 février 2005.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Le Brun, Michèle. (62584)

Justice de paix du deuxième canton de Liège

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, du 11 mars 2005, il a été constaté que la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 23 mars 2004, a pris fin suite au décès de M. Laurent, Alexandre, décédé le 7 mars 2005, né le 11 juin 1933, Résidence Fleurie, à 4000 Liège, rue de l'Université 41, il a été mis fin, en conséquence, après dépôt d'un rapport de gestion, à la mission de son administrateur provisoire Me Leduc, Léon, avocat, domicilié à 4000 Liège, rue de Campine 157.

Liège, le 11 mars 2005.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) Gillis, Monique. (62585)

Vrederecht van het kanton Zottegem-Herzele, zetel Zottegem

Beschikking d.d. 9 maart 2005.

Verklaart Petrus, Liliane, bediende, wonende te 9620 Zottegem, Sint-Niklaasstraat 1, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Zottegem-Herzele, zetel Zottegem, op 16 maart 2000, tot voorlopig bewindvoerder over Baert, Rosa, geboren te Gent op 30 mei 1925, laatst verblijvende in het R.V.T. « Ter Deinsbeke », Deinsbekerstraat 23, te 9620 Zottegem, met ingang van 9 maart 2005 ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is te Zottegem op 9 januari 2005.

Zottegem, 14 maart 2005.

De eerstaanwezend adjunct-griffier: (get.) Van Den Neste, Hilda. (62586)

Beschikking d.d. 9 maart 2005.

Verklaart De Meerleer, Peter, wonende te 9860 Oosterzele (Balegem), Molenstraat 19A, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Zottegem-Herzele, zetel Zottegem, op 10 juli 2003, tot voorlopig bewindvoerder over Watrin, Belga Catherina Rachel, geboren te Balegem op 5 januari 1919, laatst verblijvende in het R.V.T. « Ter Deinsbeke », Deinsbekerstraat 23, te 9620 Zottegem, met ingang van 9 maart 2005 ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is te Zottegem op 17 december 2004.

Zottegem, 14 maart 2005.

De eerstaanwezend adjunct-griffier: (get.) Van Den Neste, Hilda. (62587)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Justice de paix du premier canton de Charleroi

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Charleroi, en date du 9 mars 2005, il a été mis fin au mandat de Me Xavier Lefevre, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Adriana Vandieren-donck, née le 16 mars 1929, domiciliée à 6020 Dampremy, rue Maret 19, et avons désigné Me Frédérique Mahieu, avocat, dont les bureaux sont sis à 6140 Fontaine-l'Évêque, rue du Parc 42, en remplacement de Me Xavier Lefevre.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Bultynck, Fabienne. (62588)

Justice de paix du canton de Seraing

Suite à la requête déposée le 17 février 2005, par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing, rendue le 7 mars 2005.

Déchargeons Me Isabelle Baldo, avocat, dont les bureaux sont établis à 4000 Rocourt, avenue de la Closeraie 36, de sa mission d'administrateur provisoire des biens de Koopmansch, Lambert, qui lui avait été conférée par l'ordonnance du 22 juillet 2003, de la justice de paix du canton de Saint-Nicolas, publiée au *Moniteur belge* du 28 août 2003, et levée partiellement par notre ordonnance du 15 juin 2004 publiée au *Moniteur belge* du 28 juin 2004.

Invitons Me Isabelle Baldo à nous communiquer le compte final de sa gestion dans les trente jours à dater de la présente ordonnance.

Constatons que M. Koopmansch, Lambert Jean Pierre, de nationalité belge, né le 14 avril 1927 à Hollogne-aux-Pierres, pensionné, divorcé, domicilié à 4100 Seraing, rue de Plainevaux 81/31, reste inapte à assurer la gestion de ses biens.

Désignons Me Clignet, Jean-Claude, avocat, juge de paix suppléant, dont les bureaux sont établis à 4020 Liège, boulevard de l'Est 4, en qualité de nouvel administrateur provisoire, avec les pouvoirs prévus à l'article 488bis, c, du Code civil.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Francine Beaudinet. (62589)

Vrederegerecht van het kanton Beringen

Beschikking d.d. 7 maart 2005.

Verklaren de heer De Jaegher, Leo, advocaat, kantoorhoudende te 3970 Leopoldsburg, Romain de Feuterstraat 16, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het vrederegerecht van het kanton Beringen, op 7 december 2004 (rolnummer 04B202 - Rep.R. 5110/2004 en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 16 december 2004, onder nr. 2004770999) tot voorlopig bewindvoerder aangesteld over Tielemans, Debbie, geboren te Antwerpen op 15 juni 1976, wonende te 3580 Beringen, Zonnebloemstraat 3/2, ontslagen van zijn opdracht met ingang van 7 maart 2004.

Voegen toe als nieuwe voorlopig bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon Tielemans, Debbie : de heer Geyskens, Marc, advocaat, kantoorhoudende te 3580 Beringen, Scheigoorstraat 5.

Beringen, 14 maart 2005.

De hoofdgriffier : (get.) Goris, Martine. (62590)

Vrederegerecht van het eerste kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Gent, verleend op 2 maart 2005, werd De Vriendt, Johan, advocaat te 9000 Gent, Hogeweg 62, aangewezen als voorlopig bewindvoerder bij onze beschikking d.d. 18 december 2003, over de goederen van Maegherman, Paul, geboren te Merelbeke op 20 september 1944, wonende te 9000 Gent, P.C. Dr. Guislain, « De Kedron », Sint-Juliaanstraat 1, ontslagen van zijn opdracht.

Voegen toe als nieuwe voorlopig bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon Maegherman, Paul : Mr. Verbeest, Nadine, advocaat te 9051 Sint-Denijs-Westrem, Driekoningstraat 3.

Gent, 14 maart 2005.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Smet, Ellen. (62591)

Vrederegerecht van het kanton Willebroek

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Willebroek, verleend op 14 maart 2005, werd Verhavert, Joseph, advocaat, met kantoor te 2570 Duffel, O.-L.-Vrouwlaan 24, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Lier, op 26 juni 1992 (rolnummer R.V. 2824 - Rep.R. 2414/1992), gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 3 juli 1992, blz. 15469, en onder nr. 8346, met ingang van 14 maart 2005 ontslagen van zijn opdracht als voorlopige bewindvoerder over de persoon en de goederen van Janssens, Maria, geboren te Sint-Katelijne-Waver op 5 juni 1931, wonende te 2890 Sint-Amands, Lippelodorp 4, en kreeg toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder de heer Borgonie, Jan, advocaat, met kantoor te 2830 Willebroek, Mechelsesteenweg 26.

Willebroek, 14 maart 2005.

De waarnemend hoofdgriffier : (get.) Lemmens, Danny. (62592)

Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793**
van het Burgerlijk Wetboek*Acceptation sous bénéfice d'inventaire*
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving

Volgens akten verleden op de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren : op 25 november 2004 heeft Mevr. Gielen, Annie José Catharina Hendrika, geboren te Bree op 19 maart 1959, wonende te 3680 Maaseik, Bergervenstraat 6, handelend in haar hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over de heer Gielen, Jacobus Josephus, geboren te Peer op 2 oktober 1920, wonende te 3670 Meeuwen-Gruitrode, Kerkhofstraat 15, op 28 januari 2005, heeft Mevr. Gielen, Lutgarde Maria Carina, geboren te Meeuwen-Gruitrode op 26 april 1964, wonende te 3670 Meeuwen-Gruitrode, Jan Hubensstraat 6, handelend in haar hoedanigheid van voogd van de verlengd minderjarige Gielen, Hilda Jozefina Maria, geboren te Meeuwen-Gruitrode, Kerkhofstraat 15,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Mevr. Bonhomme, Anna Maria Catharina, geboren te Peer op 2 augustus 1925, in leven wonende te 3670 Meeuwen-Gruitrode, Kerkhofstraat 15, overleden te Meeuwen-Gruitrode op 24 februari 2004.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op de door de erfgenamen gekozen woonplaats, zijnde het kantoor van notaris Bart Van Der Meersch, te 3960 Bree, Opiitterkiezel 50.

Bree, 11 maart 2005.

Voor de verzoeker, (get.) Bart Van Der Meersch, notaris. (7620)

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op 11 maart 2005, heeft Mevr. Deboodt, Greet, wonend te Ieper, Colaertplein 25/4A, handelend als gevolmachtigde van De Beck, Christine Hélène Zoë, geboren te Izegem op 27 juli 1959, wonend te Ardoorie (Koolskamp), Lavendelstraat 10, handelend op haar beurt als voogd van De Beck, Martine Gisèle Françoise, geboren te Izegem op 8 oktober 1962, wonend te Ardoorie (Koolskamp), Lavendelstraat 10, en verblijvende te Klerken, Dorpsstraat 4, verklaard de nalatenschap te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving van wijlen Mevr. Vanden Borre, Marie Denyse Marguerite, geboren te Bavikhove op 18 juni 1924, weduwe van de heer De Beck, Jules Omer Maurits, laatstwonend te Ardoorie (Koolskamp), Dorpsplein 25, overleden te Waregem op 29 oktober 2004.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht bij aangetekend schrijven, te richten aan notaris Vanbeylen, te Zwevezele, Lichterveldestraat 72, hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*.

Wingene (Zwevezele), 14 maart 2005.

Namens de voogd, (get.) Greet Deboodt, kandidaat notaris. (7621)

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op 4 maart 2005, heeft Mr. Katrien Neyens, advocaat te Torhout, woonstkiezend op het kantoor van notaris Eveline De Vlieger, te 8480 Ichtegem, Engelstraat 127, handelend als gevolmachtigde van Mevr. Denoo, Marleen Maria, geboren te Torhout, op 7 januari 1959, weduwe van de heer Dirk Decorte, wonende te 8480 Ichtegem, Swolstraat 3, handelend namens het bij haar wonend minderjarig kind, Decorte, Olivier Godfried, geboren te Torhout op 14 december 1989, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen de heer Decorte, Dirk Georges, geboren te Oostende op 3 september 1959, in leven, echtgenoot van Denoo, Marleen, voornoemd, laatst wonende te 8480 Ichtegem, Swolstraat 3, en overleden te Gent op 9 december 2002.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van notaris Eveline De Vlieger, voornoemd.

Voor de verzoekers : (get.) E. De Vliegheer, notaris. (7622)

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, op 7 februari 2005, heeft Mr. Pascal Castryck, advocaat te Houthulst, woonstkiezend op het kantoor van notaris Eveline De Vlieger, te 8480 Ichtegem, Engelstraat 127, handelend in zijn hoedanigheid van volmachttrager van Mevr. Deceuninck, Nadine Georgette, huisvrouw, geboren te Torhout op 27 juni 1961, weduwe van de heer Paul Vandooren, wonende te 8680 Koekelare, Eikendreef 6, in haar hoedanigheid van enige overlevende ouder van juffrouw Liselotte Vandooren, studente, geboren te Torhout op 3 februari 1988, ongehuwd, wonende te 8680 Koekelare, Eikendreef 6, hiertoe gemachtigd bij beschikking van de heer vrederechter van het kanton Diksmuide, verleend op 25 januari 2005, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Mevr. Baeckelandt, Madeleine, in leven op rust, geboren te Jony Châtel (Frankrijk) op 21 december 1922, weduwe van de heer Arthur Vandooren, wonende te 8680 Koekelare, Veldstraat 1, en overleden te Torhout op 1 september 2004.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van notaris Eveline De Vlieger, voornoemd.

Voor de verzoekers : (get.) E. De Vlieger, notaris. (7623)

Op 9 maart 2005, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, is verschenen : de heer Van Der Borgh, Jean-Pierre, geboren te Denderleeuw op 27 november 1952, wonende te 3210 Linden, Diestsesteenweg 91, handelend als gevolmachtigde van Mevr. Vits, Greta, geboren te Lubbeek op 29 mei 1956, wonende te 3210 Lubbeek (Linden), Diestsesteenweg 91;

handelend in haar hoedanigheid van voogdes over de hierna vermelde minderjarige;

hiertoe aangesteld bij vonnis van de jeugdrechter van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven d.d. 21 mei 2003 : Rouchdi, Zaïna, geboren te Leuven op 25 april 1996, wonende te 3210 Lubbeek (Linden), Diestsesteenweg 91, minderjarige onder voogdij.

Dewelke verklaard heeft, handelend in zijn gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Vits, Roger Alfons Karel, geboren te Linden op 25 januari 1928, in leven laatst wonende te 3390 Houwaart, Molensstraat 13, en overleden te Tienen op 31 december 2004.

Hiertoe gemachtigd door beschikking van de vrederechter van het kanton Leuven-1, d.d. 2 februari 2005.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht bij aangetekend schrijven hun rechten te doen gelden binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van de opneming van deze akte in het *Belgisch Staatsblad*.

Dat aangetekend schrijven moet verzonden worden aan Michiels & Stroeykens, geassocieerde notarissen te 3200 Aarschot, Boudewijnlaan 19.

(Get.) Michiels & Stroeykens, geassocieerde notarissen. (7624)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde op 15 maart 2005, heeft notaris P. Flies, ter standplaats 9220 Hamme, Stationsstraat 41, handelend als gevolmachtigde van Mevr. Fabienne Van Havenbergh, wonende te 9220 Hamme, Noordstraat 66, handelend in haar hoedanigheid van ouder over de nog bij haar inwonende minderjarige zoon, zijnde Rousseau, Arno, geboren te Dendermonde op 13 augustus 1997.

Verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Rousseau, Pascal Clement Marguerite, geboren te Sint-Niklaas op 3 juni 1968, in leven laatst wonende te 9220 Hamme (Oost-Vlaanderen), Noordstraat 66, en overleden te Hamme op 13 december 2004.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. notaris P. Flies, ter standplaats 9220 Hamme, Stationsstraat 41.

Dendermonde, 15 maart 2005.

De griffier : (get.) A. Vermeire. (7625)

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde op 15 maart 2005, heeft de heer Peter Timmermans, wonende te 2000 Antwerpen, Britselei 38, handelend als gevolmachtigde van Mevr. Leys, Christine, wonende te 2060 Antwerpen, Sint-Elisabethstraat 16, handelend in haar hoedanigheid van ouder over de nog bij haar inwonende minderjarige kinderen, zijnde :

Diels, Nick, geboren te Merksem op 1 mei 1991;

Diels, Laura, geboren te Antwerpen (Deurne) op 8 maart 1995.

Verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Diels, Gilbert Antoine Bertha, geboren te Antwerpen op 14 juli 1962, in leven laatst wonende te 9140 Temse, Leemstraat 10, en overleden te Temse op 5 augustus 2004.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. notaris J. Anthonis, ter standplaats 2060 Antwerpen, Van de Wervestraat 63.

Dendermonde, 15 maart 2005.

De griffier : (get.) A. Vermeire. (7626)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 14 maart 2005, heeft Vercauteren, Kristel Hendrik Marie-Louise, geboren te Schoten op 27 augustus 1964, wonende te 2300 Turnhout, steenweg op Mol 104/5, handelend in eigen naam,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Dekens, Louis Sylvain, geboren te Gent op 29 augustus 1925, in leven laatst wonende te 9000 Gent, Blekersdijk 81, en overleden te Gent op 13 februari 2002.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. Virginie Bostoen, notaris, kantoorhoudende te 9000 Gent, Hoogstraat 30.

Gent, 14 maart 2005.

De eerstaanwezend adjunct-griffier : (get.) Thea De Groot. (7627)

Rechtbank van eerste aanleg te Mechelen

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen op 15 maart 2005, heeft Van Bael, Chantal Rosette Francine, geboren te Duffel op 4 januari 1960, wonende te 2860 Sint-Katelijne-Waver, Beekvelden 6;

handelend in haar hoedanigheid van ouder-drager van het ouderlijk gezag over de minderjarige Windelinckx, Anke Benjamin Annelies, geboren te Duffel op 31 januari 1997, wonende te 2860 Sint-Katelijne-Waver, Beekvelden 6;

ingevolge beschikking van de vrederechter te Mechelen d.d. 22 februari 2005;

verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Windelinckx, Jan Auguste Florent, geboren te Leuven op 27 januari 1958, in leven laatst wonende te 2860 Sint-Katelijne-Waver, Beekvelden 6, en overleden te Sint-Katelijne-Waver op 20 oktober 2004.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen vanaf de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. M. Verdonck, geassocieerd notaris te 2860 Sint-Katelijne-Waver, Markt 26.

Mechelen, 15 maart 2005.

De afgev. adj. griffier : (get.) H. Huybrechts. (7628)

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen op 15 maart 2005, heeft Mr. J. Verreth, geassocieerd notaris te Lier, kantoorhoudende te Lier, Mechelsesteenweg 92,

handelend in hoedanigheid van bijzondere gevolmachtigde ingevolge volmacht hem verleend te Lier op 10 februari 2005, voor en in naam van :

Wuyts, Anita Irma, geboren te Lier op 11 juni 1944, wonende te 2530 Boechout, Sint-Bavoplein 7;

handelend in haar hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over Verschooten, Maria Rosalia Bertha, geboren te Lint op 28 juli 1916, wonende te 2500 Lier, Hagenbroeksesteenweg 229, doch verblijvende te 2980 Halle-Zoersel, in RVZ Sparrenhof, Halmolenweg 68, hiertoe gemachtigd bij beschikking van de vrederechter te Zandhoven op 25 januari 2005;

verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Wuyts, Albert Lodewijk, geboren te Lier op 2 augustus 1915, in leven laatst wonende te 2500 Lier, Hagenbroeksesteenweg 229, en overleden te Lier op 1 december 2004.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen vanaf de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Jan Verreth, kantoorhoudende te 2500 Lier, Mechelsesteenweg 92.

Mechelen, 15 maart 2005.

De afgev. adj. griffier : (get.) H. Huybrechts. (7629)

Tribunal de première instance de Dinant

Suivant acte n° 641 dressé au greffe du tribunal de première instance de Dinant, le 14 mars 2005 :

Me Yves Bouillet, notaire à Florennes, rue Gérard de Cambrai 28, agissant comme mandataire, en vertu de 2 procurations sous seing privé données les 3 mars 2005, et 22 décembre 2004, et qui resteront annexées au présent acte de :

1. M. Anckaert, Bart, domicilié à Grimminge, Klakvijverstraat 14, agissant lui-même, avec autorisation de M. le juge de paix du canton de Geraardsbergen du 12 janvier 2005, en qualité de tuteur datif de Mlle Fettes, Marie-Christine, née à Charleroi le 23 avril 1958, domiciliée à Geraardsbergen, Edingseweg 543 (MPI St-Vincentius), placée sous statut de minorité prolongée, par décision du tribunal de première instance de Oudenaarde du 24 juin 1980;

2. Mme Fettes, Marina, domiciliée à Nivelles, chaussée de Namur 78, a déclaré, pour et au nom de ses mandants, dont le premier agissant lui-même, ès qualités, accepter sous bénéfice d'inventaire, la succession de Fettes, Bernard, né à Florennes le 17 juin 1926, de son vivant domicilié à Florennes, rue du Calvaire 24, et décédé à Gerpinnes, en date du 2 mars 2004.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois, à compter de la présente à Me Bouillet, préqualifié.

Pour extrait conforme délivré à Me Bouillet : le greffier, (signé) M. Focan. (7630)

Tribunal de première instance de Nivelles

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de première instance de Nivelles, en date du 14 mars 2005 :

Mme Bechet, Agnès Ghislaine F.M., née à Rocourt le 14 avril 1934, domiciliée rue Sainte-Barbe 29, agissant en nom personnel, et porteuse de procurations qui demeureront annexées au présent acte, agissant au nom de ses mandants, à savoir :

M. Charlier, Hugues André François, né à Nivelles le 21 juin 1963, domicilié clos Pégase 8, à 1410 Waterloo;

M. Charlier, Yves Paul Fabien, né à Etterbeek le 26 mai 1960, domicilié chaussée de Braine-le-Comte 79, à 1400 Nivelles;

M. Charlier, Marc, né à Nivelles le 28 mai 1968, domicilié à Flat 8A, Dunrobin Court, 389 Finchley Road, London NW3 6HE (Angleterre), a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Charlier, Jules Albert François Arthur, né à Virton le 3 octobre 1931, de son vivant domicilié à Nivelles, rue Sainte-Barbe 29, et décédé le 3 octobre 2004 à Nivelles.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans les trois mois à compter de la date de la présente insertion à Me Thierry Crunelle, notaire à 1400 Nivelles, rue Laurent Delvaux 25.

Nivelles, le 14 mars 2005.

Pour extrait conforme : le greffier, chef de service, (signé) J.-M. Lamotte. (7631)

Tribunal de première instance de Tournai

Par acte n° 05-144 dressé au greffe du tribunal de première instance de Tournai, province de Hainaut, le 7 mars 2005, a comparu :

Beyens, William, né à Mouscron le 8 mars 1949, domicilié à 7700 Mouscron, avenue du Panorama 62, agissant en qualité de tuteur de Myriam Elisa Jeannette Beyens, placée sous statut de la minorité prolongée suivant jugement rendu par le tribunal de première instance de Tournai, en date du 19 novembre 1987, née le 9 mars 1951 à Mouscron, domiciliée rue des Moulins 3/1, à 7700 Mouscron, en vertu d'une autorisation de M. le juge de paix du canton de Mouscron-Comines-Warneton, siège de Mouscron, du 22 février 2005, dont une copie nous a été produite,

lequel comparant a déclaré vouloir accepter, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Bonneel, Emilienne, né le 9 février 1925 à Comines, en son vivant domiciliée à Mouscron, rue des Moulins 3/0001, décédée à Mouscron le 23 décembre 2004.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

L'élection de domicile est faite chez les notaires associés, Ludovic Du Faux, et Alain Mahieu, de résidence à Mouscron, rue de la Station 80. Tournai, le 7 mars 2005.

Pour extrait conforme : le greffier, chef de service, (signé) Chr. Maladry.

(7632)

Concordat judiciaire – Gerechtigelijk akkoord

Rechtbank van koophandel te Dendermonde

Bij vonnis d.d. 14 maart 2005 der rechtbank van koophandel te Dendermonde werd een voorlopige opschorting van betaling toegekend voor een periode eindigend op 12 september 2005 aan Van De Velde, Patrick, caféuitbater, met maatschappelijke zetel te 9160 Lokeren, Vrederechtstraat 2, K.B.O. nr. 0721.081.964.

Commissaris inzake opschorting: Marc Peeters, advocaat te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52.

De schuldeisers worden opgeroepen aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie der rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, uiterlijk op maandag 18 april 2005.

Uitspraak over een eventuele definitieve opschorting: maandag 5 september 2005, te 9 u. 30 m., ter zitting der zesde kamer der rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31.

Dendermonde, 15 maart 2005.

De afgev. adjunct-griffier: (get.) S. Van Nuffel. (7633)

Tribunal de commerce de Dinant

Par jugement du 15 mars 2005, la première chambre du tribunal de commerce séant à Dinant, province de Namur, proroge la période d'observation, fixée par le jugement du 19 octobre 2004, pour un ultime délai se terminant le 19 juillet 2005, à la S.P.R.L. Hennes et Delvoie, dont le siège social est établi à 5377 Somme-Leuze, Zoning de Baillonville 7, immatriculée à la B.C.E. sous le numéro 0456.650.066.

Fixe, dès à présent, au mardi 21 juin 2005, à 11 heures, en la salle d'audience habituelle du tribunal, au Palais de Justice à Dinant, l'audience à laquelle il sera statué sur l'octroi du sursis définitif.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) H. Bourdon. (7634)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 15 maart 2005, is Dubois, Godelieve Gaston Angèle, geboren te Merksem op 4 november 1955, wonende te 2050 Antwerpen, Jonker van der Nootstraat 23, en handeldrijvende te 2050 Antwerpen, Blancefloerlaan 4, onder de benaming « Het Tippeke », reparatie van laarzen, schoenen en overige artikelen van leer, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0685.147.523.

Curator : Mr. Joris, Wilfried, Marktplein 22, 2110 Wijnegem.

Datum van de staking van betaling : 15 maart 2005.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 14 april 2005.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 11 mei 2005, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2018 Antwerpen.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7635)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 15 maart 2005, is Mastex N.V., Waterstraat 155, 2970 Schilde, detailhandel in baby- en kinderkleding, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0446.294.327.

Curator : Mr. Heysse, Barbara, Kerkstraat 39, 2940 Stabroek.

Datum van de staking van betaling : 15 maart 2005.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 14 april 2005.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 11 mei 2005, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2018 Antwerpen.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7636)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 15 maart 2005, is Kinki Kappers Metropool B.V.B.A., in het kort : « K.K.M. », Lange Klarenstraat 29, 2000 Antwerpen-1, kapsalons, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0479.693.209.

Curator : Mr. Henquin, Michel, Kerkstraat 39B, 2940 Stabroek.

Datum van de staking van betaling : 15 maart 2005.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 14 april 2005.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 11 mei 2005, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2018 Antwerpen.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7637)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 15 maart 2005, is Salo B.V.B.A., Oude Koornmarkt 22, 2000 Antwerpen-1, restaurants van het traditionele type, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0480.137.330.

Curator : Mr. Hendrickx, Jean, Plantin en Moretuslei 12, 2018 Antwerpen.

Datum van de staking van betaling : 15 maart 2005.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 14 april 2005.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 11 mei 2005, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2018 Antwerpen.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7638)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 15 maart 2005, is Frickel Invest N.V., in vereffening, Zonnewijzerstraat 20/35, 2018 Antwerpen-1, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0421.886.256.

Curator : Mr. Mertens, Ilse, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 15 maart 2005.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 14 april 2005.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 11 mei 2005, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2018 Antwerpen.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7639)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 15 maart 2005, is Makri N.V., Ten Eekhovellei 275, 2100 Deurne (Antwerpen), detailhandel in elektrische huishoudapparaten en in audio- en videoapparatuur, op bekentenis, failliet verklaard.

Ondernemingsnummer 0436.053.503.

Curator : Mr. Houben, Luc, Bist 45/8, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 15 maart 2005.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 14 april 2005.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 11 mei 2005, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2018 Antwerpen.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7640)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Everaert & Co B.V.B.A., Boskapellei 102, 2930 Brasschaat, gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0446.783.681.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Jan Everaert, Bosstraat 19/6, 2620 Hemiksem.

De curator : Mr. Elants, Anne-Marie, advocaat, Kasteeldreef 29, 2900 Schoten.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7641)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Willco G.C.V., Prins Leopoldlaan 16, 2600 Berchem (Antwerpen), en Willox, Philippe Marie Frederic, Prins Leopoldlaan 16, 2600 Berchem (Antwerpen), gesloten werd bij vonnis van heden dezer rechtbank bij ontoereikend actief, waarbij haar beherend vennoot, Philippe Marie Frederic Willox, verschoonbaar werd verklaard.

Ondernemingsnummer 0461.575.191.

De curator : Mr. Verfaillie, Christine, advocaat, Amerikalei 128, 2000 Antwerpen-1.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7642)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Volcan B.V.B.A., Lage Kaart 642, 2930 Brasschaat, gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0471.969.732.

Beschouwd als vereffenaar : Mevr. Lea Floren, Viaduct-Dam 1, 2060 Antwerpen.

De curator : Mr. Bruneel, Gregory, advocaat, Amerikalei 22, 2000 Antwerpen-1.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7643)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Handelsmaatschappij Francis Denys B.V.B.A., in het kort : « Francis Denys », in vereffening, Oude Leeuwenrui 34, 2000 Antwerpen-1, gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0439.014.773.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Francis Deyns, Mikseheide 27, 2930 Brasschaat.

De curator : Mr. Quanjard, Benjamin, advocaat, Admiraal De Boisotstraat 20, 2000 Antwerpen-1.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7644)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Garage Willy C.V., in vereffening, Abelenlaan 18, 2940 Stabroek, gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0431.610.705.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Firens, zonder gekende woon- of verblijfplaats in België, noch in het buitenland.

De curator : Mr. De Bie, Eduard, advocaat, Lange Lozanastraat 145-147, 2018 Antwerpen-1.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7645)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van J.J. Care N.V., Noorderlaan 111, 2030 Antwerpen-3, gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0462.048.216.

Beschouwd als vereffenaars : de heer Roelf de Groot, Kolmeer 36, Sneek, Nederland, en de heer Abraham Geense, Mosselkreekstraat 16, Sint-Philipsland, Nederland.

De curator : Mr. Henquin, Michel, advocaat, Kerkstraat 39B, 2940 Stabroek.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7646)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Coninckx, Ludo Louis August, geboren te Antwerpen op 14 februari 1950, « Adonis », Dambruggestraat 174, 2060 Antwerpen-6, gesloten bij ontoereikend actief, waarbij de gefailleerde verschoonbaar werd verklaard.

Ondernemingsnummer 0500.420.723.

De curator : Mr. Van Meensel, Steven, advocaat, Paleisstraat 12-14, 2018 Antwerpen-1.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7647)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Multipurpose Eco-Efficiency Research Lemmes International B.V.B.A., in het kort : « Merlin », Belgiëlei 172, 2018 Antwerpen-1, gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0457.812.482.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Berti Lemmes, Finco De Marbo 342, Bonaire, Nederlandse Antillen.

De curator : Mr. Hendrickx, Jean, advocaat, Plantin en Moretuslei 12, 2018 Antwerpen-1.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7648)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Het Groene Paard N.V., Luikstraat 9, 2000 Antwerpen-1, gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0447.468.522.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Ronald Danneels, avenue de Verdun 9, 65000 Menton, Frankrijk.

De curator : Mr. Verstraeten, Peter, advocaat, Prins Boudewijnlaan 177-179, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7649)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Pemine B.V.B.A., in vereffening, Erik Sasselaan 61, 2020 Antwerpen-2, gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0441.680.392.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Barberis, Dokter Frans Van Hemerykxlaan 1/4, 2650 Edegem.

De curator : Mr. Kiebooms, Bernadette, advocaat, Heerbaan 29, 2530 Boechout.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (Pro deo) (7650)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Daca B.V.B.A., Italiëlei 239, 2000 Antwerpen-1, gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0413.560.191.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Werner De Geyter, Lijsterbeslaan 2, 2950 Kapellen.

De curator : Mr. Van Gijseghem, Geert, advocaat, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (7651)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van NGO Nguimbous, Stephane, geboren te Douala op 20 september 1968, Herentalsebaan 84-86, 2100 Deurne (Antwerpen), gesloten bij ontoereikend actief, waarbij de gefailleerde niet verschoonbaar werd verklaard.

Ondernemingsnummer 0511.881.965.

De curator : Mr. Mertens, Jan Lodewijk, advocaat, Verbertstraat 22, 2900 Schoten.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (7652)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Belgium Bargain and Business N.V., Bothastraat 9, 2140 Borgerhout (Antwerpen), gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0425.238.102.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Milpas, M., Delbekelaan 36, 2170 Merksem.

De curator : Mr. Michel, Martin, advocaat, Franklin Rooseveltplaats 18, 2018 Antwerpen-1.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (7653)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Van Hoof, Rudi Albertine Adriaan, geboren te Antwerpen op 2 juli 1960, « Van Hoof », De Leescorfstraat 70, 2140 Borgerhout (Antwerpen), gesloten bij ontoereikend actief, waarbij de gefailleerde verschoonbaar werd verklaard.

Ondernemingsnummer 0501.321.833.

De curator : Mr. De Roy, Frans, advocaat, Paleisstraat 47, 2018 Antwerpen-1.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (7654)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van MD-Co N.V., Bredabaan 885, 2170 Merksem (Antwerpen), gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0459.708.041.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Fédor Coopmans, Hoogboomsesteenweg 53, 2950 Kapellen.

De curator : Mr. Schwagten, Werenfried, advocaat, Hovestraat 28, 2650 Edegem.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (7655)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van R.I.S. B.V.B.A., Leopoldsllei 52B, 2930 Brasschaat, gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0440.668.327.

Beschouwd als vereffenaar : Mevr. Caroline Petit, Leopoldlei 52, 2930 Brasschaat.

De curator : Mr. De Roy, Xavier, advocaat, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (7656)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Multicall B.V.B.A., Albrecht Rodenbachstraat 15, 2140 Borgerhout (Antwerpen), gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0457.468.529.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Joseph De Laet, Bisschoppenhoflaan 408/411, 2100 Deurne.

De curator : Mr. Truyen, Christiane, advocaat, Paleisstraat 64, 2018 Antwerpen-1.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (7657)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Gooma B.V.B.A., Lange Brilstraat 6, 2000 Antwerpen-1, gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0432.636.034.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Marc Goormans, Jozef de Vogtstraat 10, 2520 Ranst.

De curator : Mr. Patroons, Kristiaan, advocaat, Mechelsesteenweg 12, bus 8, 2000 Antwerpen-1.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (7658)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Café Pacha B.V.B.A., August Van De Wielelei 1, 2100 Deurne (Antwerpen), gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0422.503.888.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Jean Masson, Koerslaan 12, 8450 Bredene.

De curator : Mr. Kiebooms, Bernadette, advocaat, Heerbaan 29, 2530 Boechout.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (7659)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van De Vogel-Coenen B.V.B.A., Antwerpsesteenweg 27, 2630 Aartselaar, gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0430.701.180.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Ludo De Vogel, Baron Van Ertbornstraat 116, 2630 Aartselaar.

De curator : Mr. Rauter, Philip, advocaat, Mechelsesteenweg 166, 2018 Antwerpen-1.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (7660)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Pit-Shop B.V.B.A., Meirbrug 1/24, 2000 Antwerpen-1, gesloten bij ontoereikend actief.

Ondernemingsnummer 0461.480.072.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Benoit Philippe Mintiens, Jagersdreef 21, bus 2, 2950 Kapellen.

De curator : Mr. De Roy, Xavier, advocaat, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1.

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (7661)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, van 15 maart 2005, werd het faillissement van Van Alphen Shipping N.V., Middelmolenlaan 108, 2100 Deurne (Antwerpen), gesloten bij vereffening.

Ondernemingsnummer 0451.011.990.

Beschouwd als vereffenaar : de heer Joannes Constant Van Alphen, Ruggeveldlaan 529, 2100 Deurne.

De curator : Mr. Teughels, Yves, advocaat, Coremansstraat 14A, 2600 Berchem (Antwerpen).

De griffier-hoofd van dienst : M. Caers. (7662)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 14 mars 2005, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par faute d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Alpha, avec siège social à 1060 Saint-Gilles, rue de Russie 29.

Numéro d'entreprise 0428.170.767.

Curateur : Lemaire, Luc.

Liquidateur : Naciri, Karim, rue Cesar Franck 43, 1050 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (7663)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 14 maart 2005, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij gebrek aan actief, het faillissement van de B.V.B.A. Alpha, met maatschappelijke zetel te 1060 Sint-Gillis, Ruslandstraat 29.

Ondernemingsnummer 0428.170.767.

Curator : Lemaire, Luc.

Vereffenaar : Naciri, Karim, Cesar Franckstraat 43, 1050 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (7663)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 14 mars 2005, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par faute d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Euro-Trade Incorporate, avec siège social à 1060 Saint-Gilles, rue de la Victoire 106.

Numéro d'entreprise 0448.781.683.

Curateur : Lemaire, Luc.

Liquidateur : Amzile Abdelkhalek, chaussée d'Anvers 150, 1000 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (7664)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 14 maart 2005, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij gebrek aan actief, het faillissement van de B.V.B.A. Euro-Trade Incorporate, met maatschappelijke zetel te 1060 Sint-Gillis, Overwinningstraat 106.

Ondernemingsnummer 0448.781.683.

Curator : Lemaire, Luc.

Vereffenaar : Amzile Abdelkhalek, Antwerpsesteenweg 150, 1000 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (7664)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 14 mars 2005, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par faute d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Taxis et Messagerie chrétienne, avec siège social à 1050 Ixelles, chaussée de Wavre 39.

Numéro d'entreprise 0450.888.860.

Curateur : Henderickx, Alain.

Liquidateur : Muamsa Mutombo M., avenue Thermidor 13, 1410 Waterloo.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (7665)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 14 maart 2005, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij gebrek aan actief, het faillissement van de B.V.B.A. Taxis et Messagerie chrétienne, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Waversesteeweg 39.

Ondernemingsnummer 0450.888.860.

Curator : Henderickx, Alain.

Vereffenaar : Muamsa Mutombo M., avenue Thermidor 13, 1410 Waterloo.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (7665)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 14 mars 2005, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par faute d'actif, la faillite de la S.P.R.L.U. Rapa Nui, avec siège social à 1000 Bruxelles-1, rue Melsens 6-8.

Numéro d'entreprise 0478.990.156.

Curateur : Henderickx, Alain.

Liquidateur : Silva, Pinto, rue Peter Benoit 21/1, 1040 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (7666)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 14 maart 2005, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij gebrek aan actief, het faillissement van de E.B.V.B.A. Rapa Nui, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel-1, Melsensstraat 6-8.

Ondernemingsnummer 0478.990.156.

Curator : Henderickx, Alain.

Vereffenaar : Silva Pinto, Peter Benoitstraat 21/1, 1040 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (7666)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 14 mars 2005, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par faute d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Fitness Winners International, avec siège social à 1050 Bruxelles-5, avenue Louise 304.

Numéro d'entreprise 0456.893.061.

Curateur : Van De Velde, Claire.

Liquidateur : Jegonday, Emile, rue de Rivoli 6, bte 219, 56305 Pontivy (France).

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (7667)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 14 maart 2005, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij gebrek aan actief, het faillissement van de B.V.B.A. Fitness Winners International, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel-5, Louizalaan 304.

Ondernemingsnummer 0456.893.061.

Curator : Van De Velde, Claire.

Vereffenaar : Jegonday, Emile, rue de Rivoli 6, bte 219, 56305 Pontivy (Frankrijk).

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (7667)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 14 mars 2005, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close par faute d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Made in Padania International Trading, avec siège social à 1000 Bruxelles-1, rue de la Presse 4.

Numéro d'entreprise 0463.323.072.

Curateur : Lemaire, Luc.

Liquidateur : Chenal, Jean-Pierre, rue du Village 75/1, 1070 Bruxelles. (Radié d'office).

Pour extrait conforme : le greffier en chef, J.-M. Eylenbosch. (7668)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 14 maart 2005, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard bij gebrek aan actief, het faillissement van de B.V.B.A. Made in Padania International Trading, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel-1, Drukpersstraat 4.

Ondernemingsnummer 0463.323.072.

Curator : Lemaire, Luc.

Vereffenaar : Chenal, Jean-Pierre, Dorpstraat 75/1, 1070 Brussel.

(Geschrapd).

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, J.-M. Eylenbosch. (7668)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis van de tijdelijke eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 14 maart 2005, werd, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van de heer Jacobus Johan Désire Criel, geboren te Antwerpen op 14 februari 1959, wonende te 8700 Tielt, Kortrijkstraat 13/5, voor metalen constructies en met uitbating gevestigd te 8700 Aarsele, Deinzesteeweg 248, voor uitbating café met benaming « 't Hooge », met als ondernemingsnummer 0742.081.078.

Datum van staking van betalingen : 14 maart 2005.

Curator : Mr. Greet Alliet, advocaat te 8755 Ruiselede, Bruggestraat 22.

De aangiften van schuldvordering dienen neergelegd te worden ter griffie van de rechtbank van koophandel te 8000 Brugge, Kazernevest 3, vóór 14 april 2005.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal plaatsgrijpen op 25 april 2005, om 8 u. 45 m., in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Brugge, achteraan zaal N, op de eerste verdieping van het gerechtsgebouw te Brugge, Kazernevest 3.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de hoofdgriffier, (get.)
L. Demets. (7669)

Bij vonnis van de eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 2 maart 2005, werd het faillissement van Couvreur, Georges Gabriel, wonende te 8400 Oostende, De Rudderstraat 2, afgesloten.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de hoofdgriffier, (get.)
L. Demets. (7670)

Bij vonnis van de eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 2 maart 2005, werd het faillissement River Invest N.V., destijds met zetel gevestigd te 8700 Tielt, Tenhovestraat 15, afgesloten bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt als vereffenaar beschouwd, overeenkomstig artikel 185 van het Wetboek van vennootschappen: de heer Daniel Weerbrouck, wonende te 9820 Merelbeke, Bosstraat 14.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de hoofdgriffier, (get.)
L. Demets. (7671)

Bij vonnis van de eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 2 maart 2005, werd het faillissement van Reprographic B.V.B.A., destijds met zetel te 8380 Brugge (Zeebrugge), Brusselstraat 42, met ondernemingsnummer 0417.710.902, afgesloten.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt als vereffenaar beschouwd, overeenkomstig artikel 185 van het Wetboek van vennootschappen: de heer Boudewijn Cocquyt, wonende te 8300 Knokke-Heist, Koningslaan 69/11.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de hoofdgriffier, (get.)
L. Demets. (7672)

Bij vonnis van de eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 2 maart 2005, werd het faillissement van Product Developments International N.V., destijds met maatschappelijke zetel gevestigd te 8210 Zedelgem, Lac 10, afgesloten.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt als vereffenaar beschouwd, overeenkomstig artikel 185 van het Wetboek van vennootschappen: de heer André Jonckheere, wonende te 8210 Zedelgem, Lac 10.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de hoofdgriffier, (get.)
L. Demets. (7673)

Bij vonnis van de eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 2 maart 2005, werd het faillissement van Canniere, Maria Adriana, wonende te 8310 Brugge, Raadsherenlaan 34/7, afgesloten.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de hoofdgriffier, (get.)
L. Demets. (7674)

Bij vonnis van de eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 2 maart 2005, werd het faillissement van Bullen, Jan Pieter, wonende te 1500 Halle, L. Vanbeverenstraat 101/12, afgesloten.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de hoofdgriffier, (get.)
L. Demets. (7675)

Bij vonnis van de eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 2 maart 2005, werd het faillissement van Vaernewyck, Patrick Jozef Carlos, wonende te 8740 Pittem, Verbieststraat 12, afgesloten.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de hoofdgriffier, (get.)
L. Demets. (7676)

Bij vonnis van de eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 2 maart 2005, werd het faillissement van Uitgeverij Herrebout Jempi B.V.B.A., destijds met zetel gevestigd te 8310 Brugge (Sint-Kruis), Keizerstraat 42, met ondernemingsnummer 0427.064.175, gesloten bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt als vereffenaar beschouwd, overeenkomstig artikel 185 van het Wetboek van vennootschappen: de heer Jean-Pierre Herrebout, Keizerstraat 42, te 8310 Brugge.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de hoofdgriffier, (get.)
L. Demets. (Pro deo) (7677)

Bij vonnis van de eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 2 maart 2005, werd het faillissement van De Hertenjagers N.V., destijds met zetel gevestigd te 8000 Brugge, Ezelstraat 25, met ondernemingsnummer 0444.342.350, afgesloten bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt als vereffenaar beschouwd, overeenkomstig artikel 185 van het Wetboek van vennootschappen: de heer Tom Vandenhende, Enclus Du Bas 5, 7750 Mont-de-l'Enclus.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de hoofdgriffier, (get.)
L. Demets. (Pro deo) (7678)

Bij vonnis van de eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 2 maart 2005, werd het faillissement van Vandembroucke, Donald, wonende te 8791 Waregem, Kortrijkseweg 337, afgesloten.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de hoofdgriffier, (get.)
L. Demets. (Pro deo) (7679)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, zesde kamer, d.d. 15 maart 2005, werd Atis B.V.B.A., installatie HVAC, Beekveldstraat 68, 9300 Aalst, in staat van faillissement verklaard.

Ondernemingsnummer 0419.000.012.

Rechter-commissaris : M. Dirk Nevens.

Curator : Mr. Albert Coppens, Capucijnenlaan 63, 9300 Aalst.

Datum staking van betaling : 15 maart 2005, onder voorbehoud van artikel 12, lid 2, F.W.

Indienen van de schuldvorderingen met bewijsstukken, uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf datum faillissementsvonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen op vrijdag 29 april 2005, te 9 u. 30 m.

Voor eensluidend uittreksel : de afgev. adjunct-griffier, (get.) S. Van Nuffel. (7680)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, zesde kamer, d.d. 8 maart 2005, werd in het faillissement Prodecam B.V.B.A., met zetel gevestigd te 9300 Aalst, Priester Daensplein 2, met ondernemingsnummer 0421.881.407, Mr. P. Baillon, advocaat te 9200 Dendermonde, Noordlaan 172, bus 1, die in het vonnis van voormeld faillissement werd aangesteld als curator thans ingevolge art. 30 F.W. vervangen door Mr. J. Bogaert, advocaat te 9200 Dendermonde, Schoolstraat 15.

Voor eensluidend uittreksel : de afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) S. Van Nuffel. (7681)

Bij bevelschrift van de heer M. Tackaert, rechter-commissaris, worden de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Darmhandel Broeckhove, Broeksstraat 36, 9290 Berlare (Uitbergen), K.B.O. 0454.007.510, opgeroepen in algemene vergadering van vrijdag 1 april 2005, om 9 uur, in de zittingszaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, 9200 Dendermonde, waar de curator overleg zal doen van haar rekeningen en waarna wordt overgegaan tot de sluiting van het faillissement.

De curator : (get.) M. Jannis. (7682)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 11 maart 2005, op bekenenis, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Van Autreve, Jean-Paul, autohandelaar, geboren te Gent op 30 juni 1964, wonende te 9600 Ronse, Hemelberg 4, feitelijk verblijvende volgens verklaring te 9000 Gent, Puinstraat 54, en hebbende als ondernemingsnummer 0642.349.242.

Rechter-commissaris : de heer Dirk Vandebussche.

Datum staking van de betalingen : 31 oktober 2004.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 8 april 2005.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 2 mei 2005, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Jan De Buck, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Recollettenlei 43.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Hubert Vanmaldeghem. (7683)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 11 maart 2005, op bekenenis, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Belgian Trading Service, coöperatieve vennootschap met onbeperkte en hoofdelijke aansprakelijkheid, afgekort : « B.T.S. », uitbating van restaurant; met maatschappelijke zetel gevestigd te 9000 Gent, Goudenleeuwplein 7, en hebbende als ondernemingsnummer 0459.566.402.

Rechter-commissaris : de heer Freddy Van Hoe.

Datum staking van de betalingen : 10 maart 2005.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 8 april 2005.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 22 april 2005, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Guido Aerts, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Voskenslaan 420.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Hubert Vanmaldeghem. (7684)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 11 maart 2005, op bekenenis, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Casier, Andrea Pelagie Marie, uitbaatster van restaurant De Fonteyne, geboren te Knokke op 8 juli 1953, wonende te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 460, en hebbende als ondernemingsnummer 0519.701.947.

Rechter-commissaris : de heer Freddy Van Hoe.

Datum staking van de betalingen : 10 maart 2005.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 8 april 2005.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 22 april 2005, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Guido Aerts, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Voskenslaan 420.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Hubert Vanmaldeghem. (7685)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 11 maart 2005, op dagvaarding, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Van Uffel, Benny, koerierdienst, geboren te Halle op 19 april 1979, voorheen wonende te 9860 Oosterzele, Geraardsbergse Steenweg 230, doch ambtshalve afgeschreven sedert 28 december 2004, en hebbende als ondernemingsnummer 0738.369.146.

Rechter-commissaris : de heer Lieven Bockaert.

Datum staking van de betalingen : 11 maart 2005.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 8 april 2005.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 4 mei 2005, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Eddy Carnewal, advocaat, kantoorhoudende te 9051 Sint-Denijs-Westrem, Derbystraat 325.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Hubert Vanmaldeghem. (7686)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 11 maart 2005, op dagvaarding, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Vivino B.V.B.A., behang- en schilderwerken; met maatschappelijke zetel gevestigd te 9000 Gent, Blekerijstraat 75/47, en hebbende als ondernemingsnummer 0861.535.192.

Rechter-commissaris : de heer Freddy Colle.

Datum staking van de betalingen : 11 maart 2005.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 8 april 2005.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 3 mei 2005, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Didier Bekaert, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Rooseveltlaan 222.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Hubert Vanmaldeghem. (7687)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 11 maart 2005, op dagvaarding, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Yamarus B.V.B.A., detailhandel in meubels, productie van vers vlees; met maatschappelijke zetel gevestigd te 9040 Sint-Amandsberg, Dendermondsesteenweg 269, en hebbende als ondernemingsnummer 0477.935.925.

Rechter-commissaris : de heer Stefaan D'Haese.

Datum staking van de betalingen : 11 maart 2005.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 8 april 2005.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 21 april 2005, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Hilde De Boever, advocaat, kantoorhoudende te 9860 Scheldewindeke, Stationsstraat 23.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Hubert Vanmaldeghem. (7688)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 11 maart 2005, op dagvaarding, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Gorae N.V., restaurant, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9830 Sint-Martens-Latem, Kortrijksesteenweg 17, en hebbende als ondernemingsnummer 0461.339.621.

Rechter-commissaris : de heer Bernard Tuypens.

Datum staking van de betalingen : 11 maart 2005.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 8 april 2005.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 21 april 2005, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Jan De Buck, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Recollettenlei 43.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Hubert Vanmaldeghem. (7689)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de buitengewone zitting eerste kamer, d.d. 10 maart 2005, werd het faillissement van Ostend Transport Company B.V.B.A., Nederbosscher 43, te 8500 Kortrijk, door vereffening beëindigd.

Ondernemingsnummer 0418.669.321.

Als vermoedelijke vereffenaar wordt beschouwd :

De heer Harry Oosterwaal, voorheen wonende te 5211 JC 's-Hertogenbosch, Oud Bogardenstraatje 8, in Nederland, thans zonder gekende woon- of verblijfplaats.

De griffier : (get.) Nathalie Bostoën. (7690)

Bij vonnis van de buitengewone zitting eerste kamer, d.d. 10 maart 2005, werd het faillissement van Ripa B.V.B.A., Vijfwegenstraat 52, te 8800 Roeselare, door vereffening beëindigd.

Ondernemingsnummer 0427.130.194.

Als vermoedelijke vereffenaar wordt beschouwd :

Mevr. Lisette Dewagtere, thans wonende te 8830 Hooglede, Korenstraat 4.

De griffier : (get.) Nathalie Bostoën. (7691)

Bij vonnis van de buitengewone zitting eerste kamer, d.d. 10 maart 2005, werd het faillissement van Immo-Deber B.V.B.A., Jacquetbosstraat 114, te 8587 Spiere, afgesloten wegens gebrek aan activa.

Ondernemingsnummer 0450.341.504.

Als vermoedelijke vereffenaar wordt beschouwd :

De heer Bernard Depottere, met laatst gekende woonplaats te 8800 Roeselare, Seringenstraat 14, doch thans voor de curator op een niet gekende woonplaats.

De griffier : (get.) Nathalie Bostoën. (7692)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij arrest van het hof van beroep te Brussel, d.d. 24 november 2004, werd het vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, uitgesproken op 4 februari 2003 (waarbij zijn faillissement werd gesloten en hij niet verschoonbaar werd verklaard), omgevormd in die mate dat het faillissement van de heer Mijten, Johan, wonende te Scherpenheuvel-Zichem, Peter Richard Van de Wouwerstraat 1, werd gesloten doch dat hij wel verschoonbaar werd verklaard.

De griffier : (get.) W. Coosemans. (7693)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, d.d. 10 maart 2005, werd, op bekenenis, het faillissement uitgesproken van Spanhove, Philip Remi, wonende te 9500 Geraardsbergen, Stadsweg 6, met ondernemingsnummer 0766.230.615, voor een bedrijvigheid van aanneming van laswerken.

De datum van staking van betaling is vastgesteld op 20 november 2004.

Rechter-commissaris : L. Vande Weghe, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. G. De Brouwer, Wijngaardstraat 16, 9500 Geraardsbergen.

De aangiften van schuldvordering dienen neergelegd te worden ter griffie van de rechtbank van koophandel te 9700 Oudenaarde, Bekstraat 14, vóór 14 april 2005.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal plaatsgrijpen op donderdag 28 april 2005, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van deze rechtbank te Oudenaarde, Bekstraat 14, eerste verdieping.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de griffier, (get.) Fostier, Marijke. (7694)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, d.d. 15 maart 2005, werd, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Sesam Distribution, met zetel te 9500 Geraardsbergen, Gentsestraat 105, bus B, voorheen ingeschreven in het H.R. Oudenaarde 44787, voor de bedrijvigheid van elektriciteitswerken, met ondernemingsnummer 0450.224.114.

De datum van staking van betaling is vastgesteld op 1 maart 2005.

Rechter-commissaris: W. Gosseye.

Curatoren: Mr. P. De Troyer, advocaat te 9500 Geraardsbergen, Neerstraat 36, en Mr. G. De Brouwer, Wijngaardstraat 16, 9500 Geraardsbergen.

De aangiften van schuldvordering dienen neergelegd te worden ter griffie van de rechtbank van koophandel te 9700 Oudenaarde, Bekstraat 14, vóór 14 april 2005.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal plaatsgrijpen op donderdag 28 april 2005, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van deze rechtbank te Oudenaarde, Bekstraat 14, eerste verdieping.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de griffier, (get.) Fostier, Marijke. (7695)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 14 maart 2005, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. SFT, te 3650 Dilsen-Stokkem, Eksterveldweg 15.

Ondernemingsnummer 0478.900.282.

Handelswerkzaamheid: plafonneebedrijf.

Als curator werd aangesteld Mr. B. Toppet-Hoegars, Bilzersteenweg 341, 3700 Tongeren.

Het tijdstip van staking van betaling werd vastgesteld op 9 november 2004.

De schuldvorderingen dienen uiterlijk op 13 april 2005 neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, bus 4.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen heeft plaats op 21 april 2005, om 11 uur, in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, bus 4, gelijkvloers, zaal C.

Voor eensluidend uittreksel: de e.a. adjunct-griffier, (get.) W. Meurmans. (7696)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 14 maart 2005, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van Daamen, Désiré, geboren te Dilsen op 8 januari 1974, te 3650 Dilsen-Stokkem, Steenkuilstraat 64.

Ondernemingsnummer 0699.413.451.

Handelswerkzaamheid: café-uitbater.

Als curator werd aangesteld Mr. B. Toppet-Hoegars, Bilzersteenweg 341, 3700 Tongeren.

Het tijdstip van staking van betaling werd vastgesteld op 14 september 2004.

De schuldvorderingen dienen uiterlijk op 13 april 2005 neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, bus 4.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen heeft plaats op 21 april 2005, om 11 uur, in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, bus 4, gelijkvloers, zaal C.

Voor eensluidend uittreksel: de e.a. adjunct-griffier, (get.) W. Meurmans. (7697)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 14 maart 2005, op aangifte, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Groven Injection, te 3660 Opplabbeek, Nijverheidslaan 1510.

Ondernemingsnummer 0464.951.682.

Handelswerkzaamheid: productie van kunststofonderdelen.

Als curatoren werden aangesteld Mrs. T. Arts, G. Reniers en C. Hermans, Stoffelsbergstraat 4, 3600 Genk.

Het tijdstip van staking van betaling werd vastgesteld op 8 maart 2004.

De schuldvorderingen dienen uiterlijk op 13 april 2005 neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, bus 4.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen heeft plaats op 28 april 2005, om 11 uur, in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, bus 4, gelijkvloers, zaal C.

Voor eensluidend uittreksel: de e.a. adjunct-griffier, (get.) W. Meurmans. (7698)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 14 maart 2005, op aangifte, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Stofco, te 3600 Genk, Bosdel 54.

Ondernemingsnummer 0458.596.895.

Handelswerkzaamheid: café-restaurant.

Als curatoren werden aangesteld Mrs. T. Arts, G. Reniers en C. Hermans, Stoffelsbergstraat 4, 3600 Genk.

Het tijdstip van staking van betaling werd vastgesteld op 4 maart 2004.

De schuldvorderingen dienen uiterlijk op 13 april 2005 neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, bus 4.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen heeft plaats op 28 april 2005, om 11 uur, in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, bus 4, gelijkvloers, zaal C.

Voor eensluidend uittreksel: de e.a. adjunct-griffier, (get.) W. Meurmans. (7699)

Par jugement du 16 février 2005, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a prononcé, la clôture pour insuffisance d'actif de la faillite de M. Michel Deware, domicilié à 6040 Jemet, rue du Centre 13, déclarée par jugement du tribunal de commerce de Charleroi en date du 17 août 1994.

Déclare M. Michel Deware excusable.

Ordonne la gratuité en vue de la publication du jugement par extrait au *Moniteur belge*.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) F. Vanbergen. (7700)

Tribunal de commerce de Dinant

Par jugement du 15 mars 2005, la première chambre du tribunal de commerce séant à Dinant, province de Namur, a prononcé, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Befra Logistic Consulting, dont le siège apparent est établi à 5575 Gedinne (Bourseigne-Neuve), rue de Mallais 38B, anciennement dénommée Global Sprint Line, et dont le siège social précédent était sis à 2550 Kontich, Grote Steenweg 10, immatriculée à la BCE sous le n° 0475.983.750.

Le même jugement :

désigne, en qualité de curateur, Me Jean-Marc Bouillon, avocat à 5500 Dinant, rue Alexandre Daoust 38,

invite les créanciers à déposer, au greffe de ce tribunal, sis place du Palais de Justice 8, à 5500 Dinant, la déclaration de leurs créances, avec leurs titres, dans les trente jours,

fixe au mardi 26 avril 2005, à 9 h 30 m, au Palais de Justice de Dinant, premier étage, la clôture du procès-verbal de vérification des créances.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) H. Bourdon. (7701)

Par jugement du 15 mars 2005, la première chambre du tribunal de commerce séant à Dinant, province de Namur, a prononcé, sur aveu, la faillite de M. Collin, Eric Pierre Louis, né à Couvin le 25 janvier 1962, domicilié ci-avant 5670 Vierves-sur-Viroin, rue de la Chapelle 1, en instance d'inscription pour 5670 Olloy-sur-Viroin, rue Coliche 1, ayant exercé jusqu'au 31 janvier 2005, une activité de tenancier d'un débit de boissons sous la dénomination « Café de la Gare », à 5670 Vierves-sur-Viroin, rue de la Chapelle 1, ayant été inscrit au registre du commerce de Dinant sous le numéro 658.612.281, immatriculé à la B.C.E. sous le numéro 0658.612.281.

Le même jugement :

désigne, en qualité de curateur, Me Laurent Adam, avocat à 5620 Florennes, rue de Philippeville 1,

invite les créanciers à déposer, au greffe de ce tribunal, sis place du Palais de Justice 8, à 5500 Dinant, la déclaration de leurs créances, avec leurs titres, dans les trente jours,

fixe au mardi 26 avril 2005, à 9 h 30 m, au Palais de Justice de Dinant, premier étage, la clôture du procès-verbal de vérification des créances.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) H. Bourdon. (7702)

Par jugement du 15 mars 2005, la première chambre du tribunal de commerce séant à Dinant, province de Namur, a prononcé, sur aveu, la faillite de M. Decamp, Edmond Désiré Marc P., né à Froidchapelle le 3 décembre 1966, domicilié à 5660 Couvin (Cul-des-Sarts), rue Albert-Hubert 1, y ayant exploité jusqu'au 12 mars 2005 un débit de boissons sous la dénomination « Taverne le Carrefour », ayant obtenu son inscription au R.C. de Dinant sous le numéro 47054, ayant été immatriculé à la T.V.A. sous le numéro BE-658.644.054, immatriculé à la B.C.E. sous le numéro 0658.644.054.

Le même jugement :

désigne, en qualité de curateur, Me Laurent Adam, avocat à 5620 Florennes, rue de Philippeville 1,

invite les créanciers à déposer, au greffe de ce tribunal, sis place du Palais de Justice 8, à 5500 Dinant, la déclaration de leurs créances, avec leurs titres, dans les trente jours,

fixe au mardi 26 avril 2005, à 9 h 30 m, au Palais de Justice de Dinant, premier étage, la clôture du procès-verbal de vérification des créances.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) H. Bourdon. (7703)

Par jugement du 15 mars 2005, la première chambre du tribunal de commerce séant à Dinant, province de Namur :

décharge, à sa demande, Mme Geneviève Donnay, ci-avant avocate à 5670 Olloy-sur-Viroin, rue Jean Chot 27, de ses fonctions de curateur à la faillite du sieur Etienne Goossens, déclarée par jugement de ce tribunal du 25 août 1981,

désigne pour lui succéder en cette qualité, Me Jacqueline Meunier, avocate à 5620 Florennes, rue Ruisseau des Forges 7.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) H. Bourdon. (7704)

Par jugement du 15 mars 2005, la première chambre du tribunal de commerce séant à Dinant, province de Namur :

décharge, à sa demande, Mme Geneviève Donnay, ci-avant avocate à 5670 Olloy-sur-Viroin, rue Jean Chot 27, de ses fonctions de curateur à la faillite du sieur Jean-Noël Druart, déclarée par jugement de ce tribunal du 13 janvier 1981,

désigne pour lui succéder en cette qualité, Me Jacqueline Meunier, avocate à 5620 Florennes, rue Ruisseau des Forges 7.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) H. Bourdon. (7705)

Par jugement du 15 mars 2005, la première chambre du tribunal de commerce séant à Dinant, province de Namur :

décharge, à sa demande, Mme Geneviève Donnay, ci-avant avocate à 5670 Olloy-sur-Viroin, rue Jean Chot 27, de ses fonctions de curateur à la faillite du sieur René Jonet, déclarée par jugement de ce tribunal du 28 octobre 1980,

désigne pour lui succéder en cette qualité, Me Jacqueline Meunier, avocate à 5620 Florennes, rue Ruisseau des Forges 7.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) H. Bourdon. (7706)

Tribunal de commerce de Huy

Par jugement du 9 mars 2005, le tribunal de commerce de Huy a déclaré close, par liquidation, la faillite de la S.A. Novopal-Immo, ayant son siège social à 4280 Hannut, rue de Villers 6, ayant été inscrite au R.C. Huy 46000, pour l'activité de location de biens immeubles propres, non immatriculée à la T.V.A.

Le même jugement donne décharge au curateur de sa mission.

Personnes considérées comme liquidateurs : Borsbom, Théodorus et De Vries, Brigitte, domiciliés à NL 5553C Valkenswaard, Bosstraat 61.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Delise, Bernard. (7707)

Par jugement du 9 mars 2005, le tribunal de commerce de Huy a déclaré close, par liquidation, la faillite de la S.A. Re.Di.An, ayant son siège social à 4540 Amay, chaussée Roosevelt 7-9, ayant été inscrite au R.C. Huy 43259, pour l'activité de débit de boissons et de restaurateur-traiteur sous la dénomination « La Mundial Taverne », immatriculée à la T.V.A. 457.499.609.

Le même jugement donne décharge au curateur de sa mission.

Personnes considérées comme liquidateurs : Maffey, Jean-Dominique, domicilié à 4540 Amay, chaussée Roosevelt 7.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Delise, Bernard. (7708)

Par jugement du 9 mars 2005, le tribunal de commerce de Huy a déclaré close, par liquidation, la faillite de Mme Peeters, Anne Bernadette Albertine, née à Ixelles le 10 septembre 1957, domiciliée à 1350 Orp-Jauche, avenue Adrien Stas 28, ayant exploité un débit de boissons et restauration à 4287 Pellaines, rue des Alliés 4/1, ayant été inscrite au R.C. Huy 47764, immatriculée à la T.V.A. 692.195.958.

Le même jugement donne décharge au curateur de sa mission et déclare ce failli excusable.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Delise, Bernard. (7709)

Par jugement du 9 mars 2005, le tribunal de commerce de Huy a déclaré close, pour insuffisance d'actifs, la faillite de M. Alongi, Angelo, né le 19 décembre 1960 à Enna (Italie), ayant été domicilié à 4550 Nandrin, route de Marche 1, et actuellement à 4102 Ougree, rue F. Nicolay 60, ayant été inscrite au R.C. Huy 42797, pour l'activité de friterie, fabrication et vente de plats préparés à emporter, snack-bar sous la dénomination « Il Giardino-Rhodos », immatriculé à la BCE sous le n° 0599.678.249, et à la T.V.A. 599.678.249.

Le même jugement donne décharge au curateur de sa mission et ce failli excusable.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Delise, Bernard. (7710)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 10 mars 2005, le tribunal de commerce de Namur, a déclaré la faillite de la S.P.R.L. Brussels Safety Drive Center, en abrégé « B.S.D.C. », dont le siège social était anciennement à 5170 Profondeville, section de Rivière, rue de Floreffe 35, et depuis le 1^{er} octobre 2004, à 5530 Godinne, section de Mont-sur-Meuse, rue du Chantoir 5, ayant comme activité principale l'exploitation d'une auto-école, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0466.043.626.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 10 mars 2005 l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. De Dorlodot, Etienne, juge consulaire.

Curateurs : Me Schumacker, Marielle, rue Pepin 14, à 5000 Namur.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 28 avril 2005 à 10 heures, au palais de justice de cette ville, premier étage.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) A. Baye. (7711)

Par jugement du 10 mars 2005, le tribunal de commerce de Namur, a déclaré la faillite de la S.P.R.L. Elseca frères, ayant comme activité une menuiserie générale, ayant son siège social établi à 5060 Auvélais, rue Félix Protin 5, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0861.777.001.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 10 mars 2005 l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Pestieau, Freddy, juge consulaire.

Curateurs : Me Oger, Luc, avenue Cardinal Mercier 46, à 5000 Namur.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 28 avril 2005 à 10 heures, au palais de justice de cette ville, premier étage.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) A. Baye. (7712)

Par jugement du 10 mars 2005, le tribunal de commerce de Namur, a déclaré la faillite de la S.P.R.L. Gresnoble, dont le siège social est sis à 5100 Jambes, section de Naninne, chaussée de Marche 796, y exploitant un commerce de détail en carrelages, en produits d'origine provençal et table d'hôtes, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0460.601.233, et anciennement au registre du commerce de Namur sous le numéro 72667.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 10 mars 2005 l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Doneux, Bernard, juge consulaire.

Curateur : Me Proesmans, Jean, rue de la Pavée 7/1, à 5101 Erpent.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 28 avril 2005 à 10 heures, au palais de justice de cette ville, première étage.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) A. Baye. (7713)

Par jugement du tribunal de commerce de Namur du 10 mars 2005, Me Baudhuin Gerard, avocat à 5030 Gembloux, rue du Coquelet 24/D1, a été remplacé, à sa demande, en qualité de curateur à la faillite de M. Mineur, Pierre François Lucien Ghislain, menuisier, né à Gembloux le 26 novembre 1945, domicilié à Sambreville, section d'Auvélais, rue Radache 21, exploitant un commerce en articles d'ameublement, même rue 40, sous la dénomination « Le Massif », inscrit au registre du commerce de Namur sous le numéro 40830.

Le même jugement a désigné Me Benoît Hoc, avocat à Wépion, route de Saint-Gérard 98, en qualité de curateur à ladite faillite.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) E. Marmagne. (7714)

Par jugement du tribunal de commerce de Namur du 10 mars 2005, Me Baudhuin Gerard, avocat à 5030 Gembloux, rue du Coquelet 24/D1, a été remplacé, à sa demande, en qualité de curateur à la faillite de la S.C.S. Le Globe Alija, dont le siège social est sis à 5100 Jambes, avenue Jean Materne 119-121, exploitant un débit de boissons, une entreprise de spectacle, cabaret, dancing club privé, inscrite au registre du commerce de Namur sous le numéro 74508 et à la T.V.A. sous le numéro 461.613.102.

Le même jugement a désigné Me Benoît Hoc, avocat à Wépion, route de Saint-Gérard 98, en qualité de curateur à ladite faillite.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) E. Marmagne. (7715)

Tribunal de commerce de Nivelles

Faillie de V.B.M. SCRIS. Par jugement du 14 mars 2005 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de V.B.M. SCRIS, chemin du Chêne Bénit 10, à 1360 Perwez, numéro B.C.E. 0458.037.166.

Activité : commerce de détail en vêtements.

Juge-commissaire : M. Pietquin, Bernard.

Curateur : Me Delcourt, Benoît, avocat, à 1342 Limelette, avenue Albert 1^{er}, 13.

Date limite du dépôt des créances : dans les trente jours de la date de la faillite.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 25 avril 2005 à 9 h 30 m, en l'auditoire de ce tribunal, Palais de Justice II, rue Clarisse 115, à 1400 Nivelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) J. Delchambre. (7716)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite : Van Dyck, Alex René Dany, né à Verviers le 7 novembre 1965, domicilié à 4960 Malmedy (Bernister), route des Planeresses 27, ayant été inscrit au registre du commerce de Verviers sous le numéro 72.391, et à la T.V.A. sous le numéro 607.650.956, pour un commerce de détail en fruits et légumes exercé à 4960 Malmedy, avenue des Alliés 17, sous l'appellation « l'Etal », déclaré en faillite, sur aveu, par jugement du 17 juillet 2002.

Curateur : Me Françoise Gathoye.

Par jugement du 3 mars 2005, le tribunal de commerce de Verviers a clôturé la faillite préqualifiée par liquidation.

Par le même jugement le tribunal déclare M. Alex Van Dyck, excusable.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (7717)

Faillite : la société privée à responsabilité limitée Egon, dont le siège social est établi à 4800 Verviers, rue de Limbourg 58, ayant été inscrite au registre du commerce de Verviers sous le numéro 71.782, immatriculée à la Banque-carrefour des entreprises sous le numéro 0471.332.403, pour l'exploitation d'une sandwicherie exercée au siège social, déclarée en faillite, sur aveu, par jugement du 22 mai 2003.

Curateur : Me Pierre Schmits.

Par jugement du 3 mars 2005, le tribunal de commerce de Verviers a clôturé la faillite préqualifiée par liquidation et a nommé comme liquidateur : M. Patrick Devos, clos des Béguines 85, boîte 4, à 4800 Verviers.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (7718)

Faillite sur citation

Par jugement du jeudi 10 mars 2005, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société privée à responsabilité limitée Celia, dont le siège social est établi à 4651 Herve-Battice, Outrecour 30, inscrite à la Banque-carrefour des entreprises sous le numéro 0466.879.905, pour l'exploitation d'un restaurant à 4000 Liège, rue Souverain Pont 4/6, sous l'appellation « l'Officine ».

Curateur : Me Vincent Troxquet, avocat à 4800 Verviers, rue des Minières 15.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 11 mai 2005 à 9 h 30 m, au Palais de Justice de Verviers.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (7719)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Bij vonnis, gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 20 januari 2005, werd de akte, verleden voor Mr. Jan Myncke, notaris te Gent, op 23 november 2004, inhoudende de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, meer bepaald een wijziging in het gemeenschappelijk vermogen, zonder dat voor het overige het huwelijksvermogensstelsel werd gewijzigd, tussen de heer Frans De Nil, en zijn echtgenote, Mevr. Godelieve Maria Magdalena Nachtergaele, samenwonende te Sint-Martens-Latem, Nelemeersstraat 70, gehomologeerd.

(Get.) Jan Myncke, notaris. (7720)

Bij vonnis, gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 13 januari 2005, werd de akte, verleden voor Mr. Jan Myncke, notaris te Gent, op 29 oktober 2004, inhoudende de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, meer bepaald een wijziging in het gemeenschappelijk vermogen, zonder dat voor het overige het huwelijksvermogensstelsel werd gewijzigd, tussen de heer Lucas Maria Constant Cornelis van Overbeke, en zijn echtgenote, Mevr. Rosa Maria Jakobine Müller, samenwonende te De Pinte, Stationsstraat 19, gehomologeerd.

(Get.) Jan Myncke, notaris. (7721)

Bij vonnis verleend door de eerste kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, de dato 9 maart 2005, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel van de heer Van De Moer, Steven Alfons, geboren te Heist-op-den-Berg op 8 juli 1965, en zijn echtgenote, Mevr. Wijns, Ann, geboren te Herentals op 10 november 1971, beiden wonende te 2250 Olen, Neerheide 18, verleden voor notaris Vonnicq Vermeulen, te Hulshout, op 30 november 2004, gehomologeerd.

(Get.) Vonnicq Vermeulen. (7722)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde van 7 februari 2005, werd de akte verleden voor notaris Caroline De Cort, te Antwerpen (Wilrijk), op 26 juli 2004 houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Van Ryckeghem, Johan René Agnes, bediende, en zijn echtgenote, Mevr. Dewulf, Griet Maria Christine, bediende, samenwonende te Lokeren, Nieuwpoortstraat 37, gehomologeerd.

(Get.) De Cort, Caroline, notaris. (7723)

Bij vonnis uitgesproken door de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Leuven, tweede kamer, op 31 januari 2005, werd de akte gehomologeerd houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer De Caesemaeker, Jozef Omer, en zijn echtgenote, Mevr. Vancuyck, Paula Helena, samenwonende te Herent (Winksele), Nieuwe Steenweg 22, verleden voor notaris Karel Lacquet, te Herent, op 2 juli 2004.

Voor de heer en Mevr. De Caesemaeker-Vancuyck : (get.) K. Lacquet, notaris. (7724)

Bij vonnis van 3 februari 2005, heeft de zesde kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk de akte gehomologeerd verleden voor notaris Luc de Mûelenaere, te Gullegem, thans Wevelgem, op 9 november 2004, waarin de heer Iserbyt, Dirk Robert Leon, en zijn echtgenote, Mevr. Ameye, Heidi Rita, samenwonende te 8870 Izegem, Wallemotestraat 47, hun huwelijksvermogensstelsel wensen te behouden, doch inbreng willen doen in het gemeenschappelijk vermogen van 1) een roerend goed door Mevr. Ameye, Heidi, en 2) een onroerend goed te Izegem, Wallemotestraat 47, door de heer Iserbyt, Dirk.

Opgemaakt te Gullegem, thans Wevelgem, op 14 maart 2005.

Namens de echtgenoten Iserbyt-Ameye : (get.) L. de Mûelenaere, notaris. (7725)

Bij vonnis verleend op 20 januari 2005 door de rechtbank van eerste aanleg te Gent, werd de akte, houdende wijziging huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Devos, Eric Hendrik, geboren te Kortrijk op 14 oktober 1941, en zijn echtgenote, Mevr. De Keukeleire, Miriam Andrea Irma, geboren te Deinze op 10 maart 1948, samenwonende te 9800 Deinze, Tolpoortstraat 37, bus 6, in een zuivere scheiding van goederen, verleden voor notaris Peter Pauwels, te Deinze, op 25 mei 2004, gehomologeerd.

Deinze, 15 maart 2005.

(Get.) Peter Pauwels, notaris. (7726)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren de dato 2 februari 2005 werd de akte houdende wijziging huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Crescente, Cataldo, geboren te Stuttgart (Duitsland) op 24 augustus 1974, rijksregisternummer 740824 413-89, en zijn echtgenote, Mevr. Delli Santi, Nadia Maria Pierre, geboren te Genk op 17 juni 1975, rijksregisternummer 750617 186-48, wonende te 3660 Opglabbeek, Heidebloemstraat 23, gehuwd onder het wettelijk stelsel, krachtens huwelijkscontract verleden voor notaris Jageneau op 18 januari 2000, verleden voor notaris Herbert Houben, te Genk op 27 april 2004, inhoudende wettelijk stelsel met inbreng van een onroerend goed, gehomologeerd.

Genk, 15 maart 2005.

(Get.) Herbert Houben, notaris. (7727)

Bij vonnis uitgesproken op 19 oktober 2004 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de akte gehomologeerd houdende de wijziging aan het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Verhoeven, Roger Pierre Jean, gepensioneerd, geboren te Schaarbeek op 4 mei 1937, en zijn echtgenote, Mevr. Swennen, Hermina Helena Joanna Maria, gepensioneerd, geboren te Genk op 11 april 1938, samenwonende te Hechtel-Eksel, J.B. Truyensstraat 6, verleden voor notaris Dirk Seresia, te Overpelt op 13 mei 2004.

Overpelt, 14 maart 2005.

Voor de echtgenoten : (get.) Dirk Seresia, notaris. (7728)

Bij vonnis van 3 februari 2005 heeft de zesde kamer voor burgerlijke zaken van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk gehomologeerd de akte verleden voor notaris Francis Vlegels, te Ingelmunster op 29 september 2004, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer De Blaere, Geert Willy, geboren te Kuurne op 30 november 1964, en zijn echtgenote, Mevr. Thienpont, Hilde Sonja Wivine, geboren te Kortrijk op 7 juni 1966, samenwonende te 8530 Harelbeke, Arendsstraat 37.

De wijziging houdt in de inbreng in het gemeenschappelijk vermogen van een eigen onroerend goed door Mevr. Hilde Thienpont.

Voor de echtgenoten : Geert De Blaere-Hilde Thienpont, (get.) Francis Vlegels, notaris. (7729)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven van 31 januari 2005 werd de wijziging van huwelijksvermogensstelsel ingevolge akte van notaris Eric Talon, te Geetbets van 23 juli 2004, verleden tussen de heer Van Cauwenbergh, Jan Willem, en zijn echtgenote, Mevr. Vandervelpen, Christine Marie, wonende te 3460 Bekkevoort, Adriaan Lodewijkstraat 1A, gehomologeerd.

(Get.) E. Tallon, notaris. (7730)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, d.d. 9 maart 2005, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel der echtgenoten de heer Eggers, Johan Hendrik André, geboren te Leuven op 20 maart 1969, en zijn echtgenote, Mevr. Morias, Marianne Tilde Josefa, geboren te Turnhout op 10 maart 1972, samenwonende te Kasterlee, Retieseweg 41, oorspronkelijk gehuwd onder het stelsel der zuivere scheiding van goederen ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Michel Eyskens, te Oud-Turnhout op 30 juli 1997, gewijzigd ingevolge akte verleden voor notaris Michel Eyskens, te Oud-Turnhout op 18 oktober 2004, waarbij voornoemde echtgenoten besloten hebben hun huwelijk verder te zetten onder het stelsel der scheiding van goederen waaraan een intern gemeenschappelijk vermogen wordt toegevoegd, en waarbij een bepaald onroerend goed wordt ingebracht in dat gemeenschappelijk vermogen door Mevr. Morias, Marianne, voornoemd.

Oud-Turnhout, 15 maart 2005.

(Get.) Wim Vanberghen, notaris. (7731)

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift, op 9 maart 2005 voor gezien getekend door de griffier en ingeschreven in het register der verzoekschriften onder nummer 05/473/B, werd ter homologatie voorgelegd aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Turnhout de akte verleden op 19 januari 2005 voor notaris Derdin, Rudy, met standplaats te Mol waarbij Geudens, Franciscus Julianus Dimphna, geboren te Geel op 2 november 1930, en zijn echtgenote, Peeters, Maria Francisca Angelina, geboren te Geel op 10 juli 1932, samenwonende te Geel, Rijn 118, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Turnhout, 10 maart 2005.

(Get.) Geudens Franciscus - Peeters Maria. (7732)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen op 24 september 2004 werd gehomologeerd de akte van geassocieerd notaris Daan Smets, te Mortsel van 15 april 2004, houdende een wijziging van huwelijksvermogensstelsel door inbreng van een eigen onroerend goed van de heer Van Dyck, Bart Anna Frans, geboren te Hoogstraten op 21 november 1968, en zijn echtgenote, Mevr. Kenis, Christel, geboren te Brecht op 27 mei 1976, samenwonende te Brecht, Molenheiken 75.

Mortsel, 15 maart 2005.

(Get.) Daan Smets, notaris. (7733)

Bij vonnis van de eerste kamer de dato 21 januari 2005 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel gehomologeerd, zoals vastgesteld bij akte van notaris Gustaaf Huybrechs, te Hove, op 13 september 2004, tussen de heer Govaert, Guido Emile Elza, geboren te Antwerpen op 26 mei 1966, en zijn echtgenote, Mevr. Mees, Diana Anna Jozef, bediende, geboren te Niel op 27 april 1957, samenwonende te 2850 Boom, Jozef Wautersplein 33, waarbij het wettelijk huwelijksvermogensstelsel werd gewijzigd door inbreng van het goed te Boom, Jozef Wautersplein 33, met de daaropwegende hypothecaire schuld in de huwelijksgemeenschap en een clausule betreffende de toebedeling van de huwelijksgemeenschap.

Hove, 11 maart 2005.

Voor de verzoekers : (get.) G. Huybrechs, notaris. (7734)

Er blijkt uit een verzoekschrift de dato 11 maart 2005, dat de rechtbank van eerste aanleg te Brugge verzocht wordt de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer De Coesemaeker, Peter Bernard Remi, en zijn echtgenote, Mevr. Van Poucke, Ann Thérèse Carine, wonende te Damme Sijsele, Stakendijkje 21, te homologeren.

De wijziging betreft een inbreng in het gemeenschappelijk vermogen door Mevr. Ann Van Poucke, van appartement 7 en garage 5, in residentie Hansa, te Brugge (Sint-Kruis), Damse Vaart Zuid 46; dit brengt een verandering in de samenstelling van de vermogens van de echtgenoten teweeg, maar leidt niet tot de vereffening van het vorig stelsel.

Namens de echtgenoten : (get.) Bart Vandeputte, notaris. (7735)

Bij verzoekschrift van 18 augustus 2004 neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent hebben de echtgenoten Akar, Muhammed en Karakaya, Tanya, samenwonende te 9000 Gent, Mimosastraat 168B, de homologatie gevraagd van de akte houdende wijziging van huwelijksstelsel verleden voor notaris Harold Poppe, te Gent op 18 augustus 2004 houdende overgang naar het stelsel van zuivere scheiding van goederen.

Namens de echtgenoten : (get.) Harold Poppe, notaris. (7736)

Bij verzoekschrift neergelegd ter griffie der rechtbank van eerste aanleg te Tongeren op 14 maart 2005, hebben de heer Cleuren, Mathieu Albert, geboren te Genoelselderen, op 1 april 1946, en zijn echtgenote, Mevr. Lecoque, Marthe Marie Jeanne Gerardine, geboren te Rocourt op 17 april 1951, wonende te 3770 Riemst, Trippelenweg 10, genoemde rechtbank verzocht om homologatie van de akte, houdende wijziging van hun huwelijksstelsel, verleden voor notaris Joseph Hougaerts, te Tongeren op 7 februari 2005; in deze akte behielden zij het huwelijksvermogensstelsel der wettelijke gemeenschap en werd inbreng gedaan in het gemeenschappelijk vermogen door Mevr. Lecoque, Marthe, van eigen onroerende goederen.

Tongeren, 15 maart 2005.

Namens en in opdracht van de verzoekers : (get.) Joseph Hougaerts, notaris. (7737)

Bij verzoekschrift van 25 februari 2005 hebben de heer Marc Hilaire Hendrik Spruytte, onderwijzer, en zijn echtgenote, Mevr. Maria Germaine Cornélia Vanhese, onderwijzeres, samenwonende te 8980 Zonnebeke, Molenstraat 70, bij de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Ieper een aanvraag ingediend tot homologatie van het contract opgemaakt bij akte verleden voor notaris Jan Platteau, te Ieper, op 25 februari 2005, houdende inbreng door de heer Marc Spruytte, in het gemeenschappelijk vermogen van gemeente Zonnebeke, tweede afdeling, Passendale.

Een woonhuis met aanhorigheden en medegaande grond, Molenstraat 70, bekend bij kadaster onder sectie B nummer 1154/G, voor een oppervlakte van 10 aren 55 centiares, K.I. 503.

Namens de verzoekers : (get.) J. Platteau, notaris. (7738)

Bij verzoekschrift van 14 maart 2005 hebben de heer Nys, Eli Henri Maria, machine-operator, geboren te Diest op 22 januari 1975, en zijn echtgenote, Mevr. Roden, Hilde John Marie-Jeanne, bediende, geboren te Diest op 30 mei 1971, samenwonende te 3294 Diest (Molenstede), Heide 44, bij de rechtbank van eerste aanleg te Leuven de homologatie gevraagd van de akte verleden voor Jan Van Gorp, geassocieerd notaris te Diest op 14 maart 2005, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Voor de verzoekers : (get.) Jan Van Gorp, notaris. (7739)

Bij verzoekschrift van 14 maart 2005, hebben de heer De Pauw, André Gabriel Firmin Paul Frans Clementine, ambtenaar, en zijn echtgenote, Mevr. Vogelaere, Carine Maria Emma, schoonmaakster, samenwonende te Erpe Mere (ex Erpe), Gentsesteenweg 185, aan de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, de homologatie aangevraagd van de akte houdende wijziging huwelijksvermogensstelsel, behoudende het wettelijk stelsel met inbreng onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen, verleden voor notaris Buys, te Lede op 14 maart 2005.

Lede, 14 maart 2005.

Voor de verzoekers : (get.) J.-C. Buys, notaris. (7740)

Bij verzoekschrift van 11 maart 2005 hebben de heer Menschaert, Frans Eric, technisch ingenieur, en zijn echtgenote, Mevr. Van Den Bossche, Geertrui Juliana Mauritia, bediende, samenwonende te 9620 Zottegem, Ten Ede 134.

Aan de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Guy Walraevens, te Herzele, op 11 maart 2005, inhoudende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, namelijk de inbreng van een perceel grond met de daaropstaande woning gelegen te Zottegem (Erwetegem), Ten Ede 134.

Herzele, 14 maart 2005.

Voor de verzoekers : (get.) Guy Walraevens, notaris. (7741)

Bij verzoekschrift van 6 januari 2005 hebben de heer Nuyens, Eduard Jozef, op rust, en zijn echtgenote, Mevr. Janssens, Paula Philomena Maria, op rust, beiden van Belgische nationaliteit, samenwonende te 2640 Mortsel, Pastoor Soeteweystraat 55, aan de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Frank Liesse, te Antwerpen, op 6 januari 2005, waarbij zij hun huwelijksstelsel wijzigden.

Namens de verzoekers : (get.) Frank Liesse, geassocieerd notaris. (7742)

Bij verzoekschrift van 1 maart 2005 hebben de heer Janssen, Yves Geert Marie Justin, en zijn echtgenote, Mevr. Willems, Sonja Natasja, samenwonende te 3660 Opglabbeek, weg naar Opoeteren 161, tot de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren een verzoek gericht tot homologatie van de akte verleden voor notaris Yves Clercx, te Genk, op 1 maart 2005, inhoudende de wijziging aan hun huwelijksstelsel, het stelsel der scheiding van goederen, zijnde de wijziging naar het wettelijk stelsel.

Genk, 14 maart 2005.

Namens de echtgenoten : Dries-Verheijden, (get.) Yves Clercx, notaris te Genk. (7743)

Bij verzoekschrift van 9 maart 2005, dat zal worden neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, hebben de echtgenoten, Broeckhove, Robert-De Smet, Magdalena Adela, samenwonende te 9290 Berlare (Overmere), Kerkstraat 138, om homologatie verzocht van de akte houdende wijziging huwelijkscontract (behoud wettelijk stelsel, inbreng van een eigen onroerend goed door voornoemde heer Broeckhove, Robert, in het gemeenschappelijk vermogen), verleden voor notaris Lutgard Hertecant, te 9290 Overmere, op 9 maart 2005.

(Get.) Lutgard Hertecant, notaris. (7744)

Bij verzoekschrift gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, d.d. 18 februari 2005, werd de homologatie der akte wijziging van het huwelijksstelsel, verleden voor notaris Bob Bultereys, te Avelgem, op zelfde dag, aangevraagd door de heer Jacques Albert Maurits D'Huyvetter, gepensioneerde, geboren te Vichte op 4 april 1930, en zijn echtgenote, Mevr. Denisa Blanka Maria Kornelia Van Dooren, gepensioneerde, geboren te Kortrijk op 23 maart 1930, samenwonende te 8530 Harelbeke, Hippodroomstraat 112.

Daarbij nemen zij het stelsel der algemene gemeenschap aan en worden goederen in de gemeenschap gebracht.

Avelgem, 15 maart 2005.

Voor de verzoekers : (get.) Bob Bultereys, notaris. (7745)

Rechtzetting publicatie d.d. 11 maart 2005, onder nummer 6748, welke dient gelezen te worden als volgt : Bij verzoekschrift van 9 februari 2005 hebben de heer Martens, Michael Wilfried Henrik Erik, en Mevr. Van Camp, Geertrui Ludovica Maria, samenwonende te Duffel, Enkelstraat 79, gehuwd onder het wettelijk stelsel ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Morrens, te Bonheiden, op 8 juni 1999, aan de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen de homologatie gevraagd van de akte wijziging van hun stelsel, verleden voor notaris Jacques Morrens, te Bonheiden, op 9 februari 2005, waarbij volgende wijzigingen werden aangebracht : erkenning van eigen geld, eigendomsvermoeden, vergoedingsrekeningen en herroeping van de gift tussen echtgenoten.

Voor de verzoekers : (get.) Jacques Morrens, notaris te Bonheiden. (7746)

Par requête en date du 10 mars 2005, les époux Blauwaert, Fredy Fernand Ghislain, né à Leernes le 27 janvier 1945, et Gerardin, Annie Emilie Jacqueline, née à Mont-sur-Marchienne le 9 mars 1945, domiciliés ensemble à Montigny-le-Tilleul, section de Landelies, place des Combattants 10, mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me René Ducarme, alors notaire de résidence à Montigny-le-Tilleul, le 21 mai 1968, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Charleroi, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par acte reçu par le notaire Corinne Beaudoul de Montigny-le-Tilleul, en date du 10 mars 2005.

Aux termes de cet acte, lesdits époux Blauwaert-Gerardin, ont déclaré maintenir leur régime matrimonial actuel, mais M. Blauwaert, a déclaré faire apport au patrimoine commun d'un immeuble propre, étant une partie de maison, sise à Montigny-le-Tilleul, section de Landelies, place des Combattants 10, cadastrée d'après titre section B, numéro 330 o 2, pour 70 centiares, et actuellement section B, partie du numéro 330 G 3.

(Signé) C. Beaudoul, notaire. (7747)

Par requête en date du 14 mars 2005 :

1. M. Noël, Robert, né à Farciennes le 5 juin 1928, domicilié à Fleurus, rue Bonsecours 4/5;

2. et son épouse, Mme Polomé, Eliane Mireille Max, née à Tamines le 20 avril 1929, domiciliée à Fleurus, section Fleurus, rue Bonsecours 4/5,

ont introduit devant le tribunal de première instance de Charleroi, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par le notaire Marc Ghigny, à Fleurus, le 18 février 2005.

Aux termes de cet acte modificatif, M. Noël, Robert, déclare faire entrer dans le patrimoine commun, l'immeuble ci-après décrit :

Ville de Fleurus, première division, section Fleurus, article 04373

Une maison d'habitation avec dépendances et jardin, route de Mellet 37, l'ensemble cadastré, d'après titre et selon extrait récent de la matrice cadastrale, section A, partie du numéro 298 B 2, pour une contenance de vingt-cinq ares quarante centiares (25a 40ca).

(Signé) Noël; Polomé. (7748)

Par requête en date du 28 février 2005, les époux M. Vangenechten, Thierry Hector Clément Jacques, et Mme Chantinne, Anne Sidonie Juliette Jeanine, domiciliés à 1325 Chaumont-Gistoux, avenue de la Dame 31, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Nivelles, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par acte reçu par le notaire Benoît Colmant de Grez-Doiceau, en date du 28 février 2005.

Aux termes de cet acte, les époux ont déclaré maintenir le régime de séparation des biens avec adjonction d'une société d'acquêts et y ont adjoint des modifications.

Pour extrait conforme : (signé) B. Colmant, notaire associé. (7749)

Par requête en date du 8 mars 2005, les époux M. Vertommen, Louis Bruno Martin (dit Loïc), et Mme Beyens, Murielle Gisèle, domiciliés à 1380 Lasne, rue de Genleau 72, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Nivelles, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par acte reçu par le notaire Benoît Colmant de Grez-Doiceau, en date du 8 mars 2005.

Aux termes de cet acte, les époux ont déclaré maintenir le régime de séparation des biens avec adjonction d'une société d'acquêts et y ont adjoint des modifications.

Pour extrait conforme : (signé) B. Colmant, notaire associé. (7750)

Par requête en date du 9 mars 2005, les époux, M. Mpenza Mbo, et Mme Mazure, Caroline Monique, domiciliés à 59800 Lille (France), rue des Débris Saint-Etienne 11, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Bruxelles, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par acte reçu par le notaire Pierre Nicaise de Grez-Doiceau, en date du 9 mars 2005.

Aux termes de cet acte, les époux ont déclaré maintenir le régime de séparation des biens avec adjonction d'une société d'acquêts et y ont adjoint des modifications.

Pour extrait conforme : (signé) P. Nicaise, notaire associé. (7751)

Par requête en date du 21 février 2005, M. Georges Zissis, et son épouse, Mme Godelieve Marie Sylvine Louise van Hecke, demeurant ensemble à 1325 Chaumont-Gistoux, rue des Bovrées 31, ont introduit devant le tribunal de première instance de Nivelles, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial reçu par acte du notaire Olivier Jamar, à Chaumont-Gistoux, le 21 février 2005.

Le contrat modificatif comporte apport d'un immeuble propre à M. Georges Zissis, à une société accessoire à leur régime de séparation de biens.

Pour les époux : (signé) Olivier Jamar, notaire. (7752)

Suivant jugement rendu le 2 mars 2005, le tribunal de première instance de Neufchâteau a homologué l'acte reçu par le notaire Jean-Michel Istace, de résidence à Paliseul le 18 janvier 2005, portant modification au régime matrimonial des époux Van Hoeve, Salomon-Marinus-Servaas, né à Sas van Gent (Pays-Bas) le 22 juillet 1933, de nationalité hollandaise, et Loquy, Annie-Claire, née à Paliseul le 25 février 1929, domiciliés à Paliseul, rue du Routy 6, et mariés à Bouillon le 11 février 1956, sous le régime de la communauté d'acquêts aux termes de leur contrat de mariage reçu par le notaire Edouard Vermer, à Bouillon, le 10 février 1956.

L'acte comporte apport, par Mme Annie Loquy, à la communauté d'acquêts existant entre elle, et son époux, de biens immeubles propres.

(Signé) Jean-Michel Istace, notaire.

(7753)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Bij beschikking van de derde burgerlijke kamer bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, verleend op 3 maart 2005 werd Mr. Frederic Beele, advocaat, met kantoor te 9000 Gent, aan de Gebroeders De Cockstraat 2, aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Mevr. Victorina Avermaete, geboren te Gent op 31 oktober 1922, in leven laatst wonende te 9940 Evergem, Hoeksken 29, en overleden te Evergem op 15 juli 2004.

Alle schuldeisers dienen zich binnen de drie maanden vanaf heden schriftelijk kenbaar te maken aan de curator.

(Get.) Frederic Beele, Q.Q. curator onbeheerde nalatenschap. (7754)

Bekendmaking ziekenfondsen gedaan in uitvoering van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen

Publication faite en exécution de la loi du 6 août 1990
relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités

MOB Neutrale Zorgkas Vlaanderen (280/03)

Erkend bij besluit van de Controledienst voor de Ziekenfondsen op 5 maart 2001

Nieuwe samenstelling van de raad van bestuur vanaf 20 september 2004

Voorzitter : Karel Goffijn, 3120 Tremelo.

Ondervoorzitter : Koen Van Nieuwenhove, 2800 Mechelen.

Secretaris : Jürgen Constandt, 2800 Mechelen.

Penningmeester : Horst Müller, 9990 Maldegem.

Bestuurders :

Benny Devriendt, 8630 Veurne.

Ann Hendrickx, 9320 Erembodegem.

Jean-Marie Jacquemin, 4800 Verviers.

Frans Lachi, 2500 Lier.

Maurice Maes, 1700 Sint-Martens-Bodegem.

Michel Marique, 6220 Fleurus.

André Suykens, 2870 Puurs.

Yvan Vanbockryck, 3740 Bilzen.

Raadgevers :

Marc De Moor, 8430 Middelkerke.

Henri Johan Rooze, 1780 Wommel.

Steven Van Dessel, 3012 Wilsele.

Paul Van Kerckhoven, 2860 Sint-Katelijne-Waver.

Emiel Vanlangendonck, 2860 Sint-Katelijne-Waver.

Voor echt en waar verklaard op 20 september 2004.

Jürgen Constandt,

secretaris.

Karel Goffijn,

voorzitter.

(7755)

**Partena - Mutualité libre
boulevard Anspach 1, 1000 Bruxelles**

1. Composition du conseil d'administration de Partena - Mutualité libre à l'issue de l'assemblée générale du 16 novembre 2004.

Mmes :

1. Geneviève Fontaine-Baert, avenue des Grands Prix 73, 1150 Bruxelles.
2. Isabelle Ronsmans, drève Nantaise 5, 1470 Bousval.

MM. :

1. Alain André, route de Mons 21, 7120 Estinnes-au-Val.
2. Freddy Caulier, chemin du Prince 279, 7050 Masnuy-Saint-Jean.
3. Michel Coquette, rue Fr. André 98, 7390 Quaregnon.
4. Pascal Courard, avenue de Jassans 51, 1342 Limelette.
5. Jean-Pierre Danaux, avenue Tomberg 116, bus 12, 1200 Bruxelles.
6. Luc Daumerie, rue Jules Tison 23, 7100 La Louvière.
7. Bernard De Roover, avenue Charles Tollenaere 13, 1070 Bruxelles.
8. Jean-Claude Debussche, Leeuwerikenlaan 16, 1780 Wemmel.
9. Olivier de Woot, rue le Solin 5, 5590 Pessoux.
10. Marc Dierckx, Voetbalstraat 123, 2800 Mechelen.
11. Ronald Fransen, avenue Aldo Moro 2, 1330 Rixensart.
12. Albrecht Gysels, avenue de la Galaxie 4, 1410 Waterloo.
13. Vincent Jonckheere, Industriezone 5, n° 26, 1730 Mollem.
14. Michel Lecron, rue du Cimetière 65, 7110 Houdeng-Goegnies.
15. Alain Levaux, avenue de Winterberg 22, 1330 Rixensart.
16. Joseph Marien, avenue Romain Rolland 75, 1070 Bruxelles.
17. Max Martin, chein de l'Herbe 60, 1325 Bonlez.
18. José Massy, rue du Bois 44, 7866 Bois-de-Lessines.
19. Bernard Pinchart, rue de la Terre du Prince 17, 7000 Mons.
20. Jean-Jacques Robeyns, rue de l'Amérique 38, 6010 Couillet.
21. Theophiel Sanders, Holstraat 24, 1770 Liedekerke.
22. Jean Sartiaux, rue Aimeries 218, 7370 Dour.
23. Fernand Sprimont, clos des Pommiers 32, 1310 La Hulpe.
24. Dirk van de Wall, Président, Zeedijk 413, Koksijde.
25. Jean-Pierre Vets, Hoekstraat 30, 1860 Meise.
26. André Wandersmal, avenue du Sergent Cotton 41, 1410 Waterloo.

Les administrateurs cités ci-dessus sont tous de nationalité belge.

2. Délégation à la gestion journalière de « Partena - Mutualité libre ».

A l'issue de cette assemblée générale, M. Pascal Courard, est nommé administrateur-délégué chargé de la gestion journalière de la mutualité.

3. Délégations de pouvoirs : Bureau du conseil d'administration.

A l'issue de cette assemblée générale, le conseil d'administration désigne en qualité de membres du bureau du conseil d'administration de la mutualité les administrateurs suivant : MM. Dirk van de Walle (président), Freddy Caulier, Jean-Pierre Vets, Joseph Marien et Fernand Sprimont.

Gérard Fievet : conseiller.

(Signé) Dirk van de Walle, président.

(7756)